ÉCHANGES

N° 153 — Automne 2015 — 3 euros

bulletin du réseau
« Echanges et mouvement »

Une **GUERRE À L'ÉCHELLE DU MONDE** ? (II), p. 3 ◆ Polémique autour d'un tract, p. 13 ◆ « Révolution » en Rojava ?, p. 16 ◆ Le PKK, une certaine bourgoisie kurde, p. 21

Le **KRACH CHINOIS,** les balbutiements de l'économie de transition, p. 23 ◆ **INDE.** Des ouvrières en lutte, en tant qu'exploitées et en tant que femmes, p. 31

Dans les publications : Monde, p. 37 ◆ **MURS,** p. 40

PORTUGAL. Tout est calme sur le front de l'Ouest ? (II), p. 44 ◆
France. Les **CHEMINOTS** à l'heure de la privatisation totale, p. 50

Dans les publications : Europe, p. 53

CORRESPONDANCE. A l'usine, p. 57 ◆ « Toute l'usine parle de ce qui s'est passé à Air France », p. 59 ◆ « Je cherche des contacts à Bursa en Turquie », p. 59 ◆ « Est-ce bien nécessaire d'analyser les programmes de Podemos ou Syriza ? », p. 60 ◆ « Où va le système ? », p. 61 ◆ « Analyses critiques et souci documentaire », p. 61 ◆ Sur la commune de Shanghaï, p. 62

Dans les publications : théorie, histoire... p. 66

NOTES DE LECTURE. « Etre Palestinien en Israël », de Ben White, p. 68

ÉCHANGES N° 153 — Automne 2015

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e

☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er

☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er

☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er

☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e

☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e

☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er

☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e

☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e

☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e

☎ 01 43 71 21 07

UNE GUERRE À L'ÉCHELLE DU MONDE ? (2) *

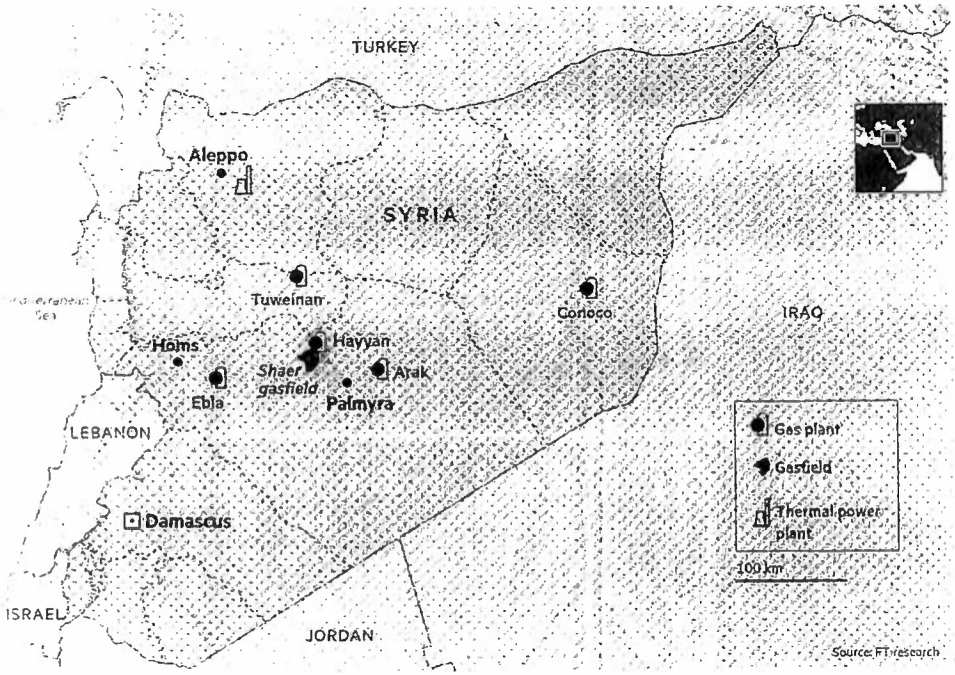
Dans la première partie de « Une guerre à l'échelle du monde ? », nous soulignions l'extrême confusion à la fois des faits examinés, des débats à leur sujet et de toutes sortes d'instrumentalisations de tel ou tel fait dans le seul souci d'associer tout ou partie de la population, plus spécialement la force vive du système, les travailleurs, à des combats qui ne sont pas du tout les leurs.

Il n'y a guère à ajouter à ce que nous écrivions alors, sinon tenter de voir et d'analyser comment les pions de ce sanglant jeu d'échecs entre de nombreux protagonistes se sont déplacés. On ne peut que souligner ce qui déjà apparaissait et s'est de plus en plus confirmé ; le pragmatisme des acteurs, qui fait que dans un conflit mondial – cette guerre qui se mène par proxys, ces logiciels informatiques facilitant ou surveillant les échanges entre des interlocuteurs – implique de plus en plus les grandes puissances, recoupant en même temps d'autres conflits qui peuvent interférer les uns avec les autres. Ce qui fait que les différentes forces organisées sur le terrain peuvent être alliées aujourd'hui pour se combattre demain et se retrouver de nouveau dans une autre forme de collaboration le surlendemain.

Même si la coalition arabo-occidentale de 22 pays disparates, menée par les Etats-Unis, affiche bien sa volonté de détruire cette entité qu'on nomme Daech ou Etat islamique (EI) (1), son intervention vise aussi à l'élimination de Bachar al Assad. Parallèlement, une coalition réunissant la Russie, l'Iran et le régime syrien du même Bachar al-Assad, se trouve associée avec Israël (ennemi affiché de l'Iran

* Voir *Echanges* n° 150 (hiver 2014-2015), p. 43.

(1) Rappelons que Daech est l'acronyme arabe de l'Etat Islamique en Irak et au Levant – ISIS en anglais. Ou plus simplement Etat Islamique, EI, sigle que nous utiliserons ici. Le titre de cet article n'apparaît pas vraiment surfait alors que le roi de Jordanie qualifie la lutte contre l'EI de « troisième guerre mondiale, une guerre à l'intérieur de l'Islam » (au cours d'un entretien avec Obama à Washington, le 5 décembre 2014). Voir *Le Piège Daech, L'Etat islamique ou le retour de l'Histoire*, de Pierre-Jean Luizard (La Découverte, « Cahiers libres », février 2015). Rappelons que l'EI est issu d'un « comité consultatif des moudjahidines [combattants] » auquel Al Qaida fut associé un moment, et qui se transforma en octobre 2006 en Etat Islamique d'Irak (EII) puis en 2013 Etat Islamique en Irak et au Levant (EI).



et allié des Etats-Unis) et la Jordanie (elle-même alliée des Etats-Unis) avec pour but immédiat de sécuriser le sud de la Syrie, maintenir ledit Bachar à la tête de ce qui reste de son Etat, et maintenir les positions russes en Syrie (2). Ce simple exposé d'une évolution récente peut donner un aperçu de la complexité de la situation dans tout le Moyen-Orient.

Ces deux coalitions, si elles reflètent autant que la guerre « contre le terrorisme » l'affrontement entre deux puissances dans cette partie du monde, se heurtent en Syrie à l'impuissance à maîtriser sur le terrain à la fois la dimension de l'EI et les rivalités entre les différents groupes de combattants, tant du gouvernement que de ses opposants politiques et d'autres groupes « terroristes ».

(2) « Syrie : la Jordanie va coordonner ses activités militaires avec la Russie ». *Le Figaro* du 24 octobre 2015.

Par rapport à ces derniers, l'EI dispose d'une supériorité évidente car il joue sur deux tableaux :

– une base territoriale étendue qu'il a réussi à maintenir jusqu'à maintenant ;

– un champ mondial d'actions, fait tant d'allégeance de groupes « terroristes » bien implantés que de groupes ou individualités « dormants » qui peuvent être réactivés à tout moment, s'insérant dans une stratégie globale dépassant largement les frontières géographiques mouvantes de l'EI et qui lui sert de base de recrutement pour ses combattants.

Des raisons plus spécifiques ont pu être avancées pour expliquer la réaction des sunnites face à la force ascendante du chiisme dans la région qui exprimerait :

– un Etat puissant cultivé et militairement moderne, l'Iran ;

– une revanche historique sur les sunnites

– un monde sunnite fragmenté entre l'EI, Al Qaïda et les Frères musulmans (3).

Certains commentateurs pensent que même si la base géographique de l'EI était éliminée, l'EI n'en disparaîtrait pas pour autant, tirant sa force de cette dispersion mondiale. Toute une partie de la stratégie de l'EI ne vise pas à conquérir des territoires qu'il aurait du mal à contrôler (principalement pour des raisons religieuses) et où il ne peut espérer un soutien populaire, mais à recourir dans ces territoires « à une stratégie de provocation extrême bien pensée qui vise à miner la fragile cohésion » du pays visé (4). Il s'agirait dans cette stratégie de créer des abcès de fixation de déstabilisation et de zones libres, situation qui pourrait s'appliquer aussi bien à la Jordanie, au Liban, à une partie de l'Irak et même à la Turquie. Pour ce faire, la base territoriale de l'EI reste quand même aujourd'hui essentielle.

Qu'en est-il de cette situation sur le terrain dont on parle moins, l'actualité étant centrée sur les frappes aériennes de la coalition occidentale : l'intervention de la Russie et les palabres qui visent non seulement la Syrie mais un rééquilibrage du Moyen-Orient ?

Dans *Echanges* n° 150, nous avons souligné que s'ériger en Etat ne serait qu'un mot si le territoire de cet Etat, au-delà d'une présence militaire, n'avait pas de ressources régulières suffisantes pour financer armée et administration, faisant régner un certain ordre dans le cadre d'un ensemble de lois réglant tant les relations entre individus que les relations économiques et sociales. De plus, il est nécessaire que ces ressources soient, pour la régularité de leur renouvellement, assises essentiellement sur une activité économique.

Rappelons que géographiquement l'EI couvre un territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak, de taille équivalant presque à la Grande-Bretagne. Ses limites se sont quelque peu modifiées au gré des opérations militaires, mais les concessions qu'il a dû faire ont été compensées par de conquêtes importantes. Son activité économique assure une régularité de financement des dépenses de l'Etat. Elle concerne :

– la consommation intérieure
– les exportations
– les transports
– les mouvements financiers.

On parle beaucoup dans les médias de ressources financières exceptionnelles comme la capture de réserves bancaires ou d'or dans les territoires conquis, ou le produit du racket, ou encore celui du pillage des antiquités. Ce sont des ressources exceptionnelles qui ne peuvent remplacer le renouvellement des ressources d'un Etat lié à l'activité économique.

Les frappes aériennes américaines visent plus à asphyxier les ressources de l'EI qu'à un soutien aux forces qui s'y opposent sur le terrain. De ce point de vue les quelque 6 800 frappes depuis l'été 2014 ont complètement échoué dans leurs objectifs économiques. Par contre, frappant indistinctement plus de 25 % des civils, leurs conséquences sont soit l'émigration soit le soutien à l'EI (5).

Quelles sont les ressources qui contribuent au financement régulier de l'EI et comment peuvent-elles être écoulées à l'extérieur sans trop de problèmes ? Pour le moment,

(3) « La guerre des deux islams », par Bernard Guetta, *Libération* du 31 mars 2015.

(4) C'est ce que développe Pierre-Jean Luizard et qu'il résume dans son titre *Le Piège Daech* (*op. cit.*). Le *Financial Times* décrit bien cette stratégie : *FT* des 28 septembre et 15 octobre 2015).

(5) « Jihadis generate 500 millions de dollars from oil as US-led air strikes miss target » (La vente du pétrole rapporte 500 millions de dollars aux djihadistes alors que les frappes américaines manquent leur cible) (*Financial Times* du 15 octobre 2015).

l'EI dispose de grandes réserves de matériaux divers (richesses évaluées à plus de 2 000 milliards de dollars). L'EI contrôle 60 % du pétrole syrien et moins de 10 % du pétrole irakien. 40 % de la production de blé et 53 % de l'orge produits en Irak, les greniers à blé de Syrie sont sur des territoires tenus par l'EI. En 2014, le PIB atteint 3 milliards de dollars (6). Les recettes viennent pour partie des impôts, pour partie des exportations. L'EI aurait procédé à des privatisations d'une partie des nombreuses entreprises d'Etat.

Le pétrole représente 38 % des exportations (soit 1 milliard de dollars en 2014, 600 millions de dollars en 2015, cette baisse s'expliquant par les frappes aériennes de la coalition) les phosphates 10 %, le ciment 10 % les céréales 7 %. Quant au coton, il assurerait entre 20 et 100 millions de dollars par an à l'organisation (7). Les impôts (sur les particuliers, les commerçants et industriels et la dîme sur les camions de toutes sortes qui doivent transiter à travers les territoires contrôlés par l'EI) (8) fournissent 17 % des ressources. Les rançons et le trafic des antiquités ne fournissent guère plus de 10 % des recettes budgétaires (9).

On sait peu de choses sur les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'EI. Un des premiers postes est sans doute l'entretien de l'armée, c'est-à-dire ce qui est absolument indispensable pour le maintien et l'extension éventuelle de l'Etat mais aussi pour le « maintien de l'ordre » sur son territoire (armée et police). L'armée de l'EI compterait entre 100 000 et 125 000 combattants dont environ 15 000 viendraient de l'étranger, mais ces chiffres sont très variables selon les sources. Le financement des combattants aurait coûté en 2014 environ 10 millions de dollars par mois ; les 30 000 djihadistes étrangers recevraient 1 000 dollars par mois (10). Un double problème se pose à la mesure des frappes aériennes : le renouvellement des effectifs et du matériel. Les frappes américaines depuis l'été 2014 auraient détruit 200 véhicules de l'EI mais dans le même temps, l'EI en aurait récupéré 2 000 (11). De même, la chute de Ramadi, potentiellement une victoire stratégique pour l'EI (contrôle de la province d'Anbar permettant la jonction de la zone irakienne avec la zone syrienne) lui a permis de récupérer un stock très important d'armes (12).

(6) Sur les 193 Etats de l'ONU, une trentaine ont un PIB inférieur à 3 milliardsde dollars (liste de la Banque mondiale [2013 ou 2014] exhaustive publiée par Wikipedia).
(7) Selon *Le Monde* du 21 septembre 2015, ce chiffre se monte à 136 millions de dollars par an. 6 % des importations de coton de Turquie viennent presque totalement (à 90 %) des territoires sous le contrôle de l'EI de sorte que les tee-shirts importés en France de Turquie contribuent au financement de l'EI. Daech détient environ 60 % de la production pétrolière syrienne et moins de 10 % de la production irakienne. Les islamistes possèdent 20 à 30 puits de pétrole, en Irak et en Syrie (chiffres estimés par le Centre d'analyse du terrorisme, un think tank européen, ou par le consultant Jean-Charles Brisard, voir *Challenges* du 19 février et du 8 octobre 2015).
(8) Le droit de passage pour les camions peut varier de 300 à 1 000 dollars suivant la nature de la cargaison. En 2012 on décomptait au moins 4 000 passages par jour sur le territoire occupé par l'EI.
(9) *Challenges* du 19 février 2015.

(10) A titre de comparaison, les différentes armées paieraient chaque combattant de 250 à 600 dollars (armée régulière syrienne), de 500 à 600 dollars (Al Nostra), voire 700 dollars (EI débutants). L'EI offrirait à ses combattants un logement pour leur famille. On ne peut vérifier si, comme certains articles l'affirment, une partie des combattants passeraient d'une armée à l'autre comme des mercenaires par intérêt financier plus que pour des raisons politiques ou religieuses. Difficile de savoir si et pourquoi l'EI aurait dû début 2015 réduire les salaires des combattants et l'utilisation du carburant (*Financial Times* du 28 février 2015).
(11) L'EI apprécie particulièrement les pick-up Toyota qui forment l'essentiel de sa flotte à des dizaines de milliers d'exemplaires et qu'il se procure partout dans le monde à travers un réseau complexe de relations et de corruption sans que les tentatives d'entraver leur renouvellement puissent être efficaces.
(12) *Libération* du 2 juin 2015 ; M6, émission « Capital », 14 juin 2015.

Un autre problème est le financement de l'administration des territoires contrôlés par l'EI. Il paraît vraisemblable que l'EI a laissé en place les structures administratives existantes mais leur financement semble assez diversifié. A Palmyre (70 000 habitants), les fonctionnaires sont appelés à rester en place avec le même salaire et aux mêmes conditions, avec peu de changements dans l'exercice de leur fonction – sauf la contrainte religieuse. Dans la ville de Mossoul, on trouve une situation paradoxale : le gouverneur appointé par le gouvernement de Bagdad a été destitué, mais continue de mandater et de payer les salaires des fonctionnaires restés en place et qui assurent les services publics (13).

Une partie importante des ressources venant des exportations, le transfert de l'argent vers l'EI est au centre du financement de l'Etat. Le recours aux transferts bancaires étant impossible pour des raisons évidentes, ce sont les circuits parallèles clandestins qui sont utilisés : le « hawala » et les « bitcoins » (14). L'EI contrôle près de 130 banques. La création d'une monnaie spécifique à l'été 2015 – le dinar islamique – permet au régime de garantir dans une certaine mesure une cir-

(13) *Financial Times* du 21 mai 2015, *Le Monde* du 19 mai 2015.

(14) Les paiements de l'EI se font grâce au Hawala, système financier apparaissant au VIIIe siècle dans des textes de droit musulman. L'argent transite grâce à des réseaux de change : une personne confie de l'argent à un agent qui se met en relation avec un autre agent proche du destinataire de la somme. C'est lui qui verse alors l'argent moyennant une commission. Le terme bitcoin désigne à la fois un système de paiement à travers le réseau Internet et l'unité de compte utilisée par ce système. Ce système n'utilise pas les monnaies traditionnelles. Son principe est de tenir à jour sur un très grand nombre de nœuds du réseau, un registre à la fois public et censément infalsifiable de toutes les transactions exprimées en unité de compte bitcoin. Les transactions sont validées par les signatures cryptographiques correspondantes. Les bitcoins figurant dans les transactions dont un compte est bénéficiaire, peuvent être réutilisés par le titulaire de ce compte dans des transactions dont il sera l'émetteur.

Battre monnaie

L'EI a commencé fin août 2015 de procéder à la saisie de toutes les devises étrangères à Mossoul, capitale de la province irakienne de Ninive, et de les remplacer par le dinar or qu'il a commencé de frapper (fr.sputniknews.com/international/20150831/1017873595.html, repris par de nombreux sites Internet).

La nouvelle monnaie imite celle utilisée à l'époque du règne du troisième calife de l'islam, Othman ibn Affan (644–656). Les dinars de l'EI seront échangés dans quatre bureaux de banque de Mossoul. L'EI comptait introduire son dinar sur l'ensemble de la province de Ninive au cours du mois de septembre. La population de la province a été mise en garde contre la poursuite de l'utilisation de dinars irakiens. Selon les médias, un dinar or de l'Etat islamique équivaudrait à 139 dollars américains. La nouvelle monnaie ne comporte que des pièces métalliques d'or, d'argent et de cuivre, à l'exclusion de la monnaie papier. « Si l'Etat islamique avait décidé d'imprimer des billets, ils n'auraient eu aucune valeur, estime Jérôme Héricourt, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), interrogé par le magazine *Challenges* (www.challenges.fr/monde/moyen-orient/20150901.CHA8892/pourquoi-l-etat-islamique-frappe-sa-propre-monnaie-en-or.html). Ce n'aurait été que du papier que personne n'aurait pris au sérieux car le billet pour être respecté doit être ancré dans les conventions sociales. L'or ou l'argent ont en revanche une valeur réelle. Une pièce en or a toujours de la valeur. »

Celle-ci sera cependant dépendante du cours mondial des matières premières.

Un pacte électrique

L'EI et Assad restent des ennemis sur le terrain mais leurs besoins d'électricité les contraint à un pacte diabolique.

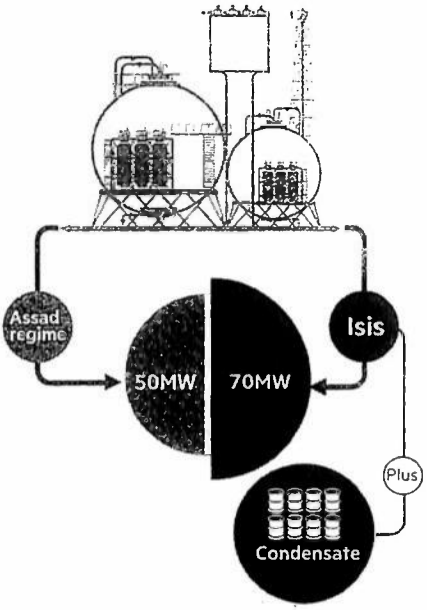
L'électricité distribuée en Syrie provient à 90 % de centrales thermiques fonctionnant au gaz et l'EI autant que la Syrie d'Assad doivent se mettre d'accord pour leur approvisionnement : pas d'électricité, pas de gaz ni de pétrole, et pas de gaz pas d'électricité.

L'EI contrôle au moins huit centrales électriques, dont trois centrales hydrauliques et la plus importante des centrales à gaz.

Le régime d'Assad contrôle les sociétés publiques et privées dont font partie les techniciens de maintenance des centrales.

On a souvent accusé le régime d'Assad d'avoir des accords secrets ave l'EI qui contrôle la quasi-totalité des puits pétroliers et gaziers (dont ceux appartenant à la multinationale américaine Conoco).

L'accord de Tuweinan Le partage d'une journée de production de la centrale



Le ministre syrien du pétrole et des ressources naturelles admet du bout des lèvres que les employés des compagnies pétrolières et gazières travaillent sous l'autorité de l'EI et ajoute : « Çà ressemble au Chicago des années 1920 : on combat et on tue pour modifier le contrat, mais le contrat est toujours là. »

Une des compagnies privées, Hexo, qui exploite le champ pétrolier de Tuweinan, paie une redevance mensuelle de 50 000 dollars à l'EI pour la « protection » de ses puits, l'EI participant aussi à la gestion de ce champ pétrolier. L'ensemble est surveillé par un « émir » dont les patrouilles contrôlent à la fois l'exécution des contrats et la surveillance religieuse des opérateurs. Un des directeurs qui n'avait pas respecté les engagements envers l'EI a eu la tête coupée Une partie des travailleurs ont réussi à fuir : sur les 1 500 qui y œuvraient antérieurement il n'en reste que 300.

(« Syrian regime locked in "mafia-style" pact with jihadis to keep gas flowing - Employees of state-run energy companies in areas controlled by the militants find themselves pawns in a deadly game », *Financial Times* du 16 octobre 2015.)

culation monétaire à l'abri des pressions financières internationales ; mais en même temps le fragilise car d'une part notamment les pièces d'or et d'argent et de cuivre peuvent fuir suivant le cours international de ces métaux et d'autre part elle dépend étroitement quand même des activités économiques et des rentrées de devises étrangères (voir encadré p. 7).

Un Etat ne peut maintenir sa domination sur la population que si celle-ci accorde un minimum d'adhésion à la politique des gouvernants. Tous les Etats ont recours à la violence plus ou moins ouverte couverte par une idéo-

logie. Aux exécutions spectaculaires ne correspond pas, dans la vie dans les territoires contrôlés par l'EI, à ce que les propagandes occidentales tentent d'accréditer : la charia n'y est pas plus féroce que dans d'autres pays arabes (notamment l'Arabie saoudite) et semble un élément de stabilité chez une population plongée depuis des années dans une insécurité totale. Les mesures prises par l'EI lors de l'occupation d'une ville visent le plus souvent à une normalisation de la vie quotidienne destinée à obtenir un certain soutien populaire. Occupant Palmyre par exemple, l'EI fait sauter la prison, rétablit l'électricité et Internet, fait fonctionner les services publics (15).

L'effet des frappes américaines pourrait être, à cause de la manière indiscriminée dont elles sont menées, d'entraîner un ralliement supplémentaire à l'EI, d'autant plus que l'efficacité de ces frappes est mise en doute par les Américains eux-mêmes, notamment en raison de la capacité d'adaptation de l'ensemble des structures assurant le fonctionnement de cet Etat. Il a été relativement facile de pallier la destruction limitée des raffineries et des silos à grains ; pour ces derniers, d'autres formes de stockage plus individualisés peuvent être mis en place rapidement ; pour les raffineries, l'EI se contente de les laisser hors de son territoire, se contentant de prélever une dîme sur leur activité et sur le transport par camions citernes. Cette « délocalisation » du risque est pratiquée systématiquement : les centres administratifs sont transférés dans des immeubles d'habitation au sein de quartiers résidentiels, les camions citernes mêlés à la circulation dans les zones hors EI ; les chars ne sont plus engagés comme tels dans des opérations militaires mais chargés d'explosifs envoyés au dernier moment sur un objectif précis face à des combattants munis d'armes légères. Les gros convois militaires ont été bannis avec l'utilisation de petites voitures circulant dans le trafic local.

L'activité de l'EI montre aussi une grande habileté d'utilisation de l'ensemble des medias modernes. Une des vidéos les plus populaires de l'EI, « Le choc des épées », démontre la capacité inégalable de l'EI à produire un film de propagande et de recrutement de qualité en adéquation avec les cibles qu'elle vise. Pour ses communications, l'EI utilise l'outil le moins contrôlé – Zello, une application cryptée qui permet de partager des messages audio. Cette application transforme un téléphone portable en talkie-walkie.

L'expansion de l'EI peut se mesurer par trois composantes sur lesquelles la coalition qui se dessine tente d'agir avec des succès relatifs :

– son assise territoriale, à cheval sur la Syrie et le nord de l'Irak ;

– son recrutement mondial, qui assure à la fois un renouvellement relatif des combattants sur le terrain de l'Etat et les actions ponctuelles stratégiques des cellules actives ou dormantes dans le monde ;

– l'allégeance ou l'alliance avec des groupes similaires, principalement au Moyen-Orient et en Afrique.

En ce qui concerne l'assise territoriale aux frontières quelque peu mouvantes (16), elle restent pour l'instant, en gros, sans modifications notables. Un général français définit comme suit ces attaques sur le terrain : « Ce n'est pas parce qu'on possède la force

(15) *Libération* du 2 juin 2015, M6, « Capital », 14 juin 2015.

(16) Les cartes indiquant les territoires occupés par l'EI en Syrie et en Irak ne représentent pas en général une entité territoriale mais une sorte de patchwork de zones plus étendues reliées par des couloirs qui correspondant aux vallées. On ne sait trop si une telle présentation est intentionnelle pour démontrer que le territoire de l'EI n'est pas un territoire continu et ne forme pas un Etat.

que l'on domine la guerre... la guerre est désormais au sein des populations et elle le restera (17). » Si une coalition globale comme celle qui semble se dessiner réussit à se mettre en place et à coordonner des actions militaires au prix de compromis politiques, on peut penser que l'assise territoriale de l'EI éclaterait. Mais les autres composantes de l'EI n'en resteraient pas moins en place et les exemples de l'Afghanistan et de l'Irak sont là pour montrer que la domination par la force conduisant à l'élimination de bases territoriales ne fait nullement disparaître un tel mouvement mondial dont les bases profondes subsistent entièrement. Il paraît évident que jusqu'à l'intervention russe en Syrie, les frappes américaines n'avaient guère modifié la situation : si 6 000 militaires de l'EI avaient été tués, 22 000 nouvelles recrues avaient rejoint l'organisation, qui contrôlait plus de territoire (la moitié de la Syrie et le quart de l'Irak et trois capitales provinciales au lieu de deux) (18).

Il est difficile de mesurer le recrutement mondial de l'EI dans les engagements individuels. Ils semblent de quelques dizaines de milliers, ce qui est relativement faible. Mais il semble que dans les allées et venues des « combattants volontaires » on assiste à la fois à un renouvellement de ceux-ci et à des implantations dans leur pays d'origine de ces cellules dormantes. Comme a pu le dire le chercheur Olivier Roy, les jeunes qui rejoignent le « djihad » seraient pris dans un « mouvement générationnel », marqué par une forme de nihilisme : « Dans les messages que certains laissent, ils disent : "J'avais une vie vide, sans but." La vie telle qu'ils l'appréhendent dans leur famille "ne vaut pas d'être vécue". Ma génération choisissait l'extrême gauche, eux le djihad, car c'est ce qu'il y a sur le marché. » Et il ajoute : « On ne veut pas voir que Daech est un produit de notre modernité » ; dans le même article du *Monde*, Samir Amghar, chercheur à l'université du Québec, estime qu'« on rejoint moins la Syrie pour combattre Assad que pour montrer qu'on est capable de partir. C'est une posture. Ces jeunes sont le produit d'une société occidentale où l'image est centrale et où il est difficile de vivre dans l'engagement. Même sans trop de talent, on peut devenir une vedette... (19) » Sur ce terrain les Etats sont particulièrement désarmés et doivent développer des moyens de contrôle étendus mais plutôt impuissants, qui à la fois grèvent les budgets nationaux et inquiètent les populations par l'ampleur des restrictions qui leur sont imposées. Vu sous cet angle, l'afflux des émigrés syriens pose d'autres problèmes dans les Etats déjà concernés par la « chasse aux terroristes ». Sans le vouloir comme tel, on peut dire que par les multiples conséquences mondiales de son action sur différents plans, l'EI entraîne une déstabilisation interne des Etats. Pour ne prendre que la France, les réactions récentes des policiers et des militaires rejoignent les mutations politiques et les problèmes financiers découlant de cette « guerre contre les terroristes ».

L'extension de l'EI hors de son aire géographique est particulièrement diversifiée et il est difficile de discerner la nature de cette relation entre la revendication occasionnelle, une alliance de circonstance et l'obédience

(17) « Nous sommes en guerre, et pour longtemps », entretien avec le général Vincent Desportes, *Le Monde* du 4 juin 2015.

(18) Parmi ces recrues venant de 90 pays, on trouverait notamment 5 000 Tunisiens, 3 400 Européens et 2 500 Saoudiens (*Le Monde* du 19 mai2015, le *Financial Times* du 9 juin et du 10 septembre 2015).

(19) « Daech est un produit de notre modernité », par Cécile Chambraud, *Le Monde* du 9 janvier 2015 (www.lemonde.fr/international/article/ 2015/01/09/dacch-est-un-produit-de-notre-modernite_4552318_3210.html#QIPqBvpV0Q8tLgEh.99).

Une guerre économique sous couvert de guerre religieuse

L'islam comporte, comme toutes les religions, nombre de sectes distinctes interprétant différemment les textes sacrés.

Parmi tous ceux qui dans le monde se réclament de cette religion, les sunnites représentant une certaine orthodoxie regroupent environ 90 % des croyants et les chiites seulement 10 %. Mais les chiites occupent un Etat, l'Iran, et une branche sunnite, les wahhabites, occupent un autre Etat, l'Arabie saoudite. Ces deux Etats sont des ennemis jurés et leur rivalité tourne autour du pétrole et du contrôle territorial du Moyen Orient ; dans cette rivalité, dans la coulisse s'affrontent les autres puissances mondiales autour des stratégies pétrolières, économiques et territoriales. Comment l'EI, apôtre du wahhabisme, a-t-il pu parvenir à cette situation de force au-delà de l'Arabie Saoudite qui se réfère également à cette variante islamiste ?

La montée du wahhabisme remonte au XVIIIe siècle avec l'irruption sur la scène tribale de la péninsule arabique d'un illuminé, Mohammed Ibn Al Wahhab (1703-1792). Sans doute en réaction contre le mode de vie des gens de sa tribu il développe une forme puritaine très stricte de l'Islam, prenant le Coran à la lettre et faisant de la charia la règle absolue des rapports sociaux. Il proscrit toute représentation d'êtres vivants (humains et animaux), l'art, le tabac, le haschich, les noblesses égyptienne et ottomane qui passent par la péninsule arabique pour gagner le pèlerinage de La Mecque. Il tente de s'infiltrer dans les cercles salafistes qui revendiquent le retour à l'islam des origines.

En 1741, expulsé de sa tribu bédouine, il est accueilli par Ibn Séoud, un petit chef de tribu qui vit dans le désert Nedj de la péninsule arabique. L'alliance du prophète et du chef de tribu fait qu'en 1790 ils contrôlent pratiquement toute la péninsule, ayant soumis les autres tribus et se permettent des raids sur la Syrie, l'Irak. Dans les territoires qu'ils occupent les populations doivent se convertir ou mourir.

L'expansion se poursuit jusqu'au début de 1800 lorsque la réaction des Egyptiens et des Ottomans entraîne la destruction de leurs bases et la capture de leur capitale Dariya. Cette situation dure jusqu'à la fin de la première guerre mondiale avec la dislocation de l'empire ottoman. Le vide politique est comblé par la tribu Al Saoud, toujours alliée aux wahhabites et qui reconquière toute la péninsule arabe, devenant en 1932 un Etat avec pour roi le chef de la tribu, Abd al Aziz al Saoud. Mais cela ne peut se faire qu'avec l'appui d'abord des deux puissances Grande-Bretagne et France, plus tard de la puissance américaine, et des intérêts pétroliers qui commandent dès lors toutes les données stratégiques et politiques du Moyen-Orient.

L'argent du pétrole saoudien donne un essor au wahhabisme qui implante des mosquées et des écoles coraniques de cette obédience dans le monde entier, y compris en Europe.

L'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) qui deviendra l'EI est une réaction contre ce que le wahhabisme est à ses yeux devenu dans la péninsule. Le rigorisme du royaume (dont on connaît bien des aspects, mais dont on dit peu par exemple qu'il procède à la même destruction des traces du passé que l'EI) lui est insuffisant, et il prône une religion encore plus pure et dure rejetant la domination des Saoudiens. Il s'oppose aussi à toutes les autres formes de la religion musulmane, à commencer par les chiites. Sa contradiction fondamentale étant qu'il doit sa force au commerce pétrolier qui implique des relations avec tout ce qu'il rejette d'un point de vue religieux.

totale. Des groupes actifs de l'EI existeraient aussi bien en Indonésie qu'en Egypte alors que les bras de la pieuvre englobent la Libye, la Turquie, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Yémen, l'Afrique subsaharienne (notamment avec Boko Haram) (20), la Tchétchénie.

Tout cet ensemble apparemment hétéroclite procède pourtant d'une stratégie globale qui ne vise pas tant à défendre ou étendre son territoire qu'à porter le fer à l'extérieur pour répandre son influence, déstabiliser ses voisins et exporter la terreur. L'EI aurait une politique étrangère concertée avec un département planifiant les attaques extérieures. Comme le souligne un spécialiste britannique de l'antiterrorisme : « Nous verrons l'action de loups solitaires continuer – car ce modèle a réussi – mais je pense que nous aurons à l'avenir une menace plus diversifiée, avec des attaques directes plus structurées de la part de l'EI (21). » Ce qu'exprime d'une autre façon le général Desportes, déjà cité : « L'EI associe le meilleur de la symétrie et le pire de l'asymétrie, avec d'un côté l'affrontement conventionnel (les chars Abrams volés aux forces irakiennes, et de l'autre la plus haute sophistication de l'horreur (22). »

Face à cette expansion de l'EI et à ses conséquences, non seulement dans les rapports de forces internationaux mais aussi dans les politiques internes de chaque Etat, des actions collectives – des coalitions de plus en plus élargies – se précisent, dont l'effet direct pourrait s'avérer aussi illusoire que les interventions en Afghanistan ou en Irak, mais qui pourraient avoir aussi pour conséquence d'unir autour de l'EI les forces dispersées du « terrorisme » mondial. Etant donné que ces derniers temps tout évolue rapidement, modifiant les données de ce que nous venons d'exposer, nous renvoyons à un prochain article l'ensemble des mesures prises par le reste du monde pour endiguer ce qui ne sont que les conséquences des politiques antérieures de ces mêmes Etats.

H. S.

(20) Boko Haram est un mouvement insurrectionnel et terroriste d'idéologie salafiste djihadiste, originaire du Nord-Est du Nigeria et ayant pour objectif d'instaurer un califat et d'appliquer la charia. Le 7 mars 2015, Boko Haram prête allégeance à l'Etat islamique, ce que ce dernier reconnaît officiellement cinq jours plus tard. Le groupe abandonne son ancien nom et forme officiellement une « province » de l'EI, c'est-à-dire une branche locale : la Wilāyat al-Sūdān al-Gharbī « province de l'Afrique de l'Ouest ».. Il prend également le nom d'État islamique en Afrique de l'Ouest. Le territoire sous son contrôle couvre non seulement le Nord-Est du Nigéria mais, par-delà les frontières, certaines zones du Tchad et du Cameroun.

(21) Nigel Inkster, ancien membre des services secrets britanniques reconverti dans le « think tank » International Institute for Strategic Studies (IISS), dans le *Financial Times* du 28 septembre 2015 (« Isis hones foreign policy to expand abroad » [l'EI affûte sa politique étrangère pour se développer hors de ses frontières]).

(22) *Le Monde* du 4 juin 2015.

DANS LES PUBLICATIONS / ÉTAT D'URGENCE

◆ Un site consacré aux dérapages de l'état d'urgence instauré après les attentats du vendredi 13 novembre à Paris : « Avertissement : cette page contient des liens, des situations et des récits comportant de l'islamophobie et faisant état de violences policières. Objectif : recenser les articles de presse qui parlent de possibles abus/dérapages liés à l'état d'urgence. (...). Les faits relatés touchant au numérique nous intéressent particulièrement. » https://wiki.laquadrature.net/%C3%89tat_urgence/Recensement

◆ Entretien dans la revue *Silence*, sur le plan Vigipirate et la «terrorisation démocratique». https://lignesdeforce. wordpress.com/2015/11/28/entretien-sur-vigipirate-et-la-terrorisation-dans-la-revue-silence/

POLÉMIQUE AUTOUR D'UN TRACT

Alors que circulent sur Internet un grand nombre de textes à la suite du massacre opéré à Paris le vendredi 13 novembre, de rares camarades tentent d'aller plus loin que le discours, et tentent de faire connaître leurs analyses par des tracts distribués dans des lieux publics. Parmi ces audacieux qui ne se contentent pas du monde virtuel (ce n'est pas toujours facile, en de telles circonstances de ramer à contre-courant), se trouvent des camarades de Caen dont nous avons recueilli et diffusé un tract sur un réseau de discussion.

Nous ne pouvons citer l'ensemble de ce tract qui, mis à part quelques lignes, n'a soulevé aucune objection. On peut se le procurer sur le site du Groupement révolutionnaire caennais (GRC) : http://rrcaen.neowordpress.fr/. Nous reproduisons ci-après le passage de ce texte qui a soulevé l'ire des gardiens du temple de l'internationalisme :

> « La colère, le dégoût et la tristesse ne doivent cependant pas empêcher la réflexion. Les attentats à Paris vont donner lieu à des tentatives d'instrumentalisation politique et avoir des conséquences évidentes. Il nous paraît important de les identifier parce qu'elles nous paraissent dangereuses. (...) on commence à étouffer là-dedans. Et si, dans ce cercle vicieux, il n'y avait aucun camp à choisir ? Ni celui de l'extrême droite franchouillarde, ni celui de cette autre extrême droite qu'est le djihadisme, ni celui de l'Etat ? Et si l'important était de briser collectivement le cercle, de s'en échapper pour tracer une autre route ?
>
> Plus facile à dire qu'à faire, hein ? Mais le chemin se fait en marchant. Et les points de départ peuvent être nombreux. Ils sont souvent en bas de chez nous. Par exemple ?
>
> (...) Manifester notre solidarité internationaliste, par-dessus les frontières, avec les résistances sociales et féministes en Syrie et en Irak. Au Kurdistan syrien, depuis 2 ans, des milliers d'hommes et de femmes combattent l'Etat Islamique, libèrent des populations et essaient de construire une alternative démocratique. Ils et elles n'ont pas grand-chose mais ils et elles en veulent. Ils et elles ont besoin de soutien financier pour aider les réfugié-e-s, reconstruire les villes détruites, développer les productions locales nécessaires, se procurer des armes. Eh oui, on n'arrête pas l'Etat Islamique seulement avec des idées et des alternatives sociales, faut aussi des balles. Vous trouverez des coordonnées bancaires où envoyer de l'argent sur notre site. Faites-le, l'Etat français ne le fera pas à votre place, il a pas envoyé un seul mortier là-bas (ça fâcherait l'Etat turc avec qui y a du bizness à faire)... Collecter du fric et informer là-dessus, on l'a fait pendant des mois dans les rues de Caen. On continue mais on vous tend aussi le relais. (...) »

Voici deux de ces commentaires :

> « Vous trouvez ça vraiment "super" ? Ou est-ce que votre commentaire est ironique? En tout cas, le dernier paragraphe de ce tract, est un appel a soutenir "les résistances sociales et féministes en Syrie et en Irak", c'est-à-dire la "Rojava"dans la partie kurde de la Syrie, qui est une manifestation du nationalisme kurde, soutenu par l'impérialisme américain, armé et entraîné par la CIA et les forces spéciales américaines. Ce tract qui commence bien finit par nous demander de nous engager dans les conflits interimpérialistes, de soutenir une fraction capitaliste contre des autres. »

T. S.

« Soutenir le PKK et son grand timonier converti à la démocratie directe par Murray Bookchin me paraît en effet un super-projet. Vive le marxisme-léninisme et la libération des femmes par l'activité guerrière !!!

Salutations effectivement ironiques à tous et n'oubliez pas d'envoyer de l'argent pour financer tout ça. Avec un peu de chance, vous aurez une médaille militaire en retour. »

L. M.

Un autre camarade a repris la balle au bond pour rétablir le sens de ces lignes :

« A la différence de plusieurs personnes qui interviennent sur cette liste, j'ai trouvé le tract des camarades de Caen plutôt sympathique.

Il n'est pas donneur de leçons, il pose pas mal de problèmes sur ce qui se passe chez nous et porte sur le monde un regard moins borné que celui de plusieurs camarades dont la rigidité idéologique rappelle plus l'ultra-léninisme des bordiguistes que la capacité de comprendre les dynamiques des mouvements réels.

Au sujet des Kurdes de Syrie -- qui sont les seuls à se battre sur le terrain contre Daech et à avoir un projet de société qui n'est certes pas la mythique communisation ni l'utopique anarchie – je pense qu'il faudrait avoir un regard moins obsédé par une pureté idéologique qui n'existe que dans les têtes de l'ultra-gauche.

Le PKK a été en effet à sa naissance et pour une longue période, un parti stalinien. La mouvance kurde a eu longtemps comme moteur le nationalisme et la réaction contre le partage de ce peuple entre différents Etats décidé par les grandes puissances à l'issue de la Grande Guerre. C'est indiscutablement le point de départ qui date désormais d'un siècle (ou simplement d'un demi-siècle si on se réfère au PKK).

Ce qui compte à mes yeux – en plus des différences importantes et parfois fort contradictoires entre Kurdes des différents Etats et des différentes mouvances – c'est la dynamique qui s'est mise en branle depuis une bonne quinzaine d'années et qui seulement maintenant saute aux yeux de la diaspora kurde en Europe et des groupuscules gauchistes et ultra-gauchistes occidentaux.

Sans nier les influences que Bookchin a pu avoir sur l'évolution d'Öcalan, ce qui me semble intéressant est justement ce qui se passe sur le terrain entre l'est de la Turquie et le nord de la Syrie (Rojava), dans un contexte que notre camarade Astarian pourrait définir d'"activité de crise". Que ça ne se passe pas selon les formes que nous aimerions, ça me semble une évidence.

Il ne s'agit pas d'un mouvement social chimiquement pur, comme ceux qui transparaissent en filigrane dans les désir de certains camarades. Je ne trouve pas que ce soit un défaut, car les mouvements réels sont généralement plus complexes et contradictoires que les représentations que nous nous en faisons. Mais ce qui compte le plus, c'est la direction que prend le développement en cours : d'un parti parfaitement autoritaire et nationaliste au départ, le mouvement s'achemine, pour l'instant, vers des positions et des pratiques fédéralistes, autonomistes, féministes, assembléistes, en se battant contre son propre passé stalinien et organisationnel, machiste, archaïque, étatiste, et surtout proposant dans ce coin du monde une société ouverte, multi-ethnique, multi-religieuse. Ils se battent contre toutes les dictatures "laïques" préexistantes et celles religieuses en formation, contre l'instrumentalisation des grandes puissances occidentales et celle des puissances régionales, dans un contexte mouvant, où réussir à éviter les bombes des uns sans vendre leur âme aux autres est un pari difficile à tenir. L'incapacité

des Américains et des autres puissances à envoyer des troupes au sol les a rendus indispensables à la guerre contre Daech. Ils ont réussi à éviter de se faire écrabouiller par la répression d'Erdogan, mais restent un pot de terre face aux pots de fer qui dominent le paysage du Moyen Orient.

Les camarades qui comptent les fusils parachutés par les Américains pourraient aussi remarquer que ces derniers ont soigneusement évité de donner au PKK et aux YPG ne serait-ce que l'ombre d'une arme lourde. Pourquoi ?

Eviter les enthousiasmes excessifs ou en parler comme de la terre promise de la révolution sociale : je suis d'accord. Rester lucide sans jouer les visiteurs de l'URSS qui rentrent convertis en chantant les louanges du paradis des travailleurs : OK. Renoncer à l'espoir que des choses puissent changer dans un contexte particulièrement mouvant : non, pas d'accord.

Le tract des camarades de Caen (parfois un peu primaire dans ses formulations) s'achevait non pas sur la énième leçon théoriquement correcte, mais sur un appel à la solidarité concrète, une solidarité qui devient rare de nos jours, y compris dans nos milieux. C'est une raison de plus, à mes yeux, pour l'apprécier.

"Il importe que nous parlions, dans les minces filets de la révolte, de la puissance du courant qu'ils pourraient devenir", disiez-vous... »

G. C.

Point de vue d'Echanges

« Dois-je confirmer qu'à Echanges nous sommes d'accord avec les critiques qui ont été faites au tract des camarades de Caen ? (relativement au nationalisme kurde). Nous avons d'ailleurs envoyé à ces camarades l'ensemble de ces commentaires en soulignant la contradiction fréquente dans notre "milieu" entre ces positions de soutien à un nationalisme local et à la lutte pour la formation d'un État avec les positions internationalistes et anti-étatistes pouvant être formulées par ailleurs.

Si j'ai cité ce tract, ce n'était pas pour en faire l'apologie mais pour montrer que face aux palabres sur écran, une action directe sur le terrain était la seule attitude valable. L. M. avait d'ailleurs ajouté un exemple à ceux que je citais ; il y en a certainement d'autres qui comme ce tract de Caen peuvent faire l'objet de critiques car une grande confusion est la marque de ce débat "révolutionnaire".

En ce qui concerne le Kurdistan , j'ajouterai à ce qu'en dit justement J. W. que si les Etats-Unis fournissent des armes aux Kurdes d'Irak pour combattre l'EI, cela soulève un premier problème global, l'impossibilité dans la "coalition" occidentale de mobiliser ses citoyens dans la guerre pour se battre sur le terrain et un autre qui offre maints exemples d'armements fournis à des groupes locaux à prétentions nationalistes qui sont retournés plus tard contre les commanditaires. C'est d'ailleurs encore plus complexe avec le "problème kurde" qui met en cause la Turquie. La Turquie alliée des Etats-Unis et dans l'OTAN combat "ses" Kurdes et les Etats-Unis arment les Kurdes d'Irak contre l'EI : qui peut penser que ces armes resteront dans ce seul Kurdistan irakien? L'Histoire se répète en balbutiant. »

H. S.

SUR LE NET

◆ « Le terrorisme, arme du capital pour son industrie de guerre »,de Gérard Bad : http:// spartacus1918.canalblog.com/archives/2015/1/30/33003790.html ◆ « Qu'est-ce que l'Etat islamique ? Eléments d'analyse marxiste », entretien avec Nicolas Dessaux, http://communisme-ouvrier.info/?Qu-est-ce-que-l-Etat-islamique ◆ Mouvement communiste : « Combattre la supercherie du discours guerrier de l'Etat », http://www.mondialisme. org/spip.php?article2381

Quant aux commentaires sur la situation dans cette enclave kurde en Syrie, voici des textes diffusés sur le réseau de discussion :

« RÉVOLUTION » EN ROJAVA ?

Le texte qui suit vient de militants anarchistes argentins publié dans leur bulletin Oveja negra (Le mouton noir, ou la brebis galeuse).

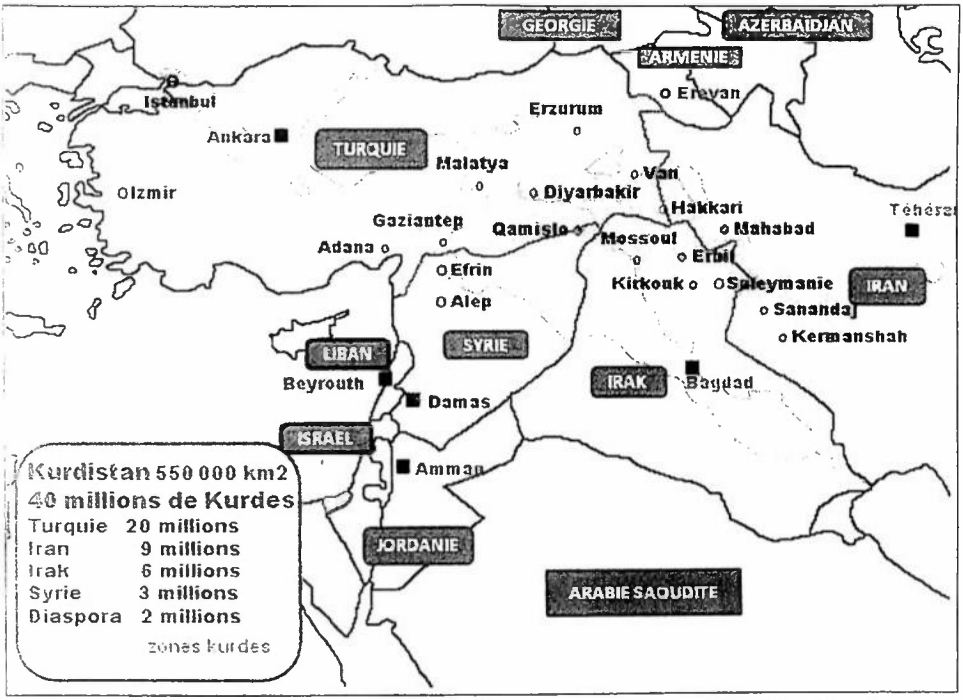
Le Kurdistan syrien ou Kurdistan occidental (2 millions d'habitants à forte majorité kurde, musulmane mais aussi d'autres confessions) est une région de tout temps quasi autonome en raison de sa situation et contrôlée depuis 2012 par des milices kurdes locales qui en 2013 ont établi un gouvernement autonome de facto. Après le retrait des forces syriennes gouvernementales, leurs seuls adversaires sont les groupes islamistes dont l'Etat Islamique (EI). Pour se différencier des Kurdes d'Irak, ils ont fondé un nouveau parti kurde, le Parti de l'Union démocratique (Partiya Yekîtiya Demokrat, PYD, que nous désignerons par PUD) qui se heurte au Conseil national kurde de Massoud Barzani contrôlant les Kurdes d'Irak. Il est quasi impossible de décrire les entremêlements politiques et parfois guerriers entre les différentes fractions nationales d'un Kurdistan écartelé entre quatre Etats (voire cinq si l'on compte une importante minorité en Azerbaïdjan), tout aussi réprimées ici que là, mais s'affrontant également entre elles avec des caractéristiques économiques, sociales et politiques spécifiques.

Le territoire revendiqué par l'ethnie kurde est situé entre la Syrie, la Turquie, l'Iran et l'Irak. Au milieu d'une des zones les plus riches du monde en pétrole et en gaz. Depuis un siècle cette région subit de nombreuses luttes et des tentatives de gestion autonomes animées par plusieurs groupes ou factions kurdes.

La situation présente est compliquée, et ce qui peut en être décrit schématiquement est la coexistence de trois facteurs : le conflit armé soutenu en Turquie par le PKK (Parti ouvrier du Kurdistan) depuis 1984, l'invasion de la coalition menée par les Etats-Unis en Irak en 2003 (et l'approfondissement consécurif du conflit ethnique) et la guerre civile en Syrie depuis 2011.

On doit se souvenir que les différentes régions de Syrie (y compris celle que les Kurdes appellent Rojava) furent le lieu d'importantes luttes prolétariennes, avant 2011 et en 2011, opposant des prolétaires armés aux forces de répression (entraînant des désertions en masse) et impulsant l'apparition de différents regroupements de prolétaires. Cette situation a étét peu à peu transformée par la bourgeoisie en une guerre civile, canalisant une bonne partie des structures prolétariennes qui avaient émergées dans la lutte dans l'Armée syrienne libre (ASL) et transformant cette lutte prolétarienne en une lutte entre différentes factions de la bourgeoisie.

Il nous paraît essentiel de mentionner ce processus car c'est dans ce contexte que les différents groupes kurdes (le PKK étant numériquement le plus significatif et le plus influent) tentent de contrôler ce territoire du nord de la Syrie (Rojava), se greffant sur les ruptures prolétariennes avec l'ASL dont le caractère bourgeois est de plus en plus évident ; En fait le nouveau hochet de l'Ouest, l'organisation connue aujourd'hui sous le nom d'Etat Islamique – sunnite radical djihadiste – a surgi de la dislocation de l'ASL quand celle-ci a commencé à perdre de la force et du prestige et quand les fondamentalistes islamiques ont pris de plus en plus d'importance en son sein.



http://www.actukurde.fr/actualites/580/moyen-orient-les-kurdes-ont-une-carte-a-jouer.html

Cela est largement dû à la confrontation entre les forces kurdes et l'EI considéré comme une des forces présentes dans la région, que le PKK a pris une telle importance internationale et a été soutenu par un large spectre politique depuis les socio-démocrates aux libéraux.

Par suite, il est impossible de résumer en quelques paragraphes ce processus complexe, mais il présente un certain nombre de particularités qui font que les prolétaires surveillent ce qui se passe dans cette région. *Pour nous, il reste essentiel de saisir le déroulement de ce processus, de défendre les ruptures prolétariennes et l'attaque sans concession de la bourgeoisie dans son idéologie et ses manipulations.*

Ces réflexions sont basées sur ce besoin, motivé par la grande confusion générée dans bien des groupes autoproclamés « révolutionnaires » bavardant au sujet d'une révolution en Rojava.

Qu'est-ce que le PKK ?

Le PKK est un parti politique kurde fondé en 1978. *Ethnique, bien que ses membres et ses alliés prétendent que cela doive être relativisé. Social-démocrate, quoiqu'il prétende passer pour révolutionnaire. Féministe, si par féminisme nous comprenons qu'hommes et femmes sont sur un pied d'égalité dans la guerre et dans le travail. Environnementaliste, bien qu'il n'en continue pas moins à exploiter le pétrole.* A son origine, c'était un parti marxiste-léniniste (menant la guérilla dans les zones rurales, bannissant les relations personnelles entre ses membres, exigeant une discipline miliaire, etc.). Depuis quelques an-

nées, il a adopté une tendance socialiste plus libertaire, tout d'abord en raison d'un virage idéologique de son leader emprisonné, Öcalan, puis lors d'une décision de son 8e Congrès en 2002. Il professe maintenant une doctrine baptisée confédéralisme démocratique étroitement liée au concept de municipalisme libertaire de l'Américain Murray Bookchin et il critique le concept traditionnel d'Etat nation, appelant à une société fédérale, écologiste et féministe. Dans cette décision du 8e Congrès, il repousse les limites de quelques aspects de cette grande révolte idéologique et confuse.

Avant d'en parler, nous voulons souligner les principales raisons de cette double mutation. D'abord, c'est la stratégie internationale du PKK faisant en sorte de ne plus être considéré par l'OTAN comme une organisation terroriste, ce qui correspond à sa tactique de créer des organisations parallèles comme le PUD. Cette tactique s'est imposée dans le parti afin de développer sa politique dans des parlements régionaux des quatre zones kurdes. En outre, être un parti marxiste-léniniste a perdu de son intérêt lorsque la polarisation du monde impérialiste a changé, à partir des années 1970. Sans le soutien de l'Union soviétique et ses fournitures d'armes, le parti aurait sans doute dû changer de stratégie.

Pour ceux qui se battent pour la révolution sociale, ce n'est pas nouveau d'être qualifié de terroriste par l'Etat, ce qui est une manière d'ouvrir la route à la répression, mais il est clair que pour le PKK une telle qualification par l'OTAN est un obstacle à la future formation d'un Etat, de participer au commerce mondial du brut et d'être membre des Nations Unies.

Le PKK/PUD est peu disposé à rejoindre la coalition anti-Assad et il hésite tout autant à abolir la propriété privée. Au contraire, s'étant allié avec la dictature sanguinaire d'Assad dans le passé, il s'est allié aujourd'hui avec les Etats-Unis et leurs campagnes meurtrières de bombardement. Cette campagne peut avoir contribué à la délivrance de Kobané mais elle a aussi probablement encouragé encore plus d'Arabes à rejeter les Kurdes et à rejoindre l'EI. Et cela pousse maintenant la région encore plus dans le bain de sang interimpérialiste (1). On doit le dire clairement : *le PKK est une force contre-révolutionnaire depuis son origine et est aujourd'hui responsable de la canalisation des expressions les plus avancées qui peuvent encore rester dans la région Nord de la Syrie*. C'est aussi une importante raison dans leur changement de stratégie. Au-delà d'une critique de leur action dans leur zone d'influence, nous voudrions souligner que cette sorte de contre-révolution est utilisée partout dans le monde.

Qu'est-ce que l'Etat ?

Un Etat n'est pas simplement une structure de gouvernement avec une police, une armée et un appareil administratif. Un Etat, tel que le mouvement communiste le comprend, est une relation sociale, la matérialisation de l'ordre capitaliste mondial, que sa légitimité soit basée sur un parlement ou sur des assemblées communautaires. Si le PKK et son satellite le PUD prétendent qu'ils ne cherchent pas à créer un Etat, c'est parce qu'en réalité déjà – à cause de leur rôle, de leur pratique et de leur idéologie – ce qu'ils font à Rojava représente un Etat. C'est ce que quelques-uns de leurs partisans appellent tout à fait justement « un Etat sans un Etat », c'est-à-dire un Etat qui n'est pas nécessairement territorialisé en un Etat mais qui finalement constitue réellement

(1) *Rojava : Fantasies and Realities*, de Zafer Onat : http://www.servetdusmani.org/rojava-fantasies-and-realities/ – (servetdusmani signifie : Ennemi de la Richesse). Trad. fr. : *Rojava : fantasmes et réalités*, http://www.autistici.org/tridnivalka/la-oveja-negra-revolution-au-rojava-fr/#more-2052

un Etat au sens de relations sociales capitalistes, la propriété privée n'étant pas fondamentalement mise en cause (2).

Il n'est pas surprenant de tenter de deviner qui tient réellement le pouvoir. Le PUD a le monopole virtuel des armes. Il est l'Etat. Et dans chaque pays (Iran, Irak et Syrie) la bourgeoisie locale kurde a édifié sa propre entité nationale de la même espèce. Ils ne peuvent pas être reconnus par l'impérialisme international mais ils sont pourtant en tout des Etats, sauf qu'on ne leur en reconnaît pas le nom. De la même façon ils dominent plus la vie des populations que l'Etat ne le fait par exemple au Royaume-Uni. Lorsqu'on a plus de 18 ans on est soumis à la conscription. Quant à l'internationalisme prêté au PUD, son leader Salih Muslin a menacé d'expulser les Arabes de tout territoire « kurde » en Syrie en dépit du fait qu'il sont natifs de cette région (3).

Alors que l'on trouve des formes favorables à l'étatisme dans certaines formations kurdes comme le gouvernement irakien de Talabani ou le gouvernement régional du Kurdistan irakien de Barzani, s'affrontant l'un à l'autre mais tous les deux au PKK, cela ne signifie pas pour autant que le PKK n'est pas de la même veine.

Le PKK a en apparence brisé avec la conception classique de la conquête du pouvoir d'Etat caractéristique du marxisme- léninisme et introduit certaines « critiques » de l'Etat dans sa nouvelle doctrine de démocratie confédérale. Ces critiques proposent un simple changement formel dans lequel le nouvel Etat appelé par eux « confédération » assumerait les tâches de l'organisation sociale d'une démocratie de base, recherchent si possible une coexistence pacifique avec les Etats existants, recourant à l'auto-défense si nécessaire.

Cette facétie de résistance démocratique locale directe en face des Etats existants, d'auto-détermination des peuples, d'administration de territoire « sans Etat » n'a rien de nouveau.

Cette sorte de fantaisie a pu séduire bien des secteurs de l'anarchisme (y compris dans notre propre région) qui ont apporté leur soutien de différentes manières, allant même jusqu'à conseiller de s'engager dans des milices kurdes comme l'a fait David Graeber, une personnalité du mouvement Occupy (4).

Il est surprenant de voir de nouveau beaucoup de ceux qui se proclament partisans de la destruction de l'Etat et qui concentrent leurs critiques et analyses sur ce but, tombent de nouveau dans le piège. Bien des critiques contre l'Etat, qu'ils considèrent comme un élément central de la société capitaliste, ne saisissent pas la nature de ces pseudo Etats-et finissent par les défendre dans leur nouvelle forme.

Nous devons insister sur la nécessité de comprendre cela et de critiquer la société de la manière la plus parfaite possible. Quand nous parlons de révolution sociale nous visons la totalité des relations capitalistes : Etat, propriété privée, travail salarié, production de la marchandise, valeur...

Nous sommes trop habitués au fait que quand on parle de révolution on parle de la forme plutôt que de son contenu. En ce sens, il est facile de comparer les images des miliciennes kurdes armées avec celles des miliciennes de l'Espagne de 1936, tout comme on peut parler de fascisme à propos de l'EI et à partir de là appeler de nouveau à une alliance avec la bourgeoisie contre le plus grand mal

(2) Class War, présentation du texte deTendance communiste internationaliste et trad. fr. sur http://www.autistici.org/tridnivalka/rojava-la-guerre-populaire-ce-nest-pas-la-guerre-de-classe/

(3) http://www.leftcom.org/en/articles/2014-10-30/in-rojava-people%E2%80%99s-war-is-not-class-war –

(4) « Pourquoi le monde ignore-t-il les Kurdes révolutionnaires en Syrie ? » le 8 octobre 2014, dans *The Guardian*. Voir aussi notre note de lecture dans *Echanges* n° 151, p. 39.

comme cela advint avec les républicains contre Franco dans la guerre civile espagnole.

Une fois de plus nous nous trouvons devant un parallèle historique basés sur l'incompréhension des deux périodes et pas dans une réplique critique anticapitaliste des luttes de la classe.

Une révolution féministe ?

La nature subversive d'un mouvement ou d'une organisation ne peut être mesurée par le nombre des femmes enrôlées sous les armes, pas plus dans son caractère féministe. Depuis les années 1960, sur tous les continents, bien des guérillas ont enrôlé de nombreuses femmes combattantes – par exemple en Colombie. Ce fut même encore plus effectif dans les guérillas inspirées du maoïsme (Népal, Pérou, Philippines, etc.) utilisant la stratégie de la « guerre du peuple » : l'égalité hommes/femmes devrait contribuer à faire éclater les structures traditionnelles, féodales ou tribales, toujours patriarcales. Ce sont là les origines du PKK/PUD dans lesquelles on trouve la source de ce que les spécialistes appellent « le féminisme martial » (5). Cette révolution féministe doit aussi rester modeste. Les hommes dominent encore à la fois dans les rues et sur les lieux de travail. Et comme les sites web du PKK le montrent, la théorie féministe de l'organisation ne vient que de la tête du patriarche, Abdullah Öcalan, mais pas d'un quelconque mouvement féministe indépendant. De plus le pouvoir concédé aux femmes vient plus d'avoir rejoint les milices (ou d'y avoir été forcées dans la conscription) et ne durera vraisemblablement pas. Comme dans les précédentes guerres révolutionnaires, ce féminisme sera inévitablement contredit par la perte du pouvoir combiné avec la brutalité et le traumatisme de la guerre.

(5) Gilles Dauvé : *Kurdistan ?* – https://libcom.org/news/kurdistan-gilles-dauv%C3%A9-17022015

Ceux qui liront cette publication avec une attitude critique nous accuseront d'être des puristes, de ne pas nous salir les mains et de rester dans la coulisse. Mais c'est une chose de comprendre les contradictions d'une manière révolutionnaire et une autre totalement différente de défendre ces contradictions comme si leur existence impliquait le début d'une révolution sociale.

Nous n'avons aucun doute sur l'existence historique de luttes prolétariennes dans la région de ce que les Kurdes appellent le Kurdistan. C'est notre devoir et celle de tous les internationalistes de tenter de franchir les couvertures idéologiques social-démocrates et d'en tirer des conclusions pour la période actuelle. La question n'est pas d'éviter ou pas de soutenir les Kurdes, mais seulement de reconnaître que les Kurdes sont un groupe ethnique comme tant d'autres, avec des classes sociales et culturelles et les contraintes quotidiennes de toutes sortes. Il n'est pas question de soutenir en général et sans aucune critique toute expression recouvrant l'idée d'un peuple victime parce qu'il n'a pas de nation.

Des révolutionnaires doivent être des internationalistes et ne doivent pas tourner un œil aveugle sur telle ou telle région ou se battre pour des choses distinctes dans différentes régions. On n'endosse pas le manteau de la libération nationale dans un pays, la révolution communiste dans un autre et la démocratie confédérale dans quelque autre.

On en a marre de la logique gauchiste qui se base toujours sur l'analyse des conflits interbourgeois dans une région et prennent position aux côtés du pouvoir. Nous devons toujours partir de l'expression la plus simple de la lutte de classe pour trouver le chemin de la solidarité et contribuer à sa propagation et à son expansion. On ne peut pas s'afficher d'un côté ou d'un autre dans ce conflit si on se fonde sur les histoires qu'on veut nous vendre. Le seul

côté où nous pouvons prendre place, c'est d'affirmer invariablement de ne pas céder et de ne pas s'aveugler : une révolution sociale, mondiale et totale.

Oveja negra

Source en espagnol : http://boletinlaovejanegra.blogspot.fr/2015/09/revolucion-en-rojava.html

LE PKK, UNE CERTAINE BOURGEOISIE KURDE

Un autre texte écrit sur le réseau de discussion que nous avons cité p. 13 développe des constatations similaires :

> Un stalinien dirigeant une organisation hiérarchisée, et qui est resté le chef indéboulonnable et mythifié de l'organisation, peut effectivement changer d'argumentaire idéologique sans rien changer à ses objectifs politiciens. Il suffit d'ailleurs de se référer à son programme politique pour ne pas trouver la moindre évocation critique de la propriété privée et des rapports d'exploitation. Le programme du PKK est exclusivement celui d'une certaine bourgeoisie kurde, qui n'a jamais, à aucun moment cherché à créer un Etat kurde englobant l'ensemble culturel kurde. Elle est évidement plus lucide que certains camarades occidentaux quant aux intérêts spécifiques des divers courants nationalistes qui se sont constitués et des alliances contradictoires qui les opposent.
>
> Le PKK nouvelle formule cherche à nous vendre une démocratie directe écolo-féministe où des femmes, triées sur le volet pour leurs qualités photogéniques, peuvent prendre le fusil avant de retourner faire la cuisine et des enfants dans une société libérée où elles pourront prendre démocratiquement toutes les décisions... qui ne gênent en aucune manière la politique de la direction. Cet avenir radieux ressemble davantage à des promesses du passé qu'à un semblant d'objectif des luttes à venir.

Ce qui caractérise, entre autres, l'irruption d'une situation de guerre dans un territoire, c'est la participation volontaire au combat d'une partie de la population, dans l'armée qui lui fournit, en plus du fusil pour se défendre, les meilleures chances de survivre. Qu'une telle situation détermine, y compris au niveau des rapports immédiats et de ce qu'on cherche à en montrer, un certain nombre de spécificités est ce que certains camarades voudraient imaginer comme un filet de révolte. Oui, en effet, c'est le filet dans lequel elle est contenue pour servir d'autres intérêts que les siens : ceux que doit défendre sa direction.

Ce qui, a contrario, caractérise une situation de guerre à caractère social, c'est la base sociale sur laquelle se développent les solidarités et les oppositions. Ce caractère a pu exister dans certains lieux et à certains moments des conflits, mais il apparaît inexistant aussi bien sur le territoire turc du PKK, que dans la zone syrienne de l'YPG.

Que faire ? : le PKK nous montre le chemin !

Il y a eu au début des années 1990 des militants/sympathisants du PKK qui ont rejoint une fameuse organisation maoïste: l'UCK kosovar, par sympathie pour le martyre des Albanais soumis au joug de Milosevic. Après sa reprise en main opérationnelle par la CIA, cette UCK a participé à l'affrontement contre l'armée yougoslave, dont l'un des effets fut la perte des premières lignes yougoslaves composées des troupes les moins sûres, c'est-à-dire la liquidation

par les Occidentaux d'une partie de l'opposition à Milosevic, avec le soutien des « maoïstes » albanais et de leurs camarades du PKK, L'autre côté de cette guerre « juste » se concrétisa dans la liquidation par l'UCK de l'opposition interne, y compris avec l'aide des bombardements de l'OTAN (la destruction de la prison de Pristina qui a débarrassé l'UCK de ses concurrents « plus » modérés favorables à Rugova et à la négociation dont ne voulaient pas les Occidentaux).

La même opération s'est répétée plus ouvertement en Irak à la suite de l'insurrection de Soulemania. Les militants du PKK, alliés au courant nationaliste kurde de Talabani, en concurrence directe avec le proturc Barzani, ont participé à la liquidation des groupes opposés à la reprise en main de l'insurrection par les nationalistes.

Plus anciennement, dans le courant de la stabilisation du pouvoir de Khomeiny en Iran, deux batailles ont eu lieu dans la région kurde, dans la ville de Sanandaj. La première offensive de l'armée iranienne fut défaite pendant sa tentative d'investir la ville. C'est à cette occasion que la rébellion récupéra l'artillerie de la troupe en fuite. Ces équipements furent récupérés par les nationalistes qui disposaient de militants formés dans l'artillerie, dont des militants qui se sont ultérieurement réclamés du PKK. A la veille de la deuxième offensive militaire toute l'artillerie a disparu, laissant un flan de la ville ouvert à la pénétration des troupes de Khomeiny et de ses conséquences. Une « direction politique » a décidé que ces armes serait plus utiles ailleurs.

Que l'on considère aujourd'hui que ce parti peut se réformer, sans rien changer dans la structure de sa hiérarchie et sans rien dénoncer de ce qu'il a commis, puisque son personnel dirigeant est en parti inchangé, serait juste dans l'air du temps, si cela n'était pas défendu par des milieux qui peuvent également défendre des positions proches. »

V.

CONCLUSION... TOUTE PROVISOIRE

Face au chaos qui règne aujourd'hui dans toute cette partie du Moyen-Orient et qui tend à essaimer dans toute la région, en Afrique et finalement dans le monde (peut être s'agit-il globalement d'une manifestation de la crise économique mondiale que le capitalisme, tout comme dans d'autres domaines tel le climat, n'arrive pas à se donner les moyens de surmonter), le simple règlement du conflit dans ce carrefour Syrie-Irak supposerait une intervention massive de troupes au sol pour rétablir le semblant d'ordre sous la férule du capital. Mais, dans aucun des pays occidentaux, une mobilisation de masse ne paraît possible (thème à analyser). Le capital en est réduit à trouver des complices temporaires auxquels il fournit des armes (pas trop et pas les plus efficaces ni les plus modernes).

Mais c'est là que l'Histoire risque de se répéter comme en Afghanistan ou en Irak. Où ceux que l'on avait armés pour une tâche définie se retournent une fois leur tâche accomplie (et, surtout, une fois armés) contre les intérêts de leurs mentors. Armer les Kurdes contre l'Etat islamique risque de leur donner une puissance de feu et des idées pour poursuivre leur but éternel de recoller les morceaux démembrés depuis près d'un siècle d'une entité unique kurde, dont l'effet serait inévitablement de créer d'autres conflits dans la même région.

H. S.

LE KRACH CHINOIS LES BALBUTIEMENTS DE L'ÉCONOMIE DE TRANSITION

EN CES JOURS DE PANIQUE boursière et de bulles qui éclatent, les marchés financiers chinois ressemblent à la roulette d'un casino, les paris se faisant sur les tendances à venir de l'économie. Au-delà des hauts et des bas quotidiens du jeu des actions, on peut observer les réactions du Parti communiste chinois au pouvoir (PCC) et celles d'autres acteurs, ainsi que les tendances à long terme du développement capitaliste chinois (1).

Comment toute cette histoire a-t-elle démarré ? Le cours des actions chinois est volatil depuis des années, mais il n'a commencé à augmenter vraiment vite (par rapport à d'autres pays) qu'en novembre 2014 (2). En gros, les actions chinoises ont augmenté de plus de 100 % en six mois, avant que le marché ne s'effondre le 12 juin 2015. Le gouvernement se mit alors à acheter de grandes quantités d'actions, à annuler le lancement de nouveaux marchés financiers, à ordonner aux entreprises d'Etat de ne pas vendre leurs titre et à prendre d'autres mesures pour stopper la chute libre des cours. C'est seulement quand la moitié des actions furent retirées du marché et que beaucoup de celles qui restaient furent rachetées par des agences d'Etat que la chute commença à ralentir un peu. Elle continua cependant, avec de courtes périodes de panique autour du 27 juillet et autour du 24 août, amenant ainsi l'indice 40 % plus bas que celui du 12 juin (3).

Ces événements se produisirent dans le cadre d'un secteur financier qui était resté contrôlé par l'Etat et plus protégé que ceux

(1) Cet article a commencé, au début septembre 2015, comme un entetien avec le site italien www.infoaut.org [www.infoaut.org/index.php/blog/approfondimenti/item/15426-crashing-stocks-la-trasformazione-cinese-arriva-ad-un-punto-di-svolta]. Les versions anglaise et italienne peuvent se trouver sur : www.gongchao.org

(2) www.zerhedge.com/sites/default/files/images/user3303/imageroot/2015/07/20150708_chinavol1.jpg

(3) Malgré la chute, l'index boursier chinois du début septembre 2015 était encore bien plus haut que celui de fin août 2014 (d'environ 40 %).
Pour l'évolution de l'index CSI 300 de Shanghaï Shenzen, voir www.bloomberg.com/quote/SHSZ300:IND ;
les observateurs y voient une rectification en retard : www.ft.com/cms/s/3/b6b826c8-1c08-11e5-a130-2e7db7db721f996.html

d'autres pays capitalistes et pendant la période de « réforme » en Chine (c'est-à-dire de la fin des années 1970 jusqu'à aujourd'hui). Les marchés financiers de Shanghaï et de Shenzhen furent créés seulement en 1990 et 1991, en partie pour soutenir la restructuration des entreprises d'Etat. Mais ils jouèrent un rôle mineur jusqu'au début des années 2000, quand le gouvernement fit plus d'efforts pour commercialiser davantage le secteur financier afin de l'adapter à l'expansion capitaliste.

Une première grosse bulle du marché financier éclata au début 2007, quand les actions chutèrent suite aux rumeurs selon lesquelles le gouvernement voulait relever ses taux directeurs et surveiller la spéculation financée par le crédit (4). Après 2007, le secteur financier fut davantage intégré dans le développement des politiques du gouvernement, pour amortir les effets de la crise économique (un énorme programme gouvernemental de relance économique, basé sur le crédit accordé par le secteur bancaire contrôlé par l'Etat) (5).

Les effets de la crise entraînèrent aussi l'expansion d'un secteur bancaire « de l'ombre », qui échappe en grande partie au contrôle du gouvernement (6), mais joue un rôle important dans le financement des entreprises privées et les projets de développement des gouvernements locaux.

Dettes et ralentissement

Dans les années qui suivirent 2008, les programmes de relance du gouvernement continuèrent, surtout ceux concernant la construction et les infrastructures. En conséquence, la dette totale passa de 178 % du PIB en 2007 à 282 % en 2014. Les gouvernements locaux et les entreprises d'Etat se sont aussi fortement endettés (cette dette entrave le développement et la croissance économique) (7). Afin de générer des fonds suffisants (nécessaires pour assurer la croissance économique et empêcher le mécontentement social autant que l'instabilité politique), le gouvernement a l'intention de « libéraliser » le secteur financier. Fin 2013, il lance de nouvelles mesures : création d'une nouvelle zone de libre-échange à Shanghaï, des efforts pour internationaliser la monnaie renminbi , et une dérégulation supplémentaire des marchés financiers de Shanghaï et Shenzhen (8).

Pendant ce temps, les signes d'un ralentissement économique augmentent. Après vingt ans d'augmentation du PIB d'environ 10 % par an, la croissance est tombée depuis 2012 à moins de 8 %, oscillant entre 6 % et 7 % cette année (9). Le gouvernement a déjà

(4) www.nytimes.com/2008/04/02/business/worldbusiness/02yuan.html?pagewanted=all&_r=0; http://news.xinhuanet.com/english/2007-02/27/content_5780066.htm

(5) www.nytimes.com/2008/11/10/world/asia/10china.html; www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/11/09/AR2008110900701.html

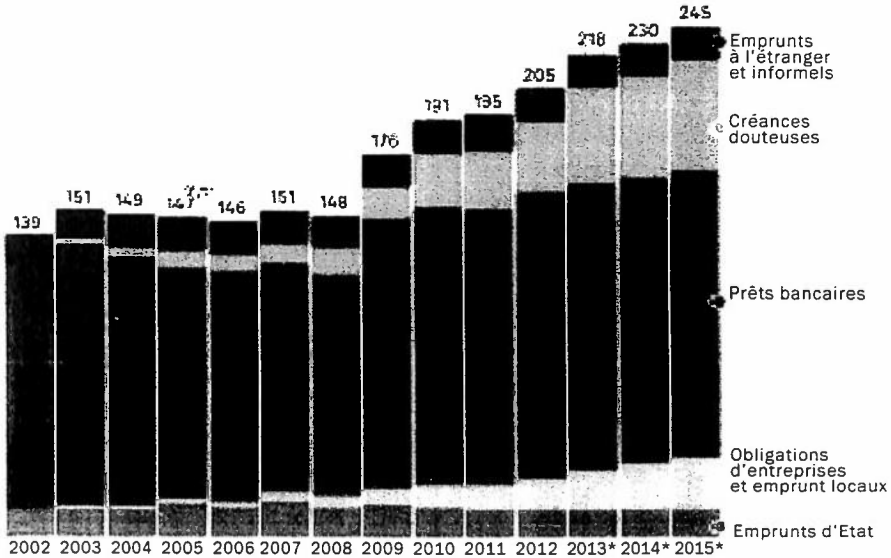
(6) Sur les banques « parallèles », voir : www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/working_papers/working_papers_351-400/WP375.pdf.
Les gouvernements locaux, incapables d'emprunter directement, ont créé des compagnies appelées « Local Government Financing Vehicles » (LGFV) pour pouvoir emprunter de l'argent et passer par le système bancaire parallèle: www.ibtimes.com/chinas-local-government-financing-vehicles-lgfv-7-things-you-should-know-about-chinas-local-debt; le système bancaire parallèle compte pour 30 % de tous les nouveaux crédits depuis 2007: www.mckinseychina.com/putting-chinas-debt-into-perspective.

(7). « La Chine était endettée avant de devenir riche » : www.ft.com/intl/cms/s/0/895604ac-10d8-11e4-812b-00144feabdc0.html; www.washingtonpost.com/news/wonkblog/wp/2015/03/05/is-chinas-1929-moment-coming; www.economist.com/blogs/freeexchange/2014/07/china-s-debt-gdp-level

(8) www.bloombergbriefs.com/content/uploads/sites/2/2014/09/EN-China_Financial_Data.pdf

(9) Dans les chiffres officiels, certaines estimations sont même plus faibles, voir par exemple : www.zerohedge.com/news/2015-08-26/china-stunner-real-gdp-now-negative-11-evercore-isi-calculates

Les prévisions de dette de la Chine
En % du PIB



Source : http://www.highprofilesnews.com/la-chine-veut-mieux-comprendre-sa-dette-publique-pour-mieux-la-maitriser/

reconnu le ralentissement de l'économie et, en 2014, décrit la situation comme « la nouvelle norme » (xin changtai). Ce terme reflète le changement d'orientation du modèle de développement économique, s'éloignant de la croissance rapide de l'exportation vers un modèle plus équilibré, mais montre aussi l'effort du gouvernement pour apaiser les craintes des acteurs économiques devant les conséquences de la transition (10). Cependant les symptômes du ralentissement sont nombreux et plus forts que prévus, et le gouvernement a du mal à en contrôler les effets. La consommation des ménages est restée chroniquement basse (malgré les hausses de salaires) ainsi que l'investissement privé. L'augmentation des salaires signifie l'augmentation du coût du travail, et donc la perte de compétitivité de certains secteurs (11). Par conséquent, certaines capacités industrielles ont été délocalisées vers des provinces de l'intérieur avec des salaires inférieurs, et certaines industries de main-d'œuvre sont même parties vers d'autres pays (12). De plus les profits industriels ont diminué (13) et de nombreux secteurs souffrent de surcapacités, à cause d'investissements récents fort importants (souvent subventionnés par l'Etat et

10. Sur la « nouvelle norme », voir : http://news.xinhuanet.com/english/china/2014-11/09/c_133776839.htm

(11) Par exemple certaines parties du secteur du vêtement. Pour l'évolution des salaires, voir http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2013/05/23/seeking-help-for-chinas-labor-market

(12) www.chinadaily.com.cn/business/2010-07/06/content_10069557.htm ; www.washingtonpost.com/news/wonkblog/wp/2013/07/12/this-is-why-the-textile-industry-is-relocating-to-places-like-bangladesh

(13) www.bloomberg.com/news/articles/2015-01-27/china-s-industrial-profits-fall-most-since-2011-as-economy-slows; http://uk.reuters.com/article/2015/07/27/uk-china-economy-profits-idUKKCN0Q102M20150727

« gaspillés ») (14). Récemment, les exportations ont stagné ou même diminué (15).

Injections et bulles

De façon à éviter d'autres dettes avec leurs effets sur la croissance et le développement économique en général, le gouvernement communiste chinois a besoin de nouveaux fonds. Les énormes réserves de devises étrangères (résultant du surplus commercial) ne peuvent plus être utilisées comme avant parce que ce surplus est volatile et les réserves ont déjà diminué (16). L'épargne énorme des classes moyennes (17) pourraient être un remède si elles pouvaient servir à injecter des liquidités : pour les entreprises d'Etat endettées, pour les fonds de retraites d'Etat déficitaires et les fonds d'assurance maladie aussi déficitaires (18). En canalisant une partie de ces économies vers le marché financier, cela pourrait aider à rééquilibrer les dettes, et ainsi transférer les risques économiques aux investisseurs privés.

Dans cet arrière-plan, plusieurs événements ont conduit à la surchauffe du marché financier : premièrement, le gouvernement a suspendu les restrictions d'achats d'actions par emprunts (*margin trading*) en 2014. Deuxièmement, de plus grandes quantité d'argent « bon marché »sont devenues disponibles après que la banque centrale chinoise eut diminué ses taux directeurs, le 21 novembre 2014 (19). Troisièmement, l'immobilier a été un élément important dans la croissance économique de la dernière décennie, mais le prix de l'immobilier est resté stable ou a même décliné depuis 2012 (la disparition de la pression de la bulle immobilière a commencé dans le milieu des années 2000) (20). Par conséquent, en 2014, davantage de gens de la classe moyenne étaient prêts à investir dans des actions plutôt que dans l'immobilier, espérant ainsi accroître leurs revenus. Quatrièmement, à l'automne 2014, le gouvernement commença une campagne médiatique pour encourager les investissements privés en Bourse, de nouveaux investisseurs privés ont fait

(14) Pour les investissements « gaspillés », c'est-à-dire une mauvaise utilisation du capital voir : www.ft.com/intl/cms/s/0/002a1978-7629-11e4-9761-00144feabdc0.html ; www.scmp.com/news/china/economy/article/1842793/solution-chinas-industrial-overcapacity-setting-more-factories

(15) Pour relancer les exportations, le gouvernement chinois a commencé par dévaluer sa monnaie le 11 août 2015 : www.theguardian.com/business/2015/aug/11/china-devalues-yuan-against-us-dollar-explainer; www.nytimes.com/2015/08/11/business/international/china-lowers-value-of-its-currency-as-economic-slowdown-raises-concerns.html?_r=0. Les ressemblances avec le développement du Japon dans les années 1980 et après sont étonnantes : incitations, dettes, surcapacité, déflation, stagnation :www.ft.com/cms/s/0/8d5eb8ae-5241-11e5-b029-b9d50a74fd14.html

(16) www.ft.com/cms/s/0/baee0b5c-b1b1-11e4-8396-00144feab7de.html

(17) Le taux d'épargne en Chine est le plus élevé du monde (plus de 50 %) ; le taux moyen mondial est de 20 % ; voir par exemple : http://en.people.cn/90778/8040481.html

(18) De plus, le gouvernement a essayé de relâcher un peu la pression financière sur les gouvernements locaux par un échange de dettes obligataires : www.reuters.com/article/2015/05/21/us-china-debt-swap-idUSKBN0O60P22015052; www.bloomberg.com/news/articles/2015-07-14/china-said-to-consider-adding-1-trillion-yuan-debt-swap-quotas

(19) Pour la première fois depuis 2012 ; et il a été baissé depuis plusieurs fois: www.bloomberg.com/news/articles/2015-06-27/china-cuts-interest-rates-reserve-ratio-in-bid-to-stem-slowdown ; www.nytimes.com/2015/08/26/business/international/china-interest-rates-stock-market-distress.html?_r=0

(20) La bulle immobilière est en relation avec la stimulation de la croissance par les gouvernements locaux ; ils ont accaparé la terre, la sous-payant aux paysans, et l'ont revendue à des promoteurs immobiliers qui ont construit d'immenses ensembles de tours. Après l'augmentation de l'immobilier en Chine depuis le milieu des années 2000 (au point que même la classe moyenne des villes avait des difficultés pour acheter), le gouvernement a commencé à prendre des mesures pour freiner le marché en 2011: www.businessinsider.com/real-estate-crash-in-china-2012-5?IR=T. Une autre cause du ralentissement du marché immobilier est le changement démographique : www.ft.com/cms/s/0/ca218cbc-7c63-11e4-9a86-00144feabdc0.html

confiance au gouvernement, à sa volonté de soutenir l'augmentation de la valeur des actions, et à sa capacité à contrôler le marché . Des dizaines de millions de nouveaux portefeuilles d'actions ont été ouverts depuis et beaucoup d'actions ont même été achetées avec des emprunts, dans l'espoir que leur cours augmente pour pouvoir faire du profit.

De cette façon, la précédente bulle immobilière a été remplacée par une bulle boursière. Les premiers signes inquiétants d'une possible baisse du cours des actions est apparue au printemps 2015, et même les média chinois ont parlé d'une « bulle » (paomo) pour des mois. Mais ce ne fut pas avant mi-juin que la confiance se transforma en peur et la peur en panique et que de nombreux investisseurs commencèrent à vendre leurs actions à des prix de plus en plus bas (après que le gouvernement ait annoncé son intention de limiter le taux de prêt marginal, après la chute du cours des actions, et après que les premières tentatives pour « sauver le marché » (jiushi) eurent échoué.

Tournant

Le krach boursier se produit à un moment où le modèle du développement chinois prend un tournant, la tempête financière reflète des problèmes structuraux de l'économie sous-jacents autant que des changements sociaux et des tensions dans la société en général. Depuis le début des années 1990, la Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale et le moteur d'une croissance mondiale représentant aujourd'hui 15 % du PIB mondial (21). Premièrement, ce boom a été dû surtout à l'exportation de produits de consommation produits par une main-d'œuvre « bon marché » de travailleurs migrants et les fondements de ce modèle s'écroulent depuis un certain temps. Alors que les exportations, c'est-à-dire les revenus dus à la vente de biens de consommation à d'autres pays, sont toujours un facteur important, elles ne sont plus dorénavant l'élément économique moteur. Depuis la crise d'après 2007 et après les programmes de relance, ce rôle fut repris par les investissements dans l'infrastructure et l'immobilier (basé sur le crédit et conduisant à l'augmentation rapide de l'endettement mentionné précédemment).

Deuxièmement, la composition sociale post boom est en train de changer. Les secteurs les plus dynamiques de l'économie chinoise (l'activité manufacturière, la construction et les services) reposent toujours sur le travail d'environ 280 millions de travailleurs migrants, mais le mécanisme du travail migrant « bon marché » dans les villes, quand il y a besoin et retournant ensuite à la campagne en période de crise et de chômage (comme en 1997-1998 et 2008-2009), est en partie saturé depuis que beaucoup de migrants se sont installés en ville de façon permanente. Ainsi, il y a moins de gens qui quittent la campagne parce que la Chine a atteint ce qu'on appelle le point de retournement de Lewis (excédent de main-d'œuvre rurale, source de la migration) arrive à son terme (22). Cela a conduit à une augmentation du manque de main-d'œuvre dans les régions,

(21) Pour les performances de l'économie chinoise, voir : http://blogs.ft.com/ftdata/2014/10/08/chinas-leap-forward-overtaking-the-us-as-worlds-biggest-economy

(22) Officiellement il y a encore 48 % de la population qui vit à la campagne, mais les observateurs estiment que c'est seulement 20 % de la force de travail qui travaille encore dans l'agriculture, pour la plupart d'âge moyen ou plus. De plus la population vieillit, conséquence de la politique de l'enfant unique qui a débuté dans les années 1980, donc il y a moins de jeunes qui rentrent sur le marché du travail chaque année.
www.ft.com/intl/cms/s/2/767495a0-e99b-11e4-b863-00144feab7de.html; www.clb.org.hk/en/content/tide-turns-sichuan-rural-labourers-find-opportunities-closer-home

qui a commencé à apparaître il y a une dizaine d'années.

Troisièmement, les deuxième et troisième générations de travailleurs migrants font entendre leurs voix pour de meilleures conditions de vie, ont davantage d'expérience d'organisation et de lutte et se sont arrangés pour tirer profit de la pénurie de main-d'œuvre. Le résultat a été une forte augmentation des luttes de travailleurs migrants depuis le milieu des années 2000 entraînant des augmentations de salaires constantes (23). Alors que le modèle du travail « bon marché »n'a pas disparu, il est réellement sous la pression de la base des travailleurs migrants dont le pouvoir augmente.

Quatrièmement, pendant ce temps le gouvernement du PCC veut stabiliser son régime et donc doit conforter la croissance. Pour empêcher l'augmentation des protestations des travailleurs, il est prêt à faire des concessions (24). Il s'efforce activement de promouvoir la transformation de l'économie basée sur le travail bon marché, sur la sous-traitance et orientée vers l'exportation en une économie à plus haut degré de technicité, à plus haute valeur ajoutée (high-tech) et orienté vers la consommation intérieure, diminuant ainsi la dépendance aux exportations (reéquilibrage) (25). Le ralentissement résultant de cette transformation était attendu et reste derrière la« nouvelle norme» des politiques annoncées, mais les pas dans cette direction remontent aux années 2000, furent intensifiées dans le 12e Plan quinquennal (2010-2015) et vont probablement être au centre du 13e (2016-2020) que prépare le PCC. Cependant ce processus en cours dépend largement des enjeux mondiaux, des crises mondiales, des luttes sociales en Chine et des efforts que fait le gouvernement pour les gérer (26).

Les effets économiques

Malgré les problèmes économiques évidents en Chine, en relation avec ce « reéquilibrage » et malgré la crise mondiale, il faut attendre pour voir jusqu'à quel point le krach boursier affectera la position de la Chine dans l'économie mondiale. Malgré le krach et le ralentissement, l'économie chinoise ne semble pas au bord de l'effondrement. Des signes de faiblesse économique sont visibles dans différents secteurs (déflation comme résultat de la surproduction) et un « atterrissage brutal » est toujours possible, mais la plupart des indicateurs économiques montrent un déclin lent et continu plutôt qu'une chute brutale (27). Les marchés financiers chinois et le renmimbi sont toujours protégés et cela

(23) Pour ces luttes, voir : www.gongchao.org/en/texts/2014/new-strikes-in-china. Le gouvernement chinois, bien conscient de la nécessité et de l'urgence de contrôler ces luttes par un mélange de répression et de concessions, a augmenté le salaire minimum de plus de 10% en moyenne par an depuis 2009 et envisage d'autres augmentations: www.reuters.com/article/2014/04/01/us-china-salary-idUSBREA3004H20140401

(24) Il est important de noter que le gouvernement a aussi réagi par une répression accrue envers les travailleurs grévistes et ceux qui les soutiennent, les ONG du droit du travail et de l'environnement et les mouvements féministes, en plus de la répression bien connue envers les avocats « de défense des droits humains ».

(25) Sur le problème du rééquilibrage, voir : www.ft.com/intl/cms/s/0/f8ed7dd8-841d-11e3-b72e-00144feab7de.html. L'économie chinoise a déjà changé : le secteur des services compte pour 48% du total de la production économique, l'industrie manufacturière et la construction 43%, l'agriculture seulement 9% : www.ft.com/cms/s/0/eab80bda-5508-11e5-8642-453585f2cfcd.html

(26) Ici la comparaison avec le Japon atteint ses limites. En Chine les espoirs des travailleurs de voir s'améliorer leur condition et leur détermination à lutter pour eux-mêmes semblent bien plus grands qu'ils ne l'étaient au Japon dans les années 1990.

(27) www.nytimes.com/2015/08/26/opinion/false-alarm-on-a-crisis-in-china.html, www.theguardian.com/commentisfree/2015/sep/14/chinese-economy-western-markets-china. Certains raeportages montrent davantage de signes de crise et dépeignent une image très différente de celle des rapports officiels : « Le patient est malade » : http://ftalphaville.ft.com/2015/08/28/2138656/guest-

donne au gouvernement du PCC plus de pouvoir de contrôle de la crise, comparé à d'autres pays. De plus, le marché boursier chinois et le pourcentage des économies investies dans des actions sont très petits comparés à ceux des Etats-Unis et de l'Europe, aussi les pertes financières et les effets de la soi-disant économie réelle pourraient être plus limités que ce que laissent supposer les annonces de panique sur le krach (28).

Cependant le krach affecte le fonctionnement des marchés financiers chinois. Les entreprises chinoises ainsi que les projets des gouvernements locaux sont toujours financés par les banques (contrôlées par l'Etat), donc les dettes, plutôt que par la Bourse. Pour le moment, les tentatives pour canaliser l'épargne des ménages vers le marché financier et remplacer ainsi les dettes par des actions ont échoué. Les marchés financiers chinois sont devenus des sortes de marchés « zombie » car le gouvernement injecte de l'argent pour les maintenir en vie, même s'ils sont déjà morts, c'est-à-dire qu'ils ont cessé de fonctionner comme marchés. En conséquence, beaucoup d'investisseurs étrangers ont retiré leurs capitaux (pas seulement à cause du krach boursier) (29). On ne voit pas trop comment le gouvernement du PCC peut rétablir la confiance des investisseurs étrangers et chinois qui veulent spéculer en Bourse. Cela pourrait entraîner l'aggravation des difficultés pour financer les entreprises d'Etat ou les fonds sociaux et accroître la dette en général.

Pouvoir et légitimité

En attendant, les conséquences politiques pourraient être importantes. Les rapports laissent entendre que le krach boursier affaiblit la position de certains « réformateurs » du PCC qui soutiennent la libéralisation du marché, alors que celle des « conservateurs » qui défendent un rôle plus important de l'Etat et des petites entreprises soutenues par l'Etat serait renforcée. D'autres observateurs voient une bataille d'influence et de pouvoir entre factions à l'intérieur du régime actuel, entre les soi-disant « princes héritiers» derrière le président Xi Jinping, qui défend les réformes structurelles vers la « nouvelle normalité » et les « populistes » autour du premier ministre Li Keqiang, qui défendent le marché financier en tant que mécanisme de stimulation de la croissance, après l'éclatement de la bulle immobilière (30). Cependant la direction du PCC dans son ensemble n'est pas opposée à une libéralisation plus grande ni à

post-trying-to-throw-our-arms-around-the-sick-chinese-economy : d'autres sources parlent d'un « durcissement quantitatif » dû à la fuite des capitaux et à la diminution des réserves étrangères résultant de la dévaluation de la monnaie, ce qui pose à son tour de nouveaux problèmes : www.bloomberg.com/news/articles/2015-07-17/how-china-s-slowdown-is-worse-than-you-think.
Autres sources : www.bloomberg.com/news/articles/2015-09-07/china-s-foreign-exchange-reserves-fall-in-august-on-yuan-support ; www.ft.com/cms/s/0/a8c9b500-555a-11e5-a28b-50226830d644.html, www.ft.com/ cms/s/0/baee0b5c-b1b1-11e4-8396-00144feab7de.html

(28) De plus, le nombre de sociétés actionnaires est assez faible, et une bonne partie des actions (85 %) sont possédées par environ 90 millions de petits investisseurs (privés), dont la plupart ont commencé à investir seulement ces deux dernières années. Cela signifie que moins de 10 % des ménages ont un portefeuille (55 % aux Etats-Unis) et ils investissent une petite partie de leur argent dans des actions (environ 15 %) : http://uk.businessinsider.com/statistics-on-chinese-invested-in-stock-market-crash-2015-7, http://uk.businessinsider.com/chinese-households-invest-little-in-stocks-2015-7?op=1?r=US&IR=T, http://uk.businessinsider.com/most-chinese-investors-and-corporations-are-not-invested-in-stock-market-2015-7?r=US&IR=T#ixzz3fPbUftPM

(29) www.theguardian.com/world/2015/aug/19/chinas-flight-of-capital-causes-global-ripples; www.ft.com/cms/s/0/1b7ae16e-4ff7-11e5-8642-453585f2cfcd.html

(30) http://blogs.ft.com/beyond-brics/2015/07/27/chinas-collapsing-stock-market-underlines-need-for-new-normal-reforms

des réformes structurelles (mais à un rythme plus lent) et les rivaux ou les trublions à l'intérieur du PCC risquent d'être balayés au cours des campagnes récentes plus intenses contre la corruption (31).

Ce qui est le plus étonnant est la conséquence du krach et la réponse du PCC envers l'un des piliers de son pouvoir. La plupart des investisseurs privés font partie de la classe moyenne (professions libérales, employés d'Etat ou hommes d'affaires qui ont investi l'argent qu'ils avaient épargné pour l'éducation de leurs enfants, pour l'achat de maisons ou pour leur retraite). Cette classe moyenne a profité du boom depuis deux décennies et, donc, a soutenu le PCC depuis les années 1990. Aujourd'hui le PCC pourrait perdre toute légitimité à cause de la perte de confiance croissante en sa capacité à contrôler l'économie ou plutôt sa capacité à permettre à la classe moyenne de continuer à faire du profit. La classe moyenne a déjà été très perturbée par la campagne anti-corruption, mentionnée plus haut, qui a gêné les transactions commerciales et paralysé les officiels gouvernementaux à cause de leur peur d'être limogé. Les deux : les effets du krach boursier et la campagne anti-corruption, et aussi la corruption abyssale évidente et le dilettantisme officiel, illustré par l'explosion de matières chimiques dangereuses dans le port de Tianjin, le 12 août 2015 (32), pourraient affaiblir la position du PCC et sa capacité à assurer la paix sociale face à un mécontentement croissant.

R. R. (gongchao.org)
septembre 2015
(traduit de l'anglais par A. G.)

(31) Ce ne sont pas seulement plus d'une centaine de cadres des gouvernements régionaux ou de niveau plus élevé qui ont été punis, mais aussi des centaines de milliers des échelons inférieurs qui sont un des piliers du pouvoir du PCC :
www.scmp.com/topics/xi-jinpings-anti-graft-campaign.
www.ccdi.gov.cn/yw/201502/t20150212_51324.html

(32) Pour l'analyse de la signification de l'explosion, voir : http://chuangcn.org/2015/08/tianjin-explosion

DES OUVRIÈRES EN LUTTE, EN TANT QU'EXPLOITÉES ET EN TANT QUE FEMMES

LA LUTTE DE CLASSE EN INDE. On parle beaucoup de la Chine et des luttes diverses qui s'y déroulent mais bien peu de l'Inde dont la population est aujourd'hui supérieure à celle de l'ancien Empire du Milieu (1,3 milliard sur un territoire trois fois moins grand).

Sans doute, du point de vue économique, l'Inde est loin derrière la Chine avec un PIB qui représente 20 % du PIB chinois et est même inférieur à celui de la France, mais ce pays n'en reste pas moins un élément important sur l'échiquier économique et politique mondial et connaît un fort taux de croissance. Comme partout dans les pays en développement, l'essor de l'économie entraîne des migrations importantes, avec le déplacement des populations des campagnes vers les villes, le passage de la condition de paysan à celle d'exploité par le capital, et l'effacement relatif des particularismes locaux coutumiers, culturels et des liens familiaux. Mais comme partout aussi, cette prolétarisation fait naître la lutte de classe, d'autant plus forte quand elle s'exprime ouvertement que les conditions d'exploitation sont en deçà de ce que l'on peut imaginer. A côté de cette lutte centrale on trouve d'autres luttes spécifiques dues au développement du capital industriel : contre l'appropriation des terres pour des projets industriels ou d'infrastructures, contre les diverses pollutions des eaux et des airs qu'impliquent de tels projets (1).

LA CONDITION DE LA FEMME ET CELLE DES FEMMES PROLÉTAIRES

En Inde, les rapports de classe sont rendus encore plus complexes par la persistance du système des castes et la condition faite aux femmes, particulièrement à celles qui travaillent. L'Inde connaît, dans des conditions industrielles ou agricoles capitalistes différentes suivant les Etats, les mêmes problèmes mondiaux de migration vers les centres. Mais, quelle que soit la nature de leur travail, la femme qui se soumet à l'exploitation, et alors qu'elle est déjà considérée en général comme inférieure en tant que femme, subit dans l'entreprise, en plus de la condition spécifique

(1) Il n'est guère possible de recenser ici toutes les luttes quotidiennes qui surgissent en Inde. Une partie d'entre elles peut être trouvé avec maints détails sur Internet sur le site suivant (en anglais) :
http://libcom.org/blog/struggles-%E2%80%98make-india%E2%80%99-%E2%80%93-series-factory-riots-occupations-wildcat-strikes-delhi%E2%80%99s-industria
Ou sur le site de Gurgaon Workers News (en anglais).

faite à la femme qui travaille, en plus de la domination des hommes dans le foyer si elle est mariée, la contrainte d'un encadrement presque uniquement masculin (même avec 80 % de l'effectif féminin). Dans la hiérarchie syndicale aussi, l'appareil bureaucratique du syndicat étant, même dans ces branches industrielles à forte dominance féminine, totalement mâle.

En un mot, la femme qui travaille, surtout si elle est célibataire, est plus ou moins considérée comme une prostituée : la place d'une femme est au foyer sous la férule du mari et pas ailleurs, 65 % des Indiens pensent que les femmes méritent d'être battues (2). Les exemples que nous allons citer concernent, comme bien d'autres luttes de l'ensemble des travailleurs en Inde, la condition des travailleuses –à commencer par les salaires. Luttes de base plus ou moins sauvages, plus ou moins durement réprimées, le plus souvent localisées ou régionales, parfois grèves générales syndicales couvrant tout le pays.

Mais un autre facteur apparaît dans les luttes d'industries dans lesquelles les femmes sont majoritaires : la cessation sinon la répression d'un harcèlement sexuel particulièrement lourd, favorisé par la mentalité générale liée à la coutume concernant le travail des femmes. Les deux luttes dont nous allons parler sont allées beaucoup plus loin que cette simple revendication. Et la généralité de ce problème apparaît bien dans le fait qu'elles ont pris des caractères similaires dans deux Etats indiens différents et dans des branches différentes, l'une chez les cueilleuses de thé, l'autre dans une usine textile de confection

LES CUEILLEUSES DE THÉ DE L'ÉTAT DE KERALA

L'Inde est après la Chine un des plus gros producteurs de thé mondial (25 % de cette production), mais la concurrence est rude avec l'apparition de nouveaux producteurs. Cette concurrence sera d'ailleurs au cœur du conflit qui va se développer à partir d'une plantation du Kerala

Le Kerala est un Etat du sud-ouest de l'Inde sur la côte de Malabar (Océan indien). Il compte 34 millions d'habitants dont 16 % vivent de l'agriculture dont les plantations de thé. Ces plantations sont pour partie concentrées dans une région montagneuse isolée (la gare la plus proche est à 64 km), celle de Munnar, ville de 70 000 habitants, la ville du thé, dont les nombreuses plantations recouvrent la totalité du sol au point que faune et flore en ont été totalement éliminées. Ces plantations sont un pur produit de la colonisation britannique. Cette question n'est pas secondaire car l'Etat colonisateur a déporté comme esclaves dans cette région des Tamouls venant des régions limitrophes (3). Ces migrants tamouls contraints ont peuplé et peuplent encore les plantations de thé, qui sont des sortes d'Etats dans l'Etat (4) et la population d'origine tamoule parlant sa langue propre est considérée non comme une caste mais comme une sous-classe ce qui ajoute encore plus pour les

(2) *Rapport du Centre international de recherche sur les femmes* (International Center for Research on Women), 2011. Les femmes doivent affronter la violence et la discrimination dans leur famille mais aussi dans la société comme un tout. La famille n'est pas une place sûre à cause du modèle patriarcal que nous suivons. Mais la société d'aujourd'hui est aussi devenue plus agressive, compétitive et âpre au gain et la famille entretient de telles valeurs. Un grand nombre de femmes sont harcelées sexuellement sur le lieu de travail.

(3) Les « migrations forcées » débutèrent dès 1823 pour l'édification des plantations de thé et encore aujourd'hui ces migrants sont dénommés « les autres inconnus ».

(4) La plupart des plantations de la région sont gérées par des sortes de coopératives où, en théorie, les travailleurs sont coopérateurs majoritaires ; mais ils n'ont en fait aucune influence sur la gestion, entièrement contrôlée par une sorte de mafia liée aux autorités locales et en fait sous le contrôle de multinationales.

femmes la charge d'une discrimination sociale dont elles sont l'objet en tant que femmes dans toute l'Inde.

En fait, dans l'Etat de Kerala, la majorité des femmes d'origine tamoule occupe les emplois du plus bas de l'échelle : cueillette de thé. pelage de crevettes (5), traitement des algues, décorticage des noix de cajou, industrie du ver à soie, etc. Parmi ces besognes toutes autant fatigantes et répétitives, les cueilleuses de thé sont parmi les moins considérées et les plus mal payées. 90 % d'entre elles sont d'origine tamoule venant du Tamil Nadu voisin (6). Presque toutes vivent seules ou en famille dans des cabanes de tôle avec une seule pièce et aucune commodité (pas d'eau courante, de toilettes. de drainage) ; elles sont quasi analphabètes et leurs enfants ne sont pratiquement pas scolarisés ; les hommes s'adonnent à la boisson et laissent aux femmes souvent la charge totale des travaux domestiques tout en ponctionnant même leur maigre salaire pour leurs libations.

Les conditions de travail sont à la hauteur de cette misère. Le travail des cueilleuses leur brise le dos. Elles doivent se lever très tôt le matin pour, après les travaux domestiques, s'acheminer dans les collines, peiner courbées jusqu'à douze heures par jour et ramener à pied vers les centres de collecte sur leur dos les sacs de 50 à 70 kg de leur récolte du jour. Pour gagner le minimum imposé de 20 kg de feuilles de thé par jour et recevoir le salaire minimum mensuel de 83 euros en dix heures de travail, elles doivent obligatoirement pour pouvoir survivre prolonger leur journée jusqu'à plus de douze heures pour cueillir jusqu'à 60-70 kg de feuilles de thé, ce qui leur donne droit à un « bonus » portant à 175-250 euros mensuels leurs salaires, les plus bas de tout le Kerala (7). Ce bonus est en sorte la garantie de la survie. ce qui explique l'explosion sociale lorsque les plantations ont voulu modifier ses bases de calcul aboutissant en fait à une réduction des salaires. Le but de cette opération pour les plantations était de soutenir la concurrence mondiale qui a entamé les positions traditionnelles du Kerala. Le bonus en question était fixé antérieurement à 20 % du salaire annuel et les plantations voulaient unilatéralement le réduire à 10 %.

Cette dernière mesure est la goutte d'eau qui a fait exploser le vase.

UNE LUTTE PROLÉTARIENNE MAIS AUSSI UNE LUTTE DES FEMMES PROLÉTAIRES

Les cueilleuses de thé fondent leur propre organisation de lutte sous le nom de « Pembillai Orumai » (Femmes Unies) dont sont exclus les hommes.

Le 1er septembre, elles organisent une marche sur Munnar avec un sit-in silencieux, elles convergent ensuite devant le siège du syndicat dont elles arrachent les drapeaux syndicaux. Comme un leader syndical tente de pénétrer dans la manifestation, il en est violemment exclu, attaqué à coup de chaussures et doit être sauvé par les flics. On voit même certains autres leaders lapidant à coup

(5) Rien que dans le Kerala, 6 000 femmes triment dans 250 ateliers de pelages de crevettes, certaines depuis plus de quarante-cinq ans.

(6) Le Tamil Nadu a été à l'époque romaine un royaume important couvrant tout le sud de l'Inde et l'île de Ceylan. Il a ensuite décliné pour disparaître au xve siècle et dont il ne reste comme entité que l'Etat indien de Tamil Nadu. Cette ethnie a ainsi développé sa propre langue, une culture et une architecture originale .La population tamoule a cherché à constituer un Etat, entraînant une partition de fait de l'île (devenue Sri Lanka en 1972). Un long conflit, sous couverture religieuse a fait près de 200 000 victimes entre 1984 et 2009. Conflit, pour partie une séquelle de la colonisation britannique qui a favorisé les Tamouls contre le reste de la population.

(7) A titre de comparaison, les cueilleurs de noix de coco, tous mâles, gagnent entre 700 et 1 250 dollars par mois en partie à cause de la rareté des candidats à monter en haut des cocotiers.

de pierres les femmes dans le cortège.

Les slogans criés par les femmes sont sans ambiguïté dirigés contre les leaders syndicaux :

– « Nous trimons tout le jour, vous nous pillez » ;

– « Nous charrions les feuilles de thé dans nos paniers, vous charriez l'argent dans vos paniers » ;

– « Nous vivons dans des cabanes de tôle vous vous prélassez dans des villas » ;

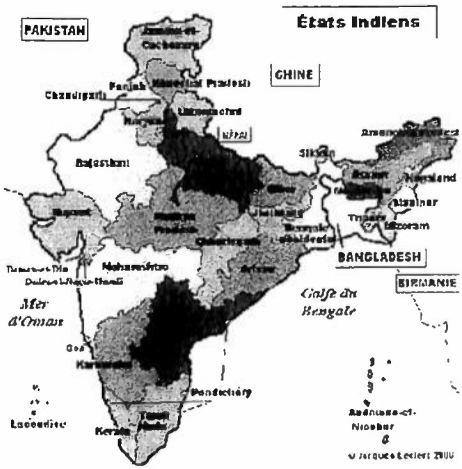
– « Nous cueillons les feuilles de thé, nous portons les sacs de feuilles de thé, vous portez les sacs remplis de billets, cela doit finir » ;

– « La faim et la souffrance sont notre vie et nous nous fichons pas mal de mourir de faim mais nous n'autorisons personne à nous exploiter. »

La combativité des cueilleuses de thé est fondée aussi sur une autre motivation : d'une certaine façon, leur rang social est proche de celui des intouchables. Le travail, même dans de telles conditions, les a fait sortir de leur village et des contraintes sociales héritées du passé, et aborder une vie libérée de celles-ci. La fermeture de quelques plantations les contraint à retourner se plonger dans des rapports sociaux auxquels elles avaient en partie échappé.

Le 7 septembre, dans la plantation Munnar Kannan Devan Hills Plantation LTD (8) près de Munnar, 7000 cueilleuses de thé se mettent en grève pour une augmentation de salaires et le rétablissement du bonus. Elles évincent les leaders syndicaux, et elles auraient séquestré le directeur, occupé des bureaux. Après neuf jours de grève elles obtiennent le rétablissement du bonus mais pratiquement rien sur les sa-

(8) Propriété du trust multinational Tata qui regroupe dans 100 pays du monde plus de 100 sociétés dans l'automobile (Tata Motors, qui a racheté Jaguar, Land Rover, Ford), l'acier (Tata Steel, 4e mondial), l'informatique, Internet et la téléphonie (Tata Communications, 4e mondial), les filières alimentaires (Tata Capital), etc.



laires. Cette semi-victoire va quand même avoir un énorme retentissement dans toutes les activités féminines, pratiquement toutes encadrées par des syndicats dont la bureaucratie est totalement masculine. Notamment, dans toute l'Inde, des grèves éclatent dans les plantations, non seulement dans le Kerala mais aussi dans le Tamil Nadu, l'Asam, le Darjeeling, toutes à l'écart des syndicats officiels et contre eux.

D'une part, ces syndicats sont particulièrement corrompus et intégrés dans l'appareil de gestion patronal. Les leaders syndicaux dans le Kerala ont la belle vie : logements gratuits, emplois bien payés et peu fatigants, études des enfants payées par les patrons, etc. D'autre part ils utilisent leur position et ce type de rapport avec les patrons pour exiger pratiquement un droit de cuissage auprès de celles qui voudraient introduire une demande ou une défense personnelle. Ce qui explique qu'en tête des revendications des cueilleuses de thé figure en bonne place, la fin et la répression du harcèlement sexuel et aussi la pratique de l'exclusion des mâles de la nouvelle organisation et des manifestations. Il faut dire que ces syndicats

collaborent tout aussi étroitement avec les autorités de l'Etat. Cette collaboration à tous les niveaux se retrouve dans le fait qu'une loi de 1951, le Plantation Labour Act, instituant une sorte de sécurité sociale et un code du travail minimal qui pouvait être imposé aux entreprises, est pratiquement ignorée et reste un échec plus ou moins volontaire.

Les syndicats « reconnus » vont pourtant tenter de se réintroduire dans les tractations sociales, en profitant du fait que si l'organisation des femmes a réussi à obtenir le rétablissement du bonus, elle n'a pas réussi à faire modifier sensiblement les salaires de base. C'est pourquoi, pour couper l'herbe sous les pieds de l'organisation des femmes, un cartel de syndicats officiels (à l'exception de celui contrôlé par le Parti communiste) (9) lancent la grève dans les plantations de l'Etat pour le premier octobre 2015.

L'arrêt du travail est quasi-total car Pembillai Orumai s'y est associé tout en maintenant une séparation stricte avec le cartel des syndicats. Ceux-ci ordonnent la fin de la grève le 14 octobre après avoir conclu un accord boiteux avec l'organisation patronale PLC qui regroupe toutes les plantations. Il semblerait même qu'en échanges d'une légère augmentation, bien loin de la revendication de doublement des salaires les syndicats auraient accepté une augmentation du poids des sacs de feuilles de thé conditionnant le montant du bonus. L'accord aurait été signé alors que Pembillai Orumai parvenait à intensifier la pression de la grève en bloquant Munnar au point d'en faire une ville morte.

La suite immédiate n'est pas dans une nouvelle grève, d'autant que les ouvrières connaissent certainement, avec ces jours de grève non payés, une misère encore plus noire. Syndicats et autorités profitent de cet épuisement pour porter les coups les plus bas afin de parvenir à éliminer cette nouvelle organisation des femmes. Dans le but de gagner plus d'influence locale, Pembillai Orumai agissant comme un parti a présenté des candidats aux municipalités (panchayat) autour de Munnar et fait une percée spectaculaire. Il est difficile de dire ce que cela représente réellement, mais il est certain que l'activité de cette organisation d'ouvrières dont on connaît mal le fonctionnement interne gêne considérablement les organisations tant politiques que syndicales en place.

Le 9 novembre, cinq militantes de Pembillai Orumai sont attaquées par des syndicalistes et assez sérieusement blessées pour être hospitalisées. Le 20 novembre une de ces militantes, Gomathy Augistin, est retrouvée dopée à mort mais en réchappe sans qu'on puisse déterminer si les pressions, menaces et coups tordus ne l'ont pas conduite à tenter de se calmer avec des tranquillisants ou de se suicider. De toute façon, cette révolte des femmes à la fois contre leur exploitation leur condition et la domination machiste, si d'un côté fait école, d'un autre côté continuera à susciter des tentatives de toute sorte de l'ensemble des autorités institutionnelles diverses comme des plantations pour détruire, briser ou tout au moins canaliser ce mouvement qui reste quand même symptomatique de l'évolution des rapports sociaux en Inde.

DANS LE TEXTILE AU KARNATAKA

Ce n'est donc pas un hasard, pas plus qu'une imitation à distance qui fait que l'on retrouve dans une autre industrie – le textile – et dans un autre Etat, le développement d'un mouvement identique même s'il prend une autre forme.

Le Karnataka est un Etat du sud de l'Inde peuplé de 65 millions d'habitants sur la côte

(9) Il est difficile de dire comment ces conflits du travail entraînent des interventions et manipulations des différents partis et des syndicats qui leur sont plus ou moins inféodés. D'où le rejet total par Pembillai Orumai de toute affiliation ou contact avec les partis ou les syndicats.

ouest donnant sur la mer d'Oman, au Nord du Kerala. C'est un Etat agricole mais qui connaît un développement industriel assez classique, avec une industrie textile qui exploite 500 000 travailleurs dans 1 200 entreprises, à 80 % des femmes des couches les plus pauvres et les plus discriminées, exactement comme ce qui a été évoqué ci-dessus pour le Kerala. Ces usines de confection sont pour une bonne part concentrées autour de la capitale de l'Etat, Bangalore (9 millions d'habitants).

Dans un contexte économique différent, les conditions de travail et de vie ne sont guère distinctes de ce que doivent subir les cueilleuses de feuilles de thé. Comme elles viennent des campagnes environnantes, et vu la carence des transports publics, elles doivent passer entre deux heures et deux heures et demie pour se rendre au lieu d'exploitation. Les ouvrières doivent coudre pendant neuf-heures 150 pièces à l'heure (de 40 à 50 il y a huit ans) sur des machines à coudre obsolètes : elles ne peuvent atteindre cet objectif qu'en faisant des heures supplémentaires non payées ; si elles ne l'atteignent pas encore elles se voient imposer des pénalités financières, risquent le licenciement ou pire les propositions sexuelles de l'encadrement, sans mentionner les assauts verbaux ou physiques des contremaîtres (10). Dans le meilleur des cas, elles se font 4 euros par jour auxquels s'ajoutent 12 % de cotisations patronales pour des garanties santé et accident. Travaillant dans des ateliers mal éclairés et mal ventilés, elles ont des problèmes de dos, respiratoires et d'irritation causées par les poussières, teintures et autres traitements chimiques des tissus (11).

Comme au Kerala, la bureaucratie du syndicat reconnu le Garment and Textile Workers Union (GTWU) est totalement masculine et en profite de même tant dans des compromissions avec les compagnies que dans le harassement sexuel. Cette situation devient si intolérable que les ouvrières décident de former un nouveau syndicat, uniquement composé de femmes, le Garment Labour Union (GLU) hors de toute affiliation à un autre syndicat ou à un parti. En janvier 2015, malgré un déferlement de critiques et de pressions, ce nouveau syndicat revendique 2 000 membres.

Le syndicat est administré par un collectif de 19 membres ; il se donne une structure non pas hiérarchique mais une réunion horizontale de groupes d'entraide où entre quinze et vingt ouvrières discutent de leurs problèmes tant du travail que domestiques et financiers (chaque groupe perçoit des cotisations qui alimentent une caisse de solidarité). Plus de vingt groupes de ce genre auraient été constitués. Tout cela semble bien peu, vu le nombre d'ouvrières exploitées dans cette branche, mais même si c'est moins spectaculaire que dans le Kerala ces actions n'en constituent pas moins une évolution dans la société indienne, une prise de conscience des ouvrières de la condition que leur réserve la société capitaliste en tant que travailleuses exploitées et en tant que femmes. Le fait d'oser se révolter et agir est une partie du combat global pour un autre monde.

H. S.

(10) Déclaration d'une ouvrière : « Les quotas sont trop élevés. Ils veulent 150 pièces à l'heure, et quand on ne peut les atteindre commencent les sévices. C'est une pression grave, comme une torture. On ne peut prendre une pause même pour boire un verre d'eau ou aller aux toilettes. Le contremaître est tout le temps sur ton dos... Il te traite d'âne, de chouette, créature associée au diable, de chienne, rien que des insultes... »

(11) La survie d'une famille nécessiterait environ 13 000 roupies par mois alors qu'une ouvrière ne peut en tirer dans la confection qu'environ 4 000.

Hongkong

◆ Le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat* a *traduit des extraits de Mouvement communiste, lettre n° 39* (novembre 2014) sous le titre « Schüler und Studenten im Kampf gegen Pekinger Dominanz und Oligarchen » (Titre original : *La jeunesse scolarisée secoue le joug de Pékin et de l'oligarchie hongkongaise. Un mouvement interclassiste de masse dépourvu de toute dynamique de classe*). La lettre de Mouvement communiste se trouve sur le site :
http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1439%20FRvG.pdf

Automobile

◆ Les maux de l'industrie automobile sont connus : trop grand nombre de sous-traitants, zéro stock pour la marque ce qui suppose des stocks et une exigence de rapidité des fournitures pour les sous-traitants, une obsolescence programmée des véhicules, etc. Pourtant, cette industrie continue à investir et construire des usines partout dans le monde malgré ses surcapacités. Une industrie qui ne parvient à survivre qu'en réduisant les coûts, ce qui signifie principalement licencier des ouvriers et surexploiter les autres. Tout cela fait l'objet d'un article dans le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat*.

Etats-Unis Baltimore (suite)...

◆ Dans le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat*, la traduction en allemand du texte de Curtis Price sur les émeutes de Baltimore en avril 2014 à la suite de la mort de Freddy Gray dans un car de police le 11 du même mois que nous avons traduit en français dans le n° 152 d'*Echanges*, p. 29.
Nous avions indiqué que le titre de cet article, « A Baltimore, la prochaine fois, le feu » faisait référence à un recueil d'essais datant de 1963 de l'écrivain noir américain James Baldwin (1924-1987) ; les rédacteurs de *Wildcat* précisent que le titre du recueil de Baldwin, *The Fire Next Time* (en français, *La Prochaine fois le feu*), empruntait lui-même à un couplet d'un chant liturgique de l'église évangélique (gospel) : « God gave Noah the rainbow sign, no more water but fire next time » (Dieu a donné le signe de l'arc-en-ciel à Noé, plus d'eau mais la prochaine fois le feu).
Pour compléter cette traduction du texte de Curtis Price, *Wildcat* a aussi traduit de l'anglais *des extraits de Rites of Passage. Dancing in a circle* (Rites de passage. Danser en rond) et rend compte d'un entretien sur l'avenir du mouvement. *Rites of Passage* se trouve sur le site : www.ultracom.org/project/rites-of-passage/ Son auteur, Key MacFarlane, tente une explication des événements dans cette ville en revenant sur sa situation géographique (au sud de la ligne Mason-Dixon), son histoire esclavagiste et son présent (gangs autour de la drogue, chef de la police, responsables de la justice tous Noirs et effectifs policiers pour moitié Noirs). A Baltimore le processus d'exploitation de la force de travail revêt un caractère spécifiquement raciste. Les émeutes ont montré que « la race, à Baltimore et partout ailleurs, est la frontière du capitalisme ».
Quant à l'entretien, il rappelle que les exactions policières sont extrêmement nombreuses aux Etats-Unis et touchent principalement les Noirs : le *Washington Post*, par exemple, a dressé une liste de 400 personnes tuées par la police pendant les cinq premiers mois de l'année

« ***La classe ouvrière mondiale*** »

◆ Une longue étude de 15 pages sur la mondialisation de la classe ouvrière et son appréhension théorique par le groupe allemand Wildcat dans le n° 98 (été 2015) de la revue du même nom. Où l'auteur applique les schémas classiques d'un prolétariat résumé à l'ouvrier d'usine travaillant dans de grandes concentrations industrielles, l'ouvrier-masse cher aux opéraïstes italiens dans les années 1970, et le découpage de la combativité ouvrière en cycles de luttes et de renoncements : 1978, apogée de la puissance de la classe ouvrière suivi d'une longue période d'accalmie favorable au capitalisme entre 1990 et 2005 (p. 21), durant laquelle le soulèvement néo-zapatiste au Mexique en 1994 et le mouvement anti-OMC à Seattle en 1999 font figure d'exception. Et si les grèves dans le delta de la rivière des Perles (Guangdong, Chine) en 2004 relancent les luttes des travailleurs dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique, la grève des chauffeurs de bus en Iran en 2006, les grèves dans l'industrie textile en Egypte en 2006-2008 ainsi que dans les mines de phosphate en Tunisie, conjointement aux émeutes de la faim en Afrique et en Asie de l'automne 2007 à l'été 2008 signalent un cycle nouveau de la lutte des classes, l'auteur considère que le prolétariat ne revient véritablement sur la scène de la révolution qu'à partir de 2010. « Mais la simultanéité [des actions] ne manifeste pas encore une coordination et un ennemi commun n'entraîne pas nécessairement une communauté de contacts (p. 27). »

Toute modélisation a ses avantages et

ses défauts. L'avantage de celle-ci est de souligner la communauté des luttes dans différents points du globe, bien que non concertées, ainsi qu'en contrepoint la cohérence du groupe Wildcat qui décide d'arrêter, à partir de 1995, la publication de la revue et de la remplacer par un organe de discussion *Wildcat-Zirkular* – c'est dans le n° 25 (avril 1996) de *Wildcat-Zirkular* qu'est abordée, pour la première fois, la question d'une « classe ouvrière mondiale ». Les défauts en sont évidents : à trop vouloir modéliser, on risque le schématisme, voire le simplisme, qui cherche à relier entre eux des combats qui ont peu à voir : le néo-zapatisme mexicain n'est-il pas plus qu'une partie du mouvement ouvrier, une partie de ce mouvement paysan dont l'auteur a écrit peu auparavant : « A l'automne 2008, un article paru dans *Wildcat* 82 (...) avait pour thèse centrale qu'il n'y avait plus aujourd'hui de "question paysanne" (...) (p. 25) » ? Et comment peut-on estimer une quelconque communauté de lutte entre les grèves des forçats de l'industrie dans les pays dits émergents avec le mouvement Occupy par exemple ?

La conclusion de l'auteur est que : « (...) pour la première fois dans l'histoire des gauches radicales, nous nous trouvons dans cette situation absurde d'un milieu intellectuel marxiste sans mouvement marxiste (p. 29). » Finalement, « qui marquera de son empreinte les conflits à

venir ? La classe moyenne mondiale qui, par crainte de son déclassement, se mobilise au niveau national ? Ou le prolétariat mondialisé d'où proviennent toutes les richesses et tout le pouvoir ? (...) Les gauches radicales doivent prendre parti par la discussion et l'action (p. 30).» Le XXIe siècle sera-t-il celui de la classe moyenne, se demandait déjà le n° 97 de *Wildcat* (voir *Echanges* n° 151, p. 63).

◆ Plusieurs articles sur des grèves ouvrières, parfois confondues avec des mouvements paysans ou de la basse classe moyenne (étudiants, enseignants, fonctionnaire,...), dans le monde illustrent cette analyse : EN CHINE (un récapitulatif de la situation des travailleurs depuis 1990, un changement dans la forme des luttes depuis 2011 en corrélation avec un changement dans la composition de la classe ouvrière d'origine plus urbanisée qu'auparavant), AU MEXIQUE ET AUX ETATS-UNIS (Occupy !, l'« autre campagne » des néo-zapatistes, « Yo soy 132 » des étudiants, les parents des 43 élèves-professeurs assassinés à Iguala, la lutte des migrants dans le sud des Etats-Unis, les soulèvements des vendeurs sur les marchés à San Salvador Atenco et des enseignants à Oaxaca en 2006, des ouvriers dans les maquiladoras, ces usines de sous-traitants implantées au nord du Mexique près de la frontière avec les Etats-Unis, les mouvements de protestation dans l'industrie automobile de chaque côté de la frontière entre les deux pays, les mouvements des travailleurs agricoles,...), EN AMÉRIQUE DU SUD (Bolivie, Equateur, Chili, Argentine, Brésil,...), EN AFRIQUE DU NORD (prolétarisation, vagues de grèves et émeutes en Tunisie et en Egypte), enfin EN AFRIQUE DU SUD (la classe ouvrière contre l'Etat de l'African National Congress).

Contacts : Wildcat, Postfach 80 10 43, 51010 Köln, Allemagne ;
versand@wildcat-www.de
www.wildcat-www.de
Version française du texte « La classe ouvrière mondiale » : http://www.wildcat-www.de/fr/fr_w98_wak.pdf

2015. Les divers mouvements contre les violences policières qui ont touché plusieurs villes des Etats-Unis en 2014 pourront-ils dépasser leurs limites territoriales ? En avril à Baltimore, en tous cas, des participants au mouvement de Ferguson (Missouri) étaient présents.

...et l'actuel mouvement ouvrier

◆ Cependant si ces manifestations contre les brutalités policières expriment un ras-le-bol général, elles ne se coordonnent pas encore avec l'actuel mouvement ouvrier pour un salaire horaire minimum de 15 dollars ; seul le syndicat des dockers du port d'Oakland appelant à manifester le 1er mai 2014 en faveur du minimum horaire reliait cette revendication aux protestations contre les exactions policières.

Aux Etats-Unis, comme partout dans le monde, la classe ouvrière n'attendant pas beaucoup des syndicats, il n'est pas rare de voir des manifestants pour le salaire minimum organiser des *die in* (gens qui s'allongent sur la chaussée) contre les bavures de la police en dehors de tout mot d'ordre syndical.

MURS

◆ **MISE A JOUR.** Dans le n° 148 d'*Echanges*, p. 3 (« Les parias à l'assaut de la forteresse Nord ») nous avions donné quelques précisions sur la construction de « murs » destinés à compléter les obstacles naturels et tenter d'empêcher les migrants de partout d'envahir les terres supposées prometteuses. La chasse mondiale aux « terroristes » non seulement fait disparaître médiatiquement les migrants mais décuple leurs problèmes en raison du renforcement des contrôles frontaliers. Ils peuvent même comme récemment avec la Turquie faire l'objet d'un marchandage combinant leur misère avec d'autres problèmes dont une partie est la cause de leur odyssée. Un recensement

Localisation ou nom	Pays finançant la construction
Mur de Bagdad	Irak
Botswana/Zimbabwe	Botswana et Zimbabwe
Brunei/Limbang	Brunei et Malaisie
Barrière de Ceuta	Espagne
Chine/Corée du Nord	Chine
Barrière de Melilla	Espagne
Inde/Bangladesh	Inde
Inde/Birmanie	Inde
Inde/Cachemire	Inde
Iran/Pakistan	Iran et Pakistan
Mur de séparation de Cisjordanie	Israël
Israël-Sinaï	Israël
Afrique du Sud/Mozambique	Afrique du Sud et Mozambique
Arabie saoudite/Yémen	Arabie saoudite et Yémen
Arabie saoudite/Irak	Arabie saoudite
Charm el-Cheikh	Égypte
Égypte/Gaza	Égypte
Grèce-Turquie	Grèce
Turkménistan/Ouzbékistan	Turkménistan et Ouzbékistan
Émirats arabes unis/Oman	Émirats arabes unis et Oman
États-Unis/Mexique	États-Unis d'Amérique
Ouzbékistan/Afghanistan	Ouzbékistan et Afghanistan
Mur des Sables	Maroc
Reticolo confinato	Italie
Barrage de Djibouti	France

difficile, car certains murs sont encore à l'état de projet quand d'autres ont été abandonnés subitement.

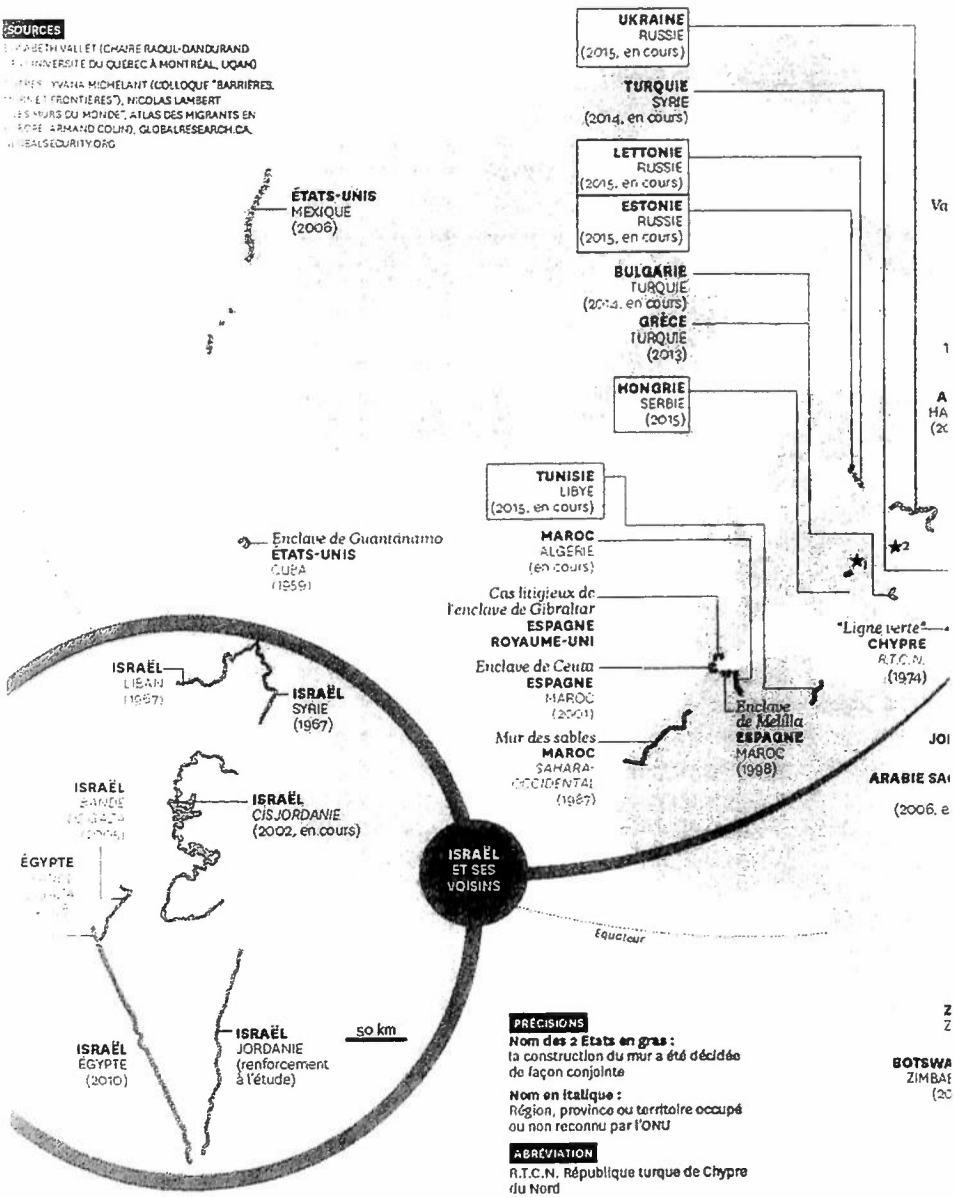
◆ **CARTE.** La carte des pages 41-42 a été réalisée par le cartographe du magazine *Courrier international,* Thierry Gauthé, à partir des données réactualisées fournies par Elisabeth Vallet, chercheuse à l'université du Québec à Montréal. Un entretien avec E. Vallet et la carte ont été publiés dans un numéro spécial de *Courrier international,* « Cinquante murs à abattre » (n° 1253 du 5 novembre 2014).

Date de construction	Longueur	Motivation de la construction
en construction	5 km	Pacification civile
2003	500 km	Anti-migration
2005	20 km	Anti-migration
2001	8 km	Anti-migration
2006	1 416 km	Anti-migration
1998	11 km	Anti-migration
en construction	3 268 km	Anti-migration
en construction	1 624 km	Antiterrorisme
2004	550 km	Antiterrorisme
en construction	700 km	Anti- drogue
en construction	703 km	Antiterrorisme
en construction	–	Anti-migration
1975	120 km	Anti-migration
2004	75 km	Anti-migration
2006	900 km	Antiterrorisme
2005	20 km	Antiterrorisme
2008	14 km	Antiterrorisme
depuis 2011	12 km	Anti-migration
2001	1 700 km	Anti-migration
en construction	410 km	Anti-migration
en construction	1 200 km	Anti-migration
2001	209 km	Anti-migration
1980-1987	2 000 km	Zone de conflit
1931-193?	270 km	Frontière Libye-Égypte, Sanusiyya
1966-1982	14 km	Anti-migration

Source Wikipédia

Murs, barrières ou clôtures érigés : — pour lutter principalement contre l'immigration — pour d'autres raisons : *terrorisme*, extension de conflits territoriaux, trafic, etc. ····· Mur, barrière discontinus

☆ Murs dont le projet a été annoncé, mais dont la construction n'a pas débuté : 1. Hongrie/Roumanie 2. Ukraine/Transdniestrie 3. Turqu 4. Arabie Saoudite/Jordanie 5. Oman/Yémen 6. Inde/Chine



ne, extension
tc

Mur, barrière ou clôture discontinus

e 2. Ukraine/Transdniestrie 3. Turquie/Iran

Enclave de Ceuta — *Localisation du mur ou nom de la frontière*
ESPAGNE — **Etat ayant décidé et financé la construction** *(voir précision)*
MAROC — État subissant le mur *(voir précision)*
(2001) — (Année du début de la construction quand elle est connue)

CHINE
CORÉE DU NORD
(2006)

Zone coréenne démilitarisée
CORÉE DU NORD
CORÉE DU SUD
(1953)

OUZBÉKISTAN
AFGHANISTAN
(2001)

Vallée de Ferghana
OUZBÉKISTAN
KIRGHIZISTAN
(1999)

KAZAKHSTAN
OUZBÉKISTAN
(2006)

OUZBÉKISTAN
TURKMÉNISTAN
(2001)

AZERBAÏDJAN
HAUT-KARABAK
(2011, en cours)

IRAN
IRAK

CHINE
R.A.S. DE HONG KONG

CHINE
R.A.S. DE MACAO

BRUNEI
MALAISIE
(2005)

INDE
BIRMANIE
(2003, en cours)

"Ligne de contrôle", Cachemire
INDE
PAKISTAN
(2004)

SINGAPOUR
MALAISIE

INDE
PAKISTAN
(années 80)

THAÏLANDE
MALAISIE
(2007, en cours)

PAKISTAN
AFGHANISTAN
(en cours)

BIRMANIE
BANGLADESH
(2014, en cours)

IRAN
AFGHANISTAN
(en cours)

IRAN
PAKISTAN
(en cours)

INDE
BANGLADESH
(2010, en cours)

"Ligne verte"
CHYPRE
R.T.C.N.
(1974)

ÉMIRATS ARABES UNIS
OMAN
(2005)

KOWEÏT
IRAK
(1993)

Enclave de Melilla
ESPAGNE
MAROC
(1998)

JORDANIE
IRAK

ARABIE SAOUDITE
IRAK
(2006, en cours)

Equateur

ARABIE SAOUDITE
ÉMIRATS ARABES UNIS
(2005)

ARABIE SAOUDITE
QATAR

ARABIE SAOUDITE
YEMEN
(2004, en cours)

KENYA
SOMALIE
(2015, en cours)

ZIMBABWE
ZAMBIE

BOTSWANA
ZIMBABWE
(2008)

Parc national Kruger
AFRIQUE DU SUD
MOZAMBIQUE
(1975)

AFRIQUE DU SUD
ZIMBABWE

idée

cupé

hypre

Situation en septembre 2015
Cette carte est une réactualisation de celle parue pour la première fois en novembre 2014 dans notre numéro spécial "Cinquante murs à abattre" (n°1253)

PORTUGAL
TOUT EST CALME SUR LE FRONT DE L'OUEST ? (II)

LES MOUVEMENTS SOCIAUX fonctionnent donc habituellement dans l'ombre des partis politiques et tendent à reproduire le discours et les fins stratégiques de ces derniers, en restant dans les limites de ce qui est acceptable au regard de leurs objectifs électoraux (par exemple, en s'abstenant d'enfreindre la loi et de défier l'autorité de l'Etat). Non seulement cela empêche ces mouvements d'être des espaces où se réinventent le discours et le répertoire politique, car habituellement ils finissent par dépérir, dès que s'amplifie le soupçon de leur manipulation par la bureaucratie d'un parti ; mais ensuite, ils laissent derrière eux, telles des coquilles vides, des noms, des logos et des porte-parole qui interviennent périodiquement dans les médias, chaque fois qu'un thème spécifique censé les concerner (le racisme, le sexisme, les licenciements, etc.) fait la « une ».

Contrairement à la plupart des autres pays en Europe, le Portugal n'a connu aucun mouvement étudiant depuis dix ans, en dépit de la constante dégradation du système éducatif, de la hausse des frais d'inscription et de l'intensification de la sélection sociale, de l'implication croissante des intérêts privés dans les universités publiques et la recherche scientifique, et dans un contexte de fort chômage des jeunes (quoique moins élevé qu'en Espagne ou en Grèce). Même la Confédération générale des travailleurs portugais, (CGTP), inféodée au Parti communiste (PCP), et qui demeure l'organisation la plus puissante en dehors de l'appareil de l'Etat (mais seulement en partie puisqu'elle touche des subventions considérables de la part de l'Union européenne et du gouvernement), qui est capable de rassembler plus de deux cent mille personnes dans des manifestations disciplinées et très bien mises en scène, perd constamment des adhérents et ne demeure forte que dans le secteur public, puisque la désindustrialisation a mis à la retraite la majeure partie des militants ouvriers.

Il va sans dire que ces mouvements sociaux ne tendent pas seulement à se concentrer sur le court terme – en s'opposant à telle ou telle mesure prise par le gouvernement du moment et en conservant une posture défensive, qui consiste essentiellement à s'accrocher à ce qu'on avait précédemment dénoncé comme inacceptable et contre quoi on avait lutté en vain – puisqu'ils fonctionnent dans un cadre conceptuel qui pose la nation comme l'espace naturel de la lutte politique et l'Etat comme le but ultime et l'instrument principal

La première partie de ce texte est parue dans *Echanges* n° 152 (été 2015), p. 23

de la transformation de la société. Ce panorama politique inclut également certains groupes anarchistes et la scène habituelle de la théorie critique et/ou de la théorie artistique alternative, qui se tiennent très à l'écart de tout ce qui se passe, et en sont réduits à une posture autoréférentielle qui correspond à l'attitude défensive de la gauche. Tout le monde jouait son rôle lorsque quelque chose d'entièrement nouveau fit irruption.

Les choses commencèrent à changer lorsque de plus en plus de gens descendirent dans la rue, poussés par d'anciens désirs et l'impérieuse nécessité. Rappelons que les politiques d'austérité et les luttes anti-austérité étaient toutes deux antérieures au Mémorandum signé avec la Troïka *[Fonds monéaire international-Banque centrale européenne-Commission européenne]* en mai 2011, succédant à trois programmes de « stabilité et de croissance » qui avaient échoué à atteindre un quelconque équilibre budgétaire au cours de l'année précédente, mais s'étaient heurtés à une grève générale en novembre 2010 et à de très grosses manifestations nationales en mars 2011. Dès le début, ce mouvement de rue contre la dévaluation interne fut confronté à une série de choix que l'on peut résumer grossièrement ainsi :

a) reproduire le cadre institutionnel et la logique de l'Etat-nation, adopter des stratégies, des buts et des discours compatibles avec le monde de la politique classique qui sépare les représentants et les représentés, apparaître sous les traits respectables d'une société civile inquiète et désireuse d'améliorer et d'approfondir le processus démocratique, critiquer l'austérité en tant que stratégie politique « erronée » affectant les perspectives de croissance et l'« intérêt national », exiger une « vie normale » exempte de précarité et défendre l'Etat providence ; ou

b) mettre en cause l'ordre établi en rendant le pays ingouvernable, s'auto-organiser de manière horizontale et informelle, élaborer un récit autonome de la crise et une imagerie politique contre la nation et en-dehors de l'Europe, resserrer les relations sociales de solidarité et de partage, réinventer la vie quotidienne à chaque étape de la lutte, chercher à sortir du XXe siècle.

Il va de soi qu'aucune frontière visible ne séparait les gens qui choisissaient l'une ou l'autre de ces solutions (et certains, peut-être même la plupart, ne ressentirent jamais le besoin de choisir), lesquelles pouvaient cohabiter dans la même manifestation, s'opposer à la répression de l'Etat et se soutenir mutuellement dans les situations difficiles, mais la coexistence fut toujours fragile et difficile à maintenir, particulièrement parce que la première option conduisait habituellement des porte-parole des manifestants à apparaître à la télévision nationale, alors que la seconde option entraînait souvent la répression policière et judiciaire, la diabolisation par les médias, avec tous les problèmes qui surviennent lorsqu'on cherche à s'organiser de façon nouvelle et différente.

En outre, tandis que ceux qui optaient pour la solution b) étaient en général minoritaires et apprenaient à se connaître, il y avait toujours pléthore de groupes politiques militants prêts

à entrer en lice pour devenir les « leaders révolutionnaires » du mouvement, et profusion d'individus enthousiastes aspirant à leur quart d'heure de célébrité aux informations de 20 heures. Le fait que Lisbonne (environ 2 millions d'habitants) et Porto (environ 1,5 million d'habitants) soient toutes deux beaucoup plus petites que Madrid ou Athènes, et que leurs centres-villes n'aient pas la densité qui caractérise Barcelone, par exemple, contribue également à expliquer les difficultés matérielles et logistiques rencontrées par ce mouvement pour jeter des bases plus solides entre les épisodes de mobilisation de masse.

A mesure que le mouvement mûrissait, et qu'on prenait l'habitude de la désobéissance et de l'illégalité dans les manifestations et les grèves générales, et alors que le gouvernement se révélait incapable de gérer le mécontentement et de maintenir les apparences de la normalité et de la paix sociale sur lesquelles se basait sa stratégie (on peut la résumer par une phrase, répétée sans cesse comme un mantra, « le Portugal n'est pas la Grèce »), les candidats prêts à s'exprimer au nom des protestataires se faisaient rares.

Cette situation perdura jusqu'à ce que le désordre dans la rue et la forme « inorganique » de la contestation deviennent insupportables pour la gauche, dont les militants s'unirent pour former une sorte de gouvernement du mouvement qui, en même temps, se présentait comme un groupe horizontal composé de citoyens lambda, *Que se lixe a Troika !* (QSLT, « Que la Troïka aille se faire foutre ! ») Excluant à la fois les groupes de militants politiques plus réduits et ceux qu'ils appelaient « anarchistes » d'un ton dédaigneux parce qu'ils contestaient le rôle de l'autorité et des représentants à l'intérieur du mouvement, QSLT appela à une grande manifestation contre l'autorité le 15 septembre, profitant de l'annonce par le gouvernement deux jours auparavant du transfert le plus flagrant de revenu du travail vers le capital (en changeant le mode de contribution au système de sécurité sociale).

Le décor était littéralement planté pour que les manifestations n'aient pas seulement lieu à une heure donnée mais pour qu'elles se terminent également à une heure prédéterminée, en général après le discours des « organisateurs de la manifestation » et après leurs interviews dans les médias. C'est alors que les syndicats proches du PCP se joignirent à ce qu'ils avaient jusque-là rejeté comme « contestation inorganique ».

Si la bonne volonté et la sincérité des gens impliqués dans QSLT ne font pas de doute, il est difficile de ne pas voir dans leurs efforts et dans leurs choix certains des éléments les plus déterminants qui expliquent pourquoi la contestation anti austérité atteignit son apogée (le 2 mars 2013, on estime que près d'un million de personnes ont défilé à Lisbonne) et commença ensuite à décliner immédiatement, au point qu'il est désormais difficile de se souvenir qu'elle a eu lieu. D'une part, QSLT bénéficia un certain temps d'une couverture télévisuelle inédite, ce qui – dans un pays où le taux d'illettrisme est relativement élevé, rend son influence particulièrement visible – se tra-

duisit par un nombre croissant (beaucoup plus important) de personnes descendant dans la rue. Mais cela s'accompagna de la dénonciation et de la mise à distance de toute action illégale et de tout heurt entre la police et les manifestants (tant dans les manifestations organisées par QSLT que dans celles qui résultaient d'appels anonymes sur les réseaux sociaux, par exemple lors des deux sièges du parlement en octobre 2012), de manière à apparaître comme un acteur constructif au sein du processus démocratique.

En même temps, QSLT gardait soigneusement secrets les liens politiques qu'il entretenait avec les partis gauchistes, à la fois en ce qui concerne l'affiliation de plusieurs de leurs membres et en ce qui concerne le soutien logistique qu'ils lui apportaient (notamment des estrades et une sonorisation puissante, capable de noyer tout autre discours spontané). La culture de la compétition qui caractérise la gauche ne tarda pas à se matérialiser pendant les réunions de QSLT, et aboutit à des accusations réciproques de récupération de la part des militants des deux partis. L'équilibre interne de la plateforme commença à se rompre à mesure que les médias prenaient conscience de l'étendue de sa dépendance envers les partis de la gauche, et s'empressa de le révéler. La participation assumée de plusieurs de ses membres à des campagnes électorales, en tant que candidats de l'un ou de l'autre parti, en vue d'élections aux municipales et au Parlement européen ne rendit ce phénomène que plus flagrant.

Tandis que tout ceci se déroulait rapidement, l'intensité croissante de la contestation aboutit à une grève générale particulièrement combative le 14 novembre 2012, au cours de laquelle les heurts avec la police devant le parlement durèrent plusieurs heures et culminèrent dans une charge massive de la police anti émeutes qui balaya la place et les rues adjacentes, laissant derrière elle une traînée de blessés et se heurtant à une masse de barricades en feu. Plusieurs personnes furent arrêtées dans des conditions que même l'IGAI (la police des polices) qualifia d'« illégalité flagrante ». Les jours suivants furent consacrés à une gigantesque campagne politique dans les médias, y compris l'usage par la police de séquences filmées des manifestations, ainsi que de plusieurs menaces d'assignation à résidence contre ce que la classe politique et l'opinion publique s'accordaient à décrire comme des « professionnels du désordre », c'est-à-dire les militants anarchistes entretenant des liens internationaux avec une hydre révolutionnaire imaginaire qui se manifeste périodiquement par des vagues de destruction des centres-villes.

CECI ALIMENTA UNE PARANOÏA généralisée qui ôta toute initiative aux milliers de personnes qui contestaient depuis des mois le monopole de la violence de l'Etat pour l'offrir à ceux qui souhaitaient des manifestations pacifiques et disciplinées visant à faire tomber le gouvernement : en exigeant des élections qui permettraient, disait-on, de lutter par la voie des urnes.

On n'a pas suffisamment parlé des conséquences à long terme de cette réduction de la politique et de l'histoire au domaine des choix institutionnels, mais il est évident qu'à partir du moment où les perspectives du mouvement étaient de renverser le gouvernement et échouaient à le faire (puisque le scénario exige une majorité absolue au Parlement et le ferme soutien du président de la République), la plupart des gens commencèrent à se sentir impuissants et cessèrent de croire que leurs actions et leur mobilisation puissent avoir le moindre résultat concret. Les limites de ce système alliant la politique classique à la contestation dans la rue se manifestèrent

encore plus clairement lorsque, un an plus tard, la CGTP appela à une manifestation qui arriverait du sud et traverserait le pont sur le fleuve à Lisbonne. Le gouvernement s'empressa de la déclarer illégale pour des raisons de sécurité et, à son tour, la CGTP s'empressa d'en faire un geste symbolique, traversant le pont en bus et démarrant la manifestation à Lisbonne. Le mouvement contre l'austérité était désormais officiellement mort, et les manifestations suivantes prouvèrent seulement que l'ordre régnait à Lisbonne (et à Porto, à Coimbra et à Faro). La politique était redevenue ce qu'on lit dans les journaux ou qu'on regarde à la télévision, au lieu d'être l'expérience partagée de la contestation de l'ordre existant et une tentative de penser et d'agir autrement. Une fois la lutte épuisée, lutter par la voie des urnes devint un scénario viable et contribuer à renforcer solidement la gauche au parlement devint la seule possibilité. Nous continuons à danser sur place au son de cette marche funéraire. Reposez en paix.

Une brève épitaphe

Tout ceci a fait le lit de notre situation actuelle. Depuis que les urnes se présentent comme le seul moyen de changer quelque chose dans une situation qui l'exige, le sentiment d'urgence né des effets de l'austérité aboutit à préférer la recherche d'une gauche capable de gouverner et de rompre l'alternance traditionnelle entre le centre-droit et le centre-gauche. Privée de l'élan qui a propulsé Podemos hors de la rue et l'a poussé au cœur de la politique espagnole, ou privée de la capacité de Syriza à s'adresser à la fois à la rue et aux marchés, tout en visant la fin de l'austérité au sein de l'Euro zone, la gauche portugaise s'enferme dans l'illusion qui veut que la souveraineté nationale soit l'espace le plus adapté pour résister au néolibéralisme, puisqu'il est au moins formellement démocratique, contrairement à la nature autoritaire et technocratique de l'intégration européenne. A cet égard, le Bloc des Gauches (fondé sur une plate-forme de la gauche européaniste) s'est visiblement rapproché des positions du PCP (eurosceptique depuis le commencement, même s'il a mis fin à sa campagne contre l'appartenance à l'UE à la fin des années 1990), et les deux partis défendent désormais une sortie négociée de l'Euro zone comme préalable à une politique économique vaguement keynésienne et développementaliste, susceptible de créer de l'emploi et suffisamment de croissance du PIB pour investir dans un système de protection sociale. Les évolutions récentes des négociations entre le gouvernement grec et l'« Euro groupe » donnent à cette perspective une impulsion supplémentaire et convainc beaucoup de gens indécis qu'un rejet de l'austérité aboutirait inévitablement à un « Portugexit ». Cela s'accompagne de plusieurs manifestations préoccupantes d'un nationalisme de gauche (que l'on dit généralement « patriotique » afin d'éviter un terme aussi déplaisant) et de toute une rhétorique sur « l'impérialisme allemand » (qui va parfois jusqu'à parler d'« impérialisme de l'Europe du Nord ») qui vont persister, comme le suggère la dernière affiche placardée dans tout le pays par le Bloc des Gauches, montrant (avec un mauvais goût politique glaçant) une photo du Premier ministre portugais aux côtés d'une Angela Merkel approbatrice et surmontée d'une phrase en allemand (incorrect apparemment) : « Eine Regierung die Deutscher als die Deutscher ist » (« Un gouvernement plus allemand que le gouvernement allemand »).

Aucun des candidats dont le but est de gouverner le pays ne daigne expliquer comment une sortie de l'Euro zone pourrait se traduire à court terme par autre chose qu'une

austérité accrue, repoussant aux calendes grecques la possibilité très aléatoire de l'amélioration du niveau de vie. Cependant, on ne peut négliger l'espoir, qui semble très fort, de capitaliser sur le désespoir généralisé. Et puisque les institutions européennes semblent s'ingénier à manifester leur plus profond mépris à l'égard des choix démocratiques des pays de la périphérie, l'orgueil national et l'appauvrissement de la société semblent concorder avec le récit politique de la gauche. Il ne faut pas attendre grand-chose des élections du 4 octobre 2015. Puisque le Parti Socialiste (PS) est dans l'opposition depuis quatre ans – et critique ouvertement plusieurs mesures prises par le gouvernement tout en refusant d'expliquer comment il agirait différemment dans l'Eurozone (qu'il est impensable de quitter, puisque le PS est de loin le plus enthousiaste des partis pro-européens portugais et a habilement lié le projet d'intégration européenne à la stabilisation du régime démocratique) – il peut désormais se présenter comme une alternative à la coalition de droite, et à son projet d'« austérité intelligente » visant à faire décoller la demande domestique en mêlant des allègements d'impôt à une utilisation plus efficace des fonds européens. Le PCP devrait bien s'en sortir, bien qu'il soit loin de devenir l'équivalent portugais de Syriza (il a obtenu 12% de voix supplémentaires dans les élections parlementaires européennes l'an dernier). Le Bloc des Gauches a subi plusieurs scissions ces dernières années et sera probablement écrasé au profit de ce qu'il est convenu d'appeler le « vote utile », qui montre que les électeurs sympathisants de la gauche préfèrent voter PS plutôt que prendre le risque d'une victoire de la droite. Plusieurs autres partis qui se présenteront pour la première fois échoueront probablement à obtenir le moindre siège. La seule bonne nouvelle dans ce domaine est que l'extrême droite portugaise demeure très faible et n'a pas gagné un seul siège, contrairement à ce qui se passe en Grèce (et dans plusieurs autres pays européens). Puisque la coalition au gouvernement fait une campagne basée sur la nécessité de combiner discipline fiscale et budgétaire en se préoccupant de la pauvreté et des inégalités sociales, le résultat probable des élections sera un gouvernement qui poursuivra la dévaluation interne et le contrôle social néolibéral, tandis qu'une opposition de gauche regagnera ce qu'elle avait perdu lors des élections précédentes pour le reperdre lors des élections suivantes, réalisant ainsi la quadrature du cercle. La nature catastrophique de la situation crève les yeux : il n'existe plus de souveraineté permettant de prendre des décisions susceptibles d'avoir un effet sur la vie des gens, à moins que les gens n'acceptent de vivre dans de bien pires conditions matérielles, ce qui ferait de l'austérité, plus ou moins dure, le seul programme dont dispose un gouvernement au niveau national. Et jusqu'à l'avènement d'un mouvement transnational de lutte contre cet état de choses, il nous reste la fiction des élections nationales pour nous doter d'institutions nationales qui ne peuvent rien faire d'autre qu'appliquer le même programme, puis mâter et punir tous ceux qui résistent. Ce travail est en cours dans le laboratoire néolibéral de l'Europe du Sud, mais cela mis à part, tout est calme sur le front de l'Ouest.

R. N.

(traduit de l'anglais par A. G.)

LES CHEMINOTS

À L'HEURE DE LA

PRIVATISATION TOTALE

Il y a chez tous les défenseurs des services publics cette idée qu'il serait possible par la lutte de revenir au temps des nationalisations, à la bonne société capitaliste et ses plans de développement économique initiés par l'Etat. Mais l'époque du socialisme d'Etat dans un seul pays, c'est-à-dire dans les frontières nationales, est tombée avec l'arrivée en 1981 de la gauche au pouvoir et son programme commun de nationalisations. La bourgeoisie avait choisie l'Europe comme champ de son expansion, le capitalisme international venant de procéder au retournement monétariste de 1979, c'est-à-dire à la contraction de la masse monétaire pour juguler l'inflation qui rongeait le capital financier.

La fin du socialisme d'Etat avait sonné, le capitalisme devait désormais nettoyer ses écuries et dégager le terrain en procédant à l'élimination à grande échelle des productions obsolètes à l'échelle de la planète. Tout le secteur public mangeur de plus-value fut accusé de tous les maux, l'Etat ne devait plus suppléer aux déficits récurrents du secteur public et il fallait liquider l'Etat-providence.

L'OCDE, cet organisme du capitalisme collectif, va donner le ton (attaque contre le temps de travail, les salaires, les retraites, le système de santé ...) dans les centres historiques du capitalisme.

Le capitalisme avait prononcé sa sentence, et prétendait être la fin de l'histoire, et rien ne pouvait plus lui succéder. Le « communisme » s'était effondré laissant le champ libre aux privatisations, c'est-à-dire aux liquidations d'industries entières, à l'Est comme à l'Ouest. Ce fut la politique dite des trois D (Désintermédiation, Décloisonnement, Déréglementation) des années 1980-1990, toujours efficiente actuellement mais avec cette caractéristique qu'il faudrait y ajouter un quatrième D : la Dématérialisation.

C'est dans ce contexte instable que le démantèlement de la SNCF a commencé dans le sens d'une européanisation des réseaux ; c'est ainsi qu'en 2009 le système de signalisation et de gestion du trafic ferroviaire est devenu le même pour tout le réseau européen.

La séparation des infrastructures d'avec la gestion, ayant pour conséquence l'éclatement de la SNCF en deux sociétés distinctes ; la création du Réseau Ferré de France (RFF) pour les infrastructures et la SNCF pour l'exploitation. RFF hérite de la dette SNCF et donc de celle de l'Etat qui est mise en cou-

Série de directives européennes sous le nom de « paquet »

Les différentes réformes du ferroviaire :

◆ **15 mars 2003 :** le transport du fret ferroviaire transeuropéen est ouvert à toutes les entreprises à travers l'Union européenne.

◆ **13 juin 2005 :** le premier train privé de marchandises circule en France.

◆ **31 mars 2006 :** le trafic intérieur du fret s'ouvre totalement à la concurrence dans toute l'Union européenne. Eurostar avec la Grande-Bretagne, Thalys avec les Pays-Bas, Lyria avec la Suisse, Alleo avec l'Allemagne et Elipsos avec l'Espagne.

◆ **8 décembre 2009 :** une loi définit et régule l'organisation du transport ferroviaire. L'État crée l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF), qui veille de façon indépendante au respect de la libre concurrence.

◆ **13 décembre 2009 :** le transport international de voyageurs s'ouvre à la concurrence.

---

veuse dans l'EPIC RFF. A la suite d'importants problèmes de gestion des deux entités et de l'intervention des syndicats il est procédé à une mascarade de regroupement des deux entités en trois EPIC (1)

La loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) avait créé l'EPIC SNCF en 1983. Puis RFF avait été créé en 1997.

La loi du 4 août 2014 a remodelé le groupe public ferroviaire, aujourd'hui constitué de 3 EPIC : EPIC SNCF, EPIC SNCF Mobilités, EPIC SNCF Réseau sous le vocable de SNCF Réseau en date du 1er janvier 2015.

◆ A la tête de ce groupe public ferroviaire, un nouvel EPIC, SNCF, assure le contrôle et le pilotage stratégiques, la cohérence économique, l'intégration industrielle et l'unité sociale de l'ensemble. SNCF Réseau et SNCF Mobilités sont liés dans ce même ensemble pour que l'entretien de l'infrastructure et la gestion des circulations prennent en compte les contraintes de l'exploitation des services de transport ferroviaire.

◆ SNCF Réseau regroupe les fonctions de gestionnaire d'infrastructures du réseau ferré national, jusqu'alors réparties entre Réseau Ferré de France et SNCF Infra et la Direction de la voie ferroviaire (DCF).

◆ SNCF Mobilités assure l'ensemble des activités d'exploitation des services de transport ferroviaire qui étaient celles de « l'opérateur historique » SNCF.

Tout cela dans une situation très évolutive et instable pour le transport ferroviaire européen ; voir la déclaration de Siim Kallas, vice-président de la Commission européenne, lors de la présentation du quatrième paquet de directives de la CEE :

« Les chemins de fer européens se rapprochent d'un carrefour majeur. Face à la stagnation ou au déclin de nombreux réseaux ferrés d'Europe, l'alternative est simple. Soit nous prenons les décisions difficiles qui sont nécessaires pour restructurer le secteur ferroviaire européen et promouvoir l'innovation et l'offre de services de meilleure qualité, et le rail retrouvera alors la voie de la croissance, pour le plus grand bénéfice des citoyens, des entreprises et de l'environnement. Soit nous empruntons l'autre chemin, qui

(1) Un EPIC (établissement public à caractère industriel ou commercial) est une entreprise publique chargée de la gestion d'une activité de service public industriel et commercial. Exemples : la RATP, la Comédie Française, la Cité de la musique, l'Economat des armées, l'Ifremer, l'INA, l'Agence nationale des déchets radioactifs (Andra), le Commisariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, l'Office national des forêts...

consiste à se résigner à un glissement irréversible vers une Europe dans laquelle les chemins de fer ne seront plus qu'un jouet de luxe pour quelques Etats prospères, hors de portée de la plupart des autres eu égard à la raréfaction des financements publics. »

Nouvelle convention collective et statut des cheminots

Le gouvernement veut maintenant avancer vite sur la question de la convention collective nationale et compte régler l'affaire avant fin 2016. Il ne faut surtout pas perdre de vue dans cette réforme du ferroviaire que l'objectif vise à l'intégration du ferroviaire au niveau européen. Guillaume Pepy, PDG de la SNCF, avait même proposé fin 2010 de discuter d'une convention collective européenne, avec l'argumentation suivante:

« Si on ouvre à la concurrence en 2015, et que des "Ryantrain" viennent s'installer, ce ne sera pas une concurrence entre les services, mais entre les statuts sociaux. Il ne doit pas y avoir de règles différentes de temps de travail entre des conducteurs SNCF et d'autres. » Aujourd'hui, c'est le cas dans le fret. « Je ne dis pas qu'il faille aligner tous les cheminots ou les décranter. Je dis qu'il faut discuter », affirme le PDG.

Du point de vue des rapports de forces futurs, une convention unique à l'échelle européenne serait préférable, seulement elle serait a minima et négociée avec la centrale européenne syndicale (CES), dont nous savons qu'elle n'est là que pour accompagner les réformes du système contre les intérêts des salariés. La proposition de Pepy n'est pas évacuée et il n'est pas impossible que la convention collective nationale (CCN) du ferroviaire de France serve de base à une convention européenne.

Pour le moment, seul le projet de périmètre de la CCN a été négocié.

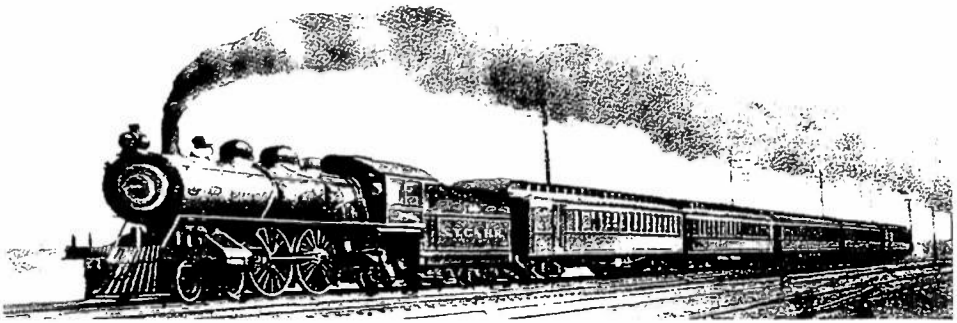
La première phase qui consistait à déterminer le champ d'application (qui définit quels salariés et quelles entreprises sont concernés par cette CCN) est terminée. Ont signé le texte proposé par l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP) : la CFDT, l'UNSA et la CFTC. Ces trois syndicats totalisent plus de 30 % des suffrages exprimés dans la branche ferroviaire lors des élections professionnelles, ce qui valide le texte sauf opposition des organisations syndicales qui représentent au moins 50 % sur le champ d'application de la convention collective ferroviaire. Les négociations se poursuivent désormais sur les dispositions générales.

Le contrat de travail.

L'organisation du travail sera abordée à partir de l'automne 2015.

(à suivre)

Gérard Bad



La particularité grecque

◆ Un article, « La gauche au pouvoir. Espoir de changements parlementaires », et un entretien avec deux membres du collectif Skya reviennent sur la situation en Grèce dans le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat*. Deux textes qui se distinguent du tout-venant en ne s'attardant pas sur les divergences idéologiques entre pureté théorique d'une gauche qui se refuse à l'exercice du pouvoir et compromission d'une gauche qui veut croire aux vertus du pouvoir politique, comme il est d'usage depuis la victoire électorale du parti Syriza. Syriza est critiqué ici pour son action, justement mise en perspective avec son discours, et l'absence d'une puissante contestation de la rue. A rebours des discours convenus le problème de la Grèce n'est pas dans son endettement mais dans sa particularité en Europe : contrairement à la majorité des membres de l'Europe actuelle, la Grèce qui sortait de la dictature des colonels (1967-1974) n'a pas pris, dans les années 1980, le virage libéral mais a, au contraire, voulu renouer avec la vieille politique économique keynésienne (augmentation des retraites et des salaires, travaux publics, etc.) qui a conduit l'Etat à la faillite et dès les années 1987 à 1999, l'a contraint à se soumettre aux exigences de deux plans de sauvetage financier européens. Les libéraux n'avaient aucun plan de sortie de crise et n'ont fait que gérer la dette d'autant que tout un chacun y croquait ; il est revenu à Syriza d'appliquer les mesures libérales qu'exige le capital, garantir une productivité et une compétitivité accrues des entreprises grecques, malgré la corruption persistante, en favorisant une plus grande exploitation de la force de travail où les migrants, entre autres, servent de moyen de pression aussi bien à l'intérieur des frontières que dans le marchandage opposant le gouvernement grec à ses créditeurs.

◆ L'entretien avec deux membres du collectif Skya prolonge cette analyse : ce collectif rassemble diverses personnes, par l'origine sociale et les idées, qui ne prétendent pas juger Syriza autrement que sur ce que ce gouvernement ne réalise pas contre l'emprise croissante du capitalisme sur un pays resté jusque-là légèrement à l'écart de l'Europe moderne. Skya, un groupe d'une quinzaine de membres, tient chaque semaine sa réunion ouverte à tous et édite un journal deux fois par an qu'il répartit dans le mouvement de lutte, cette « communauté de lutte » qu'il tente d'impulser.

Au-delà de Podemos

◆ Dans *CQFD* n° 137 (novembre 2015), une série de textes sur l'Espagne autour du thème « Au-delà de Podemos, le pari municipaliste », notamment « les assemblées ouvertes de la PAH de Vallecas ».

Roumains en grève en Allemagne

◆ A la fin de l'article sur le « Mall of Shame » paru dans le n° 97 de la revue allemande *Wildcat*, quelques lignes évoquaient une lutte de travailleurs roumains dans les chantiers navals Meyer à Papenburg en mars 2014 pour obtenir le paiement de leurs salaires (voir *Echanges* n° 151, p. 25). Un courrier de lecteur apporte quelques précisions sur ce mouvement dans le n° 98 (été 2015). Ce lecteur, « habitant du coin », sans contact direct avec les travailleurs concernés selon ses dires, va à l'encontre d'une mésinterprétation ayant

Dans « Critique sociale » : réfugiés, Grèce, écologie, « Démocratie communiste »

Comme de coutume la revue *Critique sociale*, se réclamant fièrement de Rosa Luxemburg, se divise en deux parties « Actualité » et « Histoire et théorie ».

◆ Dans son n° 36 (septembre-octobre 2015), le lecteur trouvera le texte d'un tract distribué en septembre, « L'Europe doit accueillir les réfugiés ! », d'un deuxième tract, distribué à la manifestation du 2 juillet à Paris, « En Grèce et ailleurs, combattons l'austérité capitaliste ! », et un article, toujours à propos de la Grèce, qui annonce l'échec programmé du parti souverainiste Syriza, pour la partie « Actualité ». En ce qui concerne la partie « Histoire et théorie », *Critique sociale* fête le centenaire de la Conférence de Zimmerwald (5-8 septembre 1915), reproduit une fois encore le discours contre la guerre de Karl Liebknecht en juillet 1914 (voir *Echanges* n° 150, p. 69) et des extraits des deux premiers chapitres de *La Question nationale et l'autonomie* (éd. Le Temps des Cerises, 2001), ouvrage écrit en polonais par Rosa Luxemburg en 1908-1909.

◆ Dans son n° 37 (novembre-décembre 2015), la partie « Actualité » consiste en la reproduction d'un tract, « Le changement climatique ne s'arrêtera pas aux frontières », qui réaffirme : « Pour vraiment changer les choses en matière d'écologie, il faut sortir du mode de production capitaliste (...) », et d'une « Tribune : Contre tout chauvinisme et germanophobie. Pour une déconstruction internationaliste du "miracle économique allemand" » où *Critique sociale* rappelle « qu'un travailleur français a davantage de points communs avec un travailleur allemand qu'avec un capitaliste français ». Pour « Histoire et théorie », Démocratie Communiste (luxemburgiste) se présente dans un article intitulé « Pour le communisme démocratique » et donne une adresse de contact : démocratiecommuniste.org ; enfin, trois témoignages de participants au mouvement de novembre-décembre 1995, d'un cheminot, d'un étudiant et d'un enseignant closent ce numéro.

Contacts : www.critique-sociale.info et contact@critique-sociale.info

pu faire croire qu'ils avaient fait grève pour avoir plus de travail alors qu'ils ne demandaient que le paiement des heures supplémentaires déjà effectuées.

Grande-Bretagne, 2042

◆ *Life and Death in Britain in 2042 [that is to say everywhere]* : « Many features of yesteryear still existed. For example football matches were still being played. But the professional stuff was very rough indeed.

Over the years, the violence had increased . (...) Life in 2042 was no joke. London was a town of 20 million people. It was a town designed for cars. Large avenues had been set up. » Un texte en anglais envoyé par m.prigent2015@outlook.com.Pour lire la suite, lui demander, ou à echanges.mouvement@laposte.net

Travailler en Allemagne

◆ Sous le titre « L'Europe travaille en Allemagne », repris d'une brochure de propagande nazie parue en 1943 pour la mobilisation des forces de travail étrangères, la revue allemande *Wildcat* se penche, dans son n° 98 (été 2015), sur la situation des travailleurs dans une Allemagne en pleine

croissance économique divisés entre un petit noyau protégé (CDI, primes,...) et un vaste précariat (CDD, intérim, contrats temporaires de toutes sortes,...). Comme sous l'Etat nazi, on retrouve aujourd'hui en Allemagne un prolétariat non qualifié sous-payé comprenant de nombreux migrants. Et ce ne sont pas les grèves récentes qui vont changer la donne : les conducteurs de trains en 2008, par exemple, ont montré que les grèves étaient avant tout le fait d'une partie de la classe ouvrière privilégiée sur la défensive, embrigadée dans des syndicats ne se préoccupant que de préserver leurs propres avantages. « Seul un mouvement ouvrier uni, opposé à la logique d'une politique social-démocrate et syndicaliste, pourra rompre avec l'état de forte dépolitisation, "normalisée", en République fédérale allemande. L'actuelle vague de grèves ne manifeste pas encore un tel affranchissement (p. 33). »

Air France

◆ « Réflexions sur le tarmac d'Air France » dans *Courant alternatif* n° 254 (novembre 2015).

Ukraine

◆ La classe ouvrière ukrainienne aurait-elle pu mettre un coup d'arrêt à la guerre civile qui embrase le bassin minier du Donbass ? La question avait été posée dans le n° 97 de la revue allemande *Wildcat* avec réponse positive ; le même auteur fait amende honorable dans le n°98 (été 2015) en mitigeant son analyse : « Délire dans le Donbass. Les ouvriers ne doivent entrer dans aucune coalition ! ». Une critique du nationalisme des partis de gauche, jusqu'aux anarchistes d'Avtonomia Opir (Résistance autonome) qui se réclament à la fois de Nestor Makhno (1889-1934) et de Stepan Bandera (1909-1959). Des anarchistes qui appartiennent aux milieux académiques et intellectuels totalement étrangers à la classe ouvrière. Tous ces partis de gauche préconisent de combattre d'abord contre Moscou, puis contre les oligarques ukrainiens ; une erreur selon l'auteur, Moscou n'étant pas aussi dangereux que les Etats-Unis pour l'Ukraine ni que les oligarques plus dangereux encore (p. 81). Le 12 avril 2015, 5000 mineurs du Donbass ont manifesté à Kiev pour obtenir leurs arriérés de salaire ; ce même mois d'avril, plusieurs protestations à l'Ouest ont eu lieu contre les coupes budgétaires dans le service public. La guerre n'impliquant pour le moment (cet article a été rédigé à l'été 2015) qu'une minorité, ces deux mouvement réussiront-ils à s'unir pour y mettre fin ?

Répression syndicale

◆ *La Lettre de Sud Education Aquitaine* n°57 : « Onze années de répression syndicale par la hiérarchie de l'Education nationale », un exemple d'acharnement contre un militant syndical non conforme (26 rue Paul-Mamert, 33800 Bordeaux, sudeducaqui@wnadoo.fr).

Avec EDF, un pas de plus dans la société numérique

◆ « Linky, c'est ce mouchard électronique qui remplacera votre compteur électrique à partir de 2015, pour contrôler en permanence la consommation de vos appareils, et connaître ainsi votre activité domestique. Il y a des nuisances sanitaires (champs électromagnétiques), des gens les dénoncent (Next Up Organisation, Robin des Toits, la journaliste Annie Lobé).Il y a surtout un progrès dans l'emprise techno-totalitaire, avec en ligne de mire l'habitat-machine intégré dans la cité-machine pilotée par la "machine à gouverner". (...) Nous avons constaté que le "laboratoire grenoblois", cet

Migrants, migrations

◆ Sur les migrants divers : dans *Alternative libertaire* (BP 295 ,75921, Paris cedex 19) « Migrants, Migrations, réfugiés », et dans *Courant alternatif* (OCL, c/o Egregore, BP 81213, 51058 Reims Cedex, oclibertaire@hotmail.com) n° 253 (octobre 2015) « Une chance pour le capitalisme en Europe », « externaliser la demande d'asile, la politique des camps », « Les barrières de protection sont autant un univers de la honte » ; dans *CQFD* n° 136 (octobre 2015) : « tragédies syriennes, révolution volée et exil ».

◆ La *Voix des Sans-papiers, Bulletin du mouvement des collectifs de lutte autonome* n° 13 (septembre 2015). voix.sans.papiers@gmail.com
http://lavoixdessanspapiers.eu.org

◆ Un entretien avec un camarade actif dans une ville moyenne du Nord de l'Allemagne impliqué dans la Willkommensinitiative (Initiative Bienvenue) en direction des migrants, dans le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat,* rappelle que la vague migratoire actuelle pose la question de la résurgence d'emplois non qualifiés sous-payés effectués par des migrants. L'Initiative Bienvenue ne remplace pas les services sociaux, bien qu'elle comprenne des représentants de la municipalité et des organismes sociaux ; aux côtés d'individus ou de groupes issus des milieux alternatifs, de la culture underground, des antifascistes, etc. Un mélange institutionnel et citoyen composé pour les deux tiers d'étudiants, un tiers de non-travailleurs (retraités, pensionnés de toutes sortes) et quelques chômeurs ; aucun travailleur. Ce qui explique sans doute que la solidarité dans ce regroupement, si elle existe avec les migrants, est inexistante avec la pauvreté dans la ville même. Une situation politique nouvelle pour la gauche radicale.

◆ Un courrier de lecteur dans le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat* à propos d'un groupe de soutien à des migrants en voie d'expulsion dans un village autrichien de 3000 âmes, Alberschwende : des soutiens qui s'étendaient du maire au curé mais qui ont ravivé les tensions entre classe moyenne en déclassement et travailleurs.

incubateur du progressisme techno-politique (rose et vert), avait contribué de façon déterminante, dans toutes ses composantes – politiques, scientifiques, universitaires, industrielles – à (...) la production (...) et à l'acceptabilité de Linky et des réseaux" intelligents". (...)

» Naturellement, cet investissement n'est pas désintéressé et, dans la tradition établie de la liaison recherche-industrie-pouvoir, a rapporté à tous des subventions, des commandes, des postes, des prébendes. Ce qui fascine une fois de plus, c'est de découvrir le détail du mécanisme (...). Mais nous avons peut-être la curiosité malsaine. »
http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=751

L'Inventaire

◆ Sur les ZAD, l'invasion numérique et les nouvelles technologies à l'école.
L'Inventaire n° 2 (quartier Laboissière, 07200 Mercuer)

« Racisme et révolution »

◆ Dans *Partisan Magazine* n° 3 (octobre 2015) un dossier « Racisme, marxisme et révolution » : banlieues, antiracisme, islamophobie, etc. (BP 122, 93403 Saint-Ouen).

« A l'usine »

D'un camarade du centre
(13 septembre2015)

(Pour la compréhension des termes techniques utilisés, on devra se reporter à la brochure d'Echanges *Nuits d'usine* toujours disponible)

... en ce qui me concerne, je suis toujours à l'usine dans l'équipe A, une semaine du matin, une autre l'après-midi. Nous sommes environ une quinzaine à l'accrochage (dont 10 intérimaires, en majorité des jeunes entre 20 et 30 ans, seuls deux ont plus de 40 ans, un collègue et moi. Le mois dernier, les flics ont débarqué sur le coup de midi, au décrochage, au moment où nous prenions notre poste et ils ont arrêté un intérimaire (il avait chez lui une cinquantaine de pieds de cannabis). La semaine dernière, deux autres intérimaires passaient au tribunal (ils roulaient sans permis), j'ignore pour l'instant les résultats. Un autre intérimaire s'est salement blessé, il s'est ouvert l'avant-bras en installant des glissières sur leur montage (c'était à l'accrochage) et nous étions quatre à effectuer ce travail pénible, sale et parfois risqué (les glissières sont tranchantes comme des lames de rasoir).

Que te dire de plus ? Le travail est toujours un peu le même, certains jours, il est plus dur (surtout que notre poste n'a pas de cariste. Il faut alors tout accrocher à la main et certaines pièces sont lourdes).

J'ai encore de la chance car l'équipe A est la mieux de la journée, les collègues sont assez cools, les jeunes intérimaires s'entraident naturellement, rendant le travail moins pénible (ce qui n'est pas le cas dans l'équipe B où c'est du chacun pour soi).

La direction, depuis quelque temps répand des rumeurs d'embauche (car plusieurs anciens vont partir à la retraite).

En ce qui me concerne, je me méfie de ces rumeurs car cela pourrait bien être de l'intox. Vendredi dernier, deux types se sont fait choper une cigarette au bec dans les vestiaires ; ils ont écopé de trois jours de mise à pied (pour les intérimaires cela aurait été la porte, direct). De toute façon, difficile de réellement interdire de fumer vu que 95 % des salariés fument (permanents comme intérimaires).

Régulièrement, nous avons toujours droit aux fameuses « réunions sécurité » (déjà évoquées dans *Nuits d'usine* ; c'est toujours aussi chiant ; la dernière fois j'ai commencé à m'endormir tellement s'était intéressant.

Pendant ce temps, on travaille toujours avec des trous dans le sol, parfois sans cariste. Officiellement les mecs de la sécurité nous interdisent à nous, intérimaires, de procéder à des opérations de meulage et perçage sans accréditation de la direction. On attend toujours ces putains de papiers, ce qui n'empêche pas que la semaine dernière où le serrurier de notre équipe était en vacances, j'ai dû percer une centaine de trous, meuler des pièces recouvertes de peintures (les pièces devaient impérativement être accrochées sans peinture). Même le sous-directeur, il y a trois semaines où il y avait du retard dans le travail, m'a fait meuler des pièces avec un autre collègue et il s'est bien gardé de me demander si j'avais une quelconque autorisation pour le faire.

C'est d'ailleurs devenu entre intérimaires une source de plaisanterie. Cette semaine je serai de l'après-midi (12 h 15-20 heures).

Contrairement à beaucoup, cela ne me gêne pas de travailler l'après-midi (quand je suis du matin, je dois me lever à 3 h du matin et cela finit par me fatiguer).

Vendredi, il y a quinze jours un type a fêté son anniversaire. Nous étions de l'après-midi. Il avait amené de l'alcool ; dès le début du poste, lui et d'autres collègues s'en sont donné à cœur joie. Heureusement que le directeur ou n'importe laquelel de ses créatures n'ont pas débarqué à l'accrochage, même notre chef d'équipe en avait un coup. Sa cabane –un Algeco – où il siège empestait l'alcool (Ricard, bière, etc.).

Comme tu peux le voir, même à la journée, beaucoup boivent (il est vrai de manière plus discrète que la nuit) et beaucoup fument des joints, certains cumulent les deux. La semaine dernière c'est carrément un ancien (permanent) qui s'est présenté deux jours de suite au travail en état d'ébriété, il était incapable de tordre un fil de fer ; le chef lui a passé un de ces savons mais c'est tout, il n'a pas averti la hiérarchie et quelque part a couvert l'ancien car la direction est inflexible au niveau de l'alcool.

Quelques nouvelles récentes du travail

Cette semaine (du 12 au 18 septembre) notre équipe est de l'après-midi. A chaque début de poste (à 12 h 30), nous attend un véritable bordel (postes en désordre, la ferraille disséminée n'importe où, la saleté, les chevrons non rangés, partout des débris de fil de fer, de feuillards, bref une belle pagaille).

Tous les jours de la semaine nous devrons galérer à attendre des poutres pour pouvoir accrocher nos diverses pièces.

Etant donné que notre poste n'est pas prioritaire, nous n'avons droit qu'à une poutre toutes les trois heures ce qui fait que nous préparons nos pièces à accrocher à même le sol vu qu'il n'y a aucune poutre : travail harassant car il faut être à quatre pattes pour mettre les fils de fer. Notre cariste étant absent, nous exécutons tout à la main. Ce jour-là, à la prise du poste, nous apprenons que ce matin, un ouvrier du bain rempli de zinc chauffé à 470° a eu un malaise suffisamment sérieux pour que le SAMU et les pompiers interviennent. L'homme est un vétéran à environ deux ou trois ans de la retraite.

Le lendemain, vendredi, dernier jour de la semaine, nous n'en savons pas plus sur son sort. La journée a été agitée : un type a été mis à la porte (délit de cigarette), un intérimaire du décrochage a pété un câble et s'est tiré de l'usine en plein travail et enfin à notre poste où je travaille là où nous accrochons des fûts de lampadaires urbains avec trois autres camarades (un intérimaire du coin, un autre intérimaire nouvellement arrivé de nationalité chilienne et un autre intérimaire cariste originaire de Paris). Une surprise nous attendait : de l'intérieur des fûts sort une couleuvre vivante, panique du poste. Personnellement étant de la campagne, ce n'est pas la première fois que j'en voyais, à la différence de mes camarades venus de la ville et qui s'en tirèrent avec une belle frayeur en croyant que c'était une vipère.

Finalement j'ai réussi à trouver un sac en plastique, à attraper la couleuvre et à la porter dans le premier fossé bordant l'enceinte de l'usine (nous sommes mitoeyns sur un côté de plusieurs champs agricoles). Ce n'est certes pas la première fois que l'on trouve des animaux dans les futs, habituellement, ils sont morts (une fois j'ai trouvé effectivement le cadavre d'une vipère), le plus souvent de rongeurs ou d'oiseaux. Un fois, c'était un nid d'une souris et de ses petits, tous vivants.

A noter également que le mercredi de cette semaine, nous avons essuyé un violent orage (je rappelle que nous travaillons dehors). Les éclairs nous encerclaient, le vent

très fort et la pluie nous cinglaient le visage, nos vêtements furent vite trempés et, le comble, c'est que les égouts de notre poste étant bouchés (faute d'entretien), nous fûmes vite inondés, 30 cm d'eau recouvraient le sol. Notre chef d'équipe fit interrompre le travail et nous fit mettre à l'abri le temps que l'orage se calme ; précisons encore que ce ne sont pas tous les chefs d'équipe qui procèdent ainsi. J'en ai connu qui nous laissaient travailler sous une pluie battante, au milieu d'un orage et les pieds dans l'eau.

F. M.

« Toute l'usine parle de ce qui s'est passé à Air France »

Du même camarade
7 octobre 2015

Il est vrai que le « débat autour du « genre » ne me passionne guère ; j'ai l'impression que ce type de discussion nous conduit dans un cul-de-sac, il y a des choses beaucoup plus importantes : la lutte de classe par exemple qui demeure pour moi le plus important car tout, absolument tout (ou presque) découle d'elle...

Deux intérimaires ont refusé l'embauche dont mon collègue direct au même poste que moi. C'est un jeune gars (30 ans), très indépendant d'esprit, intelligent et cultivé et avec qui il est agréable de travailler. « Finir les trente prochaines années de ma vie ici, très peu pour moi » m'a-t-il dit... Autre chose : depuis hier, toute l'usine parle de ce qui s'est passé à Air France (DRH et directeur molestés par les salariés) provoquant l'enthousiasme, les rires, en tout cas une massive approbation. J'ai même entendu les discours les plus extrémistes à ce sujet, certains envisageant la même scène ici dans l'usine où nous travaillons.

Depuis plusieurs semaines, j'effectue des heures supplémentaires, les salaires étant toujours bas, même en intérim il ne faut guère espérer plus de 1 300 euros net par mois, à condition de ne louper aucune journée, ce qui n'est pas le cas de tous. Il y a beaucoup d'absentéisme et pas seulement pour les raisons que l'on croit (flemme, alcoolisme, maladie, retard). Certains sont parfois absents une journée ou deux car leurs femmes travaillent et ils doivent garder les enfants, n'ayant personne pour le faire. Ou bien, plus insolite, je connais un mec qui parfois ne vient pas au travail.

F. M.

« Je cherche des contacts à Bursa en Turquie »

D'un camarade de la Loire
11 juillet 2015

En fait je vous écris car je diffuse votre bulletin depuis 2006 dans la vallée du Gier et Saint- Etienne. Je dois déménager en Ardèche et je me suis déjà renseigné sur les possibilités de diffusion de votre bulletin dans le coin j'ai déjà trouvé une librairie sur Aubenas [Ardèche] et sur Montélimar [Drôme]. Ainsi qu'une diff sur le marché d'Aubenas. Sur Alès [Gard] les copains de la Rétive (1) s'en occupent déjà et je m'arrangerai pour continuer de diffuser à Saint-Etienne dans un centre de santé communautaire.

Et tout ça aussi pour vous dire qu'en fait j'ai commencé à militer en diffusant votre bulletin et il m'a toujours accompagné et c'est plaisir de vous lire même si ce n'est pas grand. Si je peux faire un peu plus ou vous remonter des infos si ça vous intéresse. Il n'y

a aucun souci. Je me tiens très informé des luttes aux Maghreb, comme en ce moment ce qui se passe à Ghardaïa ET dans la région du M'zab (sud-est algérien). Nous sommes en train de réaliser une interview d'un militant de là-bas. Si ça vous intéresse je peux vous la faire parvenir dès que ce sera fait. A tout hasard je cherche à prendre contact avec des métallos de Bursa en Turquie, je ne sais pas si vous avez des contacts ? Ça serait pour réaliser une interview sur les grèves qui se sont déroulées dans le secteur automobile. Une journée de temps en temps car il travaille ailleurs. au noir bien entendu et ce travail est plus lucratif.

(1) La Rétive est un lieu de vie avec bibliothèque. débats, ciné, cantine échanges et solidarités à Alès (Gard), 42 rue du Faubourg-d'Auvergne, où l'on peut trouver toutes les publications d'Echanges, http://laretive.info

L. G.

« Est-ce bien nécessaire d'analyser les programmes de Podemos ou Syriza) ? »

D'un camarade de Lyon
23 septembre 2015
Cette lettre se réfère à la correspondance du même camarade publiée dans Echanges *n°152. p. 50.*

(...) A force de relire la réponse que tu as consacrée dans ce numéro d'*Echanges* à ma lettre précédente, j'ai fini par comprendre ce que tu voulais dire : le niveau d'abstraction de ton raisonnement m'est difficile à atteindre ; il faut dire qu'à Lyon, l'air est pauvre en oxygène.

Ceci dit, écrire p. 50 que « la puissance révolutionnaire destructrice... semble devenue obsolète » puis p. 55 a (quel est le sujet de ce verbe ?) « rendu pour tout travailleur presque (pas tout à fait quand même) inutile toute forme de lutte », cela semble aller à l'encontre de ce qui est écrit sur 8 pages dans le bulletin gratuit *Dans le Monde une classe en lutte* auquel ton nom est associé pas uniquement « pour satisfaire aux obligations légales ». Est-ce de ta part un moment de découragement bien compréhensible à force d'attendre et d'espérer enfin le réveil du géant prolétarien ? Dans *SouB*, puis *ICO* puis 152 numéros d'*Echanges* !

J'allais oublier de te dire qu'étant un abstentionniste convaincu depuis moult années je me dispense de lire les critiques parues dans plusieurs numéros successifs d'*Echanges* consacrés aux pr

ogrammes de gouvernement de Podemos ou Syriza. Ces pensums semblent destinés à convaincre vos lecteurs qui seraient encore sensibles aux vertus démocratiques. Combien sont-ils (mauvaise question) ? Depuis des lustres, depuis la naissance du mode de représentation démocratique, les révolutionnaires prolétariens anarchistes comme marxistes communistes ont combattu les illusions démocratiques par l'écrit, la parole, la bombe. Etait-ce bien nécessaire aujourd'hui encore de consacrer temps, argent, papier à analyser les programmes des partis de gouvernement ? Je ne le pense pas. Je pense que les lecteurs d'*Echanges* n'ont pas ces illusions. Peut-être que je me trompe. Ou bien est-ce nécessaire d'analyser les programmes des partis nouveaux pour dissiper les illusions qu'ils font naître dans les têtes des prolétaires

novices ? Je n'ai pas la patience de suivre ces démonstrations, ce qu'en disent les médias bourgeois suffit.

G. D.

« Où va le système ? »

D'un camarade de Paris ,
21 octobre 2015
(A propos de l'article « Où va le système ? », bulletin Dans le monde une classe en lutte, *septembre 2015)*

Comment poser les problématiques sans que la question fermée induise déjà la conscience ? Dans quelle mesure le système peut-il surmonter ce qui met en cause son existence même ? En quoi le capital malade pourrait-il s'en sortir comme il a pu le faire dans le passé ? Comment toutes ces luttes dispersées pourraient-elles conduire à une contestation globale qui dépasserait les frontières des Etats ? Qu'est-ce qui pourrait aider l'ensemble des résistances et des actions à intervenir assez tôt avant que les conséquences mortelles ... ?

Je n'ai pas plus de réponses que quiconque, mais ainsi posées ces questions induisent du possible.

« Analyses critiques et souci documentaire »

D'une camarade de la Charente
18 septembre 2015

Je connaissais déjà votre bulletin *Dans le monde une classe en lutte* car mon ami le reçoit. Je vous ai commandé récemment des numéros de la revue *Echanges* et j'apprécie ses analyses. Je m'étais désintéressée depuis des années des questions militantes car j'étais dans une situation un peu difficile et isolée – tellement isolée que j'ai retrouvé l'envie de rencontrer des gens qui condamnent le monde comme il va et développent des analyses critiques aussi avec un souci documentaire sur la réalité du travail (c'est ce qui m'a tout de suite intéressé dans votre bulletin)

Bref je me suis intéressée aux syndicalistes révolutionnaires et maintenant aussi à des gens comme Pannekoek et j'aimerais bien vous rencontrer...

C. E.

« Questions »

D'un camarade (ni lieu ni date)

« Suite à vos articles parus dans *Dans le monde une classe en lutte* de septembre 2015 et dans *Echanges* n°152, et mes réactions épistolaires à ce propos, ma réflexion se poursuit pour poser les questions suivantes, à mon tour pessimistes. Que reste-t-il d'humain dans le comportement de nos contemporains, quelle part d'humanité réside encore dans l'espèce humaine, en dehors du petit peu d'air frais apporté par la lutte de classe ?

Cet avilissement de l'espèce humaine était en grande partie dû aux saignées successives...

P. A.

De camarades américains de Communicating Vessels,
3 août 2015

Merci pour continuer à nous envoyer votre revue. Mon français s'est amélioré à en faire la lecture et j'en apprends toujours sur les événements ou analyses sur les sujets qui m'intéressent

Ci-joint vous trouverez un article qui je

pense pourra vous intéresser. Il donne une vision exacte de l'Histoire américaine et est très lucide sur la crise présente dans ce pays

(L'article envoyé par ces camarades, « The Long Con », de Jackson Lears, est paru dans *The London Review of Books* le 16 juillet 2015 (http://www.lrb.co.uk/ v37/n14/jackson-lears/the-long-con – ou copie à Echanges). C'est une critique du livre *The Age of Acquiescence, the Life and Death of American Resistance to Organised Wealth and Power*, de Steve Fraser (éd. Little Brown), dont nous avons par ailleurs rendu compte dans *Echanges* n° 152, p. 64).

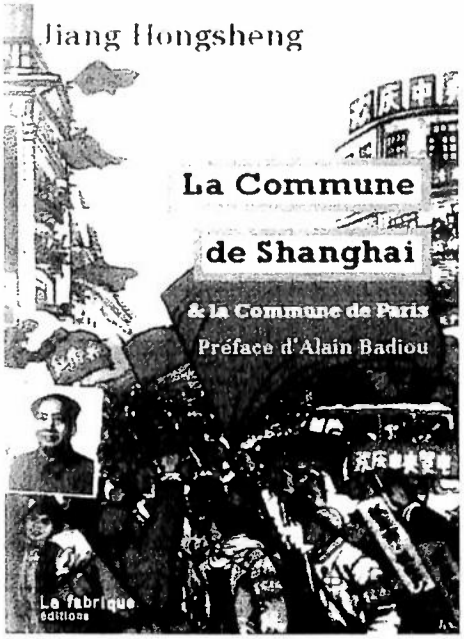
Sur la commune de Shanghaï

A L'AUTOMNE 2014 a été publié par les éditions La Fabrique, un ouvrage intitulé *La Commune de Shanghaï et la Commune de Paris*, écrit par un universitaire chinois, Jiang Hongsheng, professeur dans une université de Pékin, traduit de la première édition en anglais publiée aux Etats-Unis sous un titre différent *The Paris Commune in Shanghaï, the Masses, the State and Dynamics of « Continuous Revolution »* titre beaucoup plus explicite quant aux prétentions de ce travail.

Cette publication n'est pas passée inaperçue notamment chez les ex du mouvement maoïste des années post-1968 qui alors ont souvent totalement dénaturé ce qu'était la Révolution culturelle en Chine pour l'adapter à ce qu'ils considéraient à ce moment comme leur activité révolutionnaire. Parmi les nombreuses présentations critiques de cet écrit bien documenté à partir de sources chinoises, une bonne part ne lui attribue que cette qualité sans y voir l'affirmation d'une théorie politique. Nous n'avons évoqué, dans la présentation publiée dans *Echanges* n° 150 (p. 66), que deux critiques contradictoires : l'une parue dans *Partisan Magazine* n° 1, normalement apologétique de la part d'ex-maos impénitents ; l'autre parue dans *CQFD* n° 127 (décembre 2014), signée par Charles Reeve et Hsi Hsuan-wou, deux auteurs souvent cosignataires d'un certain nombre d'ouvrages sur la Chine, qui tentent de rétablir la réalité des événements chinois bien loin de l'hagiographie des thuriféraires du maoïsme.

Cette présentation dans *Echanges* a suscité une lettre d'un abonné de la revue (d'un camarade de Nantes du 25 mars 2015) reproduite dans le n°151 (p. 50) et nous laissons à son auteur le soin de juger ce qu'il en est de ses affirmations in fine sur « l'espoir d'une véritable discussion », selon lesquelles dans la revue, les « analyses se déplacent du politique au théorique » et « avec les enjeux soulevés par ce bouquin on *[est]* dans cette catégorie où l'on jouxte les convictions de secte d'*Echanges* ». De telles réflexions nous laissent d'ailleurs perplexes car l'ouvrage, sous le couvert de relater et de rétablir une vérité historique, se livre – le titre anglais en témoigne – à l'affirmation d'une position théorique sur la « révolution permanente ».

Il est préférable de ne pas insister sur ce que l'auteur de la lettre appelle « la mauvaise humeur de H. S. », face à la tentative de ce dernier de comprendre le pourquoi de la publication de ce livre dans certaines conditions, ce qui nous paraît légitime et ne procède pas d'une humeur quelconque, mais simplement du souci de resituer cette publication dans le contexte actuel de la Chine. Il reste effectivement nombre de questions sans réponse quant à ce sujet : le moins qu'on puisse dire c'est qu'alors que des milliers de Chinois croupissent dans les diverses geôles chinoises qualifiés d'opposants politiques souvent pour des faits mineurs, le professeur Hongsheng Jiang, malgré la publication de son livre, oc-



cupe toujours sa chaire à l'université de Pékin.

Il est préférable aussi de ne pas insister sur la notion de dictature du prolétariat avec deux pôles : l'un est l'assimilation de la dictature du parti supposé « ouvrier » à la dictature du prolétariat, en fait la dictature du parti sur le prolétariat, l'autre est la prise de possession de tous les pouvoirs par l'ensemble de la population avec la fin de l'exploitation du travail ce qui fait automatiquement disparaître les classes, y compris le prolétariat. C'est un vieux débat, chaque école affirmant sa variante de la période de transition. En passant, la Commune de Shanghaï n'a nullement contesté le rôle du parti : on trouve dans l'ouvrage de nombreuses références qui montrent les constants appels des organisations de base à Mao, en fait au parti dominé par Mao.

Avant de poursuivre ce débat, il nous paraît nécessaire de rappeler un fait fondamental tout simple sur le régime qui domine le monde sans aucune exception actuellement : le système capitaliste. Ce fait est l'exploitation de la force de travail. Tout régime dans lequel cette exploitation persiste est un système capitaliste, quelles qu'en soit les modalités, notamment quant à la notion de propriété ou quant au cadre social et juridique dans laquelle se fait cette exploitation.

En ce sens, le bolchevisme ou le maoïsme n'ont institué qu'une forme spécifique de capitalisme et ce n'est pas une des moindres contradictions de voir dans la Révolution culturelle l'affirmation d'une résistance à une évolution du système politique institué en 1950 vers le capitalisme, alors qu'il est capitaliste dans la base même de son fonctionnement depuis cette origine.

Il n'est pas sans intérêt de parler de la préface du « maoïste de salon » Badiou à l'édition française du livre, car Badiou sert de référence en différents endroits du texte et sa réflexion théorique quant à « l'histoire universelle des révolutions » nous semble particulièrement déficiente. Badiou prétend « aller au-delà du fait révolutionnaire » (p. 11). C'est bien ce qu'il fait car c'est méconnaître totalement le contexte historique des événements que de mettre dans le même sac la Révolution française, la Commune de Paris, la Révolution de 1917, la Révolution chinoise et la Commune de Shanghaï.

On peut mettre en commun la Révolution française, la Révolution de 1917 et la Révolution chinoise de 1950 qui ont vu le capitalisme se substituer à l'ordre féodal avec l'ascension d'une nouvelle classe, bourgeoisie ou bureaucratie (l'histoire a montré que cette dernière s'est transformée en bourgeoisie traditionnelle) dans un système basé sur l'exploitation de la force de travail. Mais la Révolution chinoise diffère des deux autres (qui furent ouvrières et paysannes) en ce qu'elle fut avant

tout une conquête armée du pouvoir soutenue par les paysans.

Par contre, la Commune de Paris fut dès ses débuts en rupture totale avec l'ordre capitaliste existant et personne ne peut dire comment elle aurait évolué si elle n'avait pas été écrasée dans le sang après deux mois d'existence orientée essentiellement vers la lutte armée. On pourrait faire une comparaison avec les conseils ouvriers hongrois de 1956 qui ne durèrent qu'une semaine, mais Badiou se garde bien de classer cette révolte ouvrière dans sa panoplie révolutionnaire, et pour cause.

Qu'est-ce que la Commune de Shanghaï peut avoir en commun avec la Commune de Paris ? Est-ce, comme le clame l'auteur de la lettre, que «le mérite de la Commune de Shanghaï est précisément de réveiller les événements concrets de cette intense lutte de classe, sur le plan de la lutte politique ou des conflits de classe dans les usines » ?

Pour répondre à une telle question, on doit d'abord considérer comment cette Révolution culturelle a débuté. L'arrivée au pouvoir, conquis par les armes et pas par une insurrection quelconque, du Parti communiste chinois a signifié le décollage économique de la Chine. Dans ce développement, notamment industriel, une nouvelle classe est apparue, celle des dirigeants d'entreprises (qui pouvaient être aussi des membres éminents du parti) dont les intérêts et la puissance grandissantes ont contesté la domination politique du parti. La montée de cette classe était en quelque sorte un développement naturel lié à l'essor économique de la Chine. La Révolution culturelle (culturelle car avant de prendre cette tournure d'une lutte ouverte, l'affrontement s'est d'abord exprimé par les voies littéraires diverses) n'était pas dirigée contre le parti mais contre l'adaptation de l'appareil politique à la réalité des rapports sociaux.

Cette prétendue « révolution » commandée par en haut, et mise en place à tous les échelons du parti par la fraction des fidèles à Mao, nécessitait de trouver, non seulement des cadres mais aussi des troupes (toutes les bourgeoisies ou moutures similaires de dirigeants se sont toujours servis de la lutte des classes dominées – ouvriers et/ou paysans pour accéder au ou consolider leur pouvoir). Toutes les catégories sociales devaient être mobilisées contre ce et ceux qui étaient présentés comme les « suppôts du capitalisme ». Il fut évident qu'en déchaînant ainsi des forces populaires, les éléments fidèles à Mao ouvraient une boîte de Pandore. Si effectivement des conflits de classe purent s'exprimer et même tenter de nouveaux rapports sociaux, ils restèrent très loin d'un affrontement direct avec le pouvoir en place comme dans la Commune de Paris ou même comme en 1848 en France. Au contraire, et l'ouvrage le montre bien également, ils furent le lieu de l'affrontement entre différentes fractions de base du parti sur le plan local. Ce n'est pas la crainte d'une révolution ouvrière qui motiva l'intervention de l'armée et la fin de la révolution culturelle, mais le fait que le chaos engendré par les débordements divers commençait à perturber la production et l'équilibre économique de la Chine.

La Révolution culturelle n'a pas échoué parce qu'elle constituait, comme l'écrit l'auteur de la lettre, « « une poussée en avant par le prolétariat révolutionnaire et la gauche maoïste » ou « une vaste lutte pour dissoudre les rapports de classe dans des conditions nouvelles », mais parce que ce qu'il appelle lui-même à différentes reprises « le groupe dirigeant de la RC » a reculé devant l'ampleur et les conséquences d'un mouvement qu'il avait lui-même déclenché. Autrement dit, de

l'origine à la fin malgré tous ses développements où l'on peut effectivement trouver des tentatives de dépassement de la classe ouvrière, du début à la fin la bureaucratie du parti, sous l'autorité de Mao, suivait de près l'évolution de ce qui avait été déclenché si aventureusement : qui, sinon les hauts dirigeants du Parti, ordonna l'intervention de l'armée pour rétablir l'ordre ?

Il est difficile, entre ce début et cette fin, de situer exactement ce qui relève de manipulations, de la nécessité de trouver des troupes pour déloger tel ou tel responsable local, etc. L'utilisation de tel ou tel vocable, à commencer par le terme de « révolution » et celui de « Commune », en passant par bien d'autres dénominations (le terme conseil ou d'organisation autonome de lutte ouvrière n'est d'ailleurs jamais apparu), peuvent faire illusion dans des exposés comme celui de ce livre, car tout est resté le plus souvent au stade de la simple parole, en-deça des réalisations concrètes.

Si le livre indique, dans un passage, que les « rebelles firent fonctionner les usines malgré le manque de main-d'œuvre, ils élurent leurs propres dirigeants sur le modèle de la Commune de Paris pour prendre en mains la production et la révolution », on ne sait rien d'autre sur la réalité de cette affirmation. Sauf sur les réactions contradictoires des dirigeants maoïstes.

Ce qui transparaît de ce récit linéaire et confus de la Commune de Shanghaï, c'est ce que souligne l'auteur de la lettre relativement à ce qu'il appelle « la complexité et l'instabilité de la transition socialiste ». Complexité et instabilité, bien d'accord pour cette période d'un conflit au sein de la classe dirigeante autour du pouvoir – mais on voudrait bien qu'il s'explique sur ce qu'il entend par « transition socialiste », à la fois dans les visées des dirigeants du parti à l'échelle de la Chine et dans la Commune de Shanghaï.

Reste la question importante à notre avis du pourquoi de la publication de ce livre par un universitaire chinois patenté et l'importance des détails qui pourraient donner une clé, question que notre correspondant classe comme manifestation de « mauvaise humeur ». Les conflits politiques dans la Chine dominée par le parti communiste ont toujours été précédés d'articles ou de livres qui, en apparence, traitaient d'événements historiques mais qui exprimaient en fait des conflits actuels. Notre questionnement n'avait d'autre but que de tenter de voir, à travers des détails qui semblaient bizarres, ce qu'une telle publication pouvait cacher et présager.

H. S.

◆ Un camarade d'Echanges a rédigé récemment des *Notes sur la Révolution culturelle*, suivies d'une bibliographie succincte, l'ensemble pouvant être adressé sur papier.

◆ Signalons aussi les *Souvenirs doux-amers d'un Parisien dans la Chine de Mao*, d'Hervé Denès, un récit personnel permettant d'évoquer les cruautés de l'Etat bureaucratique (L'Insomniaque, 2015).

◆ D'autre part un nouveau livre sur la Révolution culturelle vient d'être publié en anglais par Wu Yiching sous le titre *The Cultural Revolution at the margins*. Ce livre détruit le mythe de la gauche – maoïste ou pas – et explique le concept dans la politique du parti de contrôle social de 1950 à 1970. Il expose les principaux événements de la Révolution culturelle qui débuta en 1966 par en haut mais qui, une fois que le parti eut déclenché des mouvements de masse, ne put contenir les revendications et espoirs de la base. L'auteur concentre son attention sur les éléments de la gauche radicale que produisit la Révolution culturelle et montre comment le rétablissement de la domination du parti à partir de 1967 pose les fondements de l'intégration du mécontentement social dans les années 1970 et dans les réformes des années ultérieures.
Critiques du livre en anglais dans
https://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=43036.
Et en allemand dans
https://sozialgeschichteonline.files.wordpress.com/2015/09/sgo_17_2015_ruckus_wu_kulturrevolution.pdf

Capitalisme et artisanat

◆ La concentration capitaliste : « Industrie du luxe : la mort silencieuse du geste artisanal » *dans La Gazette de la société et des techniques* n° 83 (septembre 2015) (copie à Echanges).
122, 93403 Saint-Ouen).

Syndicats américains

◆ Une brochure *What does syndicalism want ? Living, Not Dead Unions*, de l'anarchiste américain d'origine allemande Max Baginski (1864-1943), texte précédé d'une biographie de l'auteur et d'une postface de Rudolf Rocker (en anglais).
www.katesharpleylibrary.net

La robotisation du monde selon PMO

◆ Un « reportage » sur « la mythique Smart City, actuellement en construction entre Doha et Songdo » : « L'automatisation générale des emplois et métiers s'étend aux journalistes, après avoir éliminé soudeurs, poinçonneurs, caissières et guichetiers ; la plupart des lecteurs ont embrassé avec enthousiasme l'idéal numérique et n'aspirent à rien d'autre qu'à la perfection mécanique. (...) Tout est sur le réseau. Il suffit d'y rôder pour trouver les images, les témoignages, les personnages, La vie est un songe. La présence réelle (In Real Life), une simple image virtuelle générée par le Grand Ordinateur et nous sommes de l'étoffe dont sont faits les rêves. Rien qu'une combinaison d'algorithmes, de l'information qui circule. »
http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=

Un anarchiste sioniste

◆ La vie d'Eliezer Hirshauge (1911-1954), dans le n° 84 (octobre 2015) du *Bulletin of Kate Sharpley Library* (BM Hurricane London WC1N3XX, UK) : cet anarchiste polonais rejoint l'Espagne avec sa femme Dinah en 1936. En 1939, ils fuient Varsovie, se réfugient en Russie où ils sont déportés dans l'Oural, puis en Ouzbekistan, puis au Kazakhstan. Enrôlé, il marche au gré des combats. Enfin, prisonnier près de Cassel, en Allemagne, il milite, enseigne, écrit un livre pour enfants. En 1947, avec Dinah, il s'établit en Israël. Il écrit une étude sur Kropotkine qu'il publie en yiddisch et en hébreu.
http://www.katesharpleylibrary.net/tb2szq

L'Union communiste selon Robert Camoin

◆ *Apports et limites d'un regroupement révolutionnaire international, l'Union communiste :* brochure de Robert Camoin (Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux). On a déjà tout dit sur cet auteur et ses tendances léninistes moralisatrices, sa façon de lire l'histoire des mouvements révolutionnaires du passé et ses tentatives persistantes de faire croire qu'Henry Chazé (Gaston Davoust) avait adhéré au bordiguisme. Chazé avait certes donné son nom comme directeur d'une publication bordiguiste, sans qu'il s'agisse pour autant d'une adhésion : c'était un geste de solidarité prolétarienne en faveur de camarades italiens réfugiés en France et dont l'activité politique ouverte pouvait

entraîner leur expulsion dans l'Italie fasciste. (Rappelons qu'Echanges a publié l'autobiographie de Chazé, *Militantisme et responsabilité,* toujours disponible.)

L'Inventaire

◆ Sur les ZAD, l'invasion numérique et les nouvelles technologies à l'école.
L'Inventaire n° 2 (quartier Laboissière, 07200 Mercuer)

Alternative Press

◆ *Alternative Press Index* 2014 recense toutes publications de la mouvance ultra-gauche principalement en anglais.
Alternative Press Center, 2040 N. Milwaukee Ave, 2e Floor, Chicago, 60647 Illinois, USA

Textes discontinus

◆ Le n° 41 de *(Dis)continuité* (août 2015) contient des textes divers de Bordiga, Borochov, Landauer, Gurvy, Wolfheim, Laufenberg, Detmann, *Living Marxism,* Watson et autres. (F. Bochet, Le moulin des Chapelles, 87800 Jarnailhac) f.bochet@free.fr

« Racisme et révolution »

◆ Dans *Partisan Magazine* n° 3 (octobre 2015) un dossier « Racisme, marxisme et révolution » : banlieues, antiracisme, islamophobie, etc.

Mythes du franquisme

◆ Dans une note de lecture en espagnol datée du 20 juillet 2015, parue sur un blog de *Revista de libros,* Michael Seidman recense un ouvrage de Pio Moa, *Los mitos del franquismo. Una revisión en profundidad de una época crucial* (éd. La Esfera de los Libros, 2015). Où M. S. démontre que les thuriféraires du franquisme ne baissent pas la garde en Espagne et qu'à l'instar de Moa ils peuvent à la fois ignorer l'état des recherches récentes menées hors d'Espagne et affirmer tout et n'importe quoi avec un aplomb sans faille. Texte disponible sur http://www.revistadelibros.com/resenas/los-mitos-del-franquismo-una-revision-en-profundidad-de-una-epoca-crucial
(copie papier à Echanges)

Jacques Camatte

◆ Un texte de Federico Corriente, *Jacques Camatte y el eslabón perdido de la crítica social contemporánea, Jacques Camatte et «le chaînon manquant» de la critique sociale contemporaine.* En espagnol :
http://hommo dolars.org/web/spip.php?article5295
En français :
http://dndf.org/?p=14474#more-14474)

« L'œuvre de Jacques Camatte, publiée depuis 1968 dans les séries successives de la revue *Invariance,* surprend tant par l'extension, la richesse et la variété de sa thématique, que par la faible diffusion dont, à première vue, elle a été l'objet.
La série I, consacrée principalement à la colossale tâche de divulgation et d'analyses des inédits, ou des textes inaccessibles du jeune Marx et des Gauches communistes en rupture avec la IIIe Internationale (le KAPD allemand, Gorter, Pannekoek, Bordiga) suffit à elle seule à placer *Invariance* et son principal animateur à une place de choix au sein du panorama de la critique sociale contemporaine. Si l'on y ajoute la longue et novatrice étude sur le célèbre Chapitre IV inédit du Livre I du *Capital,* publiée pendant des années sous le titre de *Capital et Gemeinwesen,* en sus des analyses fouillées et exhaustives sur l'histoire du mouvement communiste, de l'évolution du capitalisme contemporain et des mouvements de révolte sociale les plus notables de l'époque, la perplexité et l'étonnement envers la méconnaissance entourant J. Camatte ne peuvent que croître. » (début du texte de Federico Corriente).

Etre Palestinien en Israël
Ben White
Editions de la Guillotine 2015,
157 pages avec cartes, graphiques, photos, notes, bibliographie, index.

DANS CE TEXTE, « arabe » est utilisé pour désigner les populations palestiniennes arabes qui vivent dans l'Etat d'Israël dont elles ont la nationalité. Le livre de Ben White utilise le terme Palestinien, aussi avons-nous gardé ce terme dans les citations.

Ce livre comble un certain vide sur le sujet, bien que la situation des Palestiniens fasse régulièrement la une de l'actualité, bien qu'on connaisse ce qui se passe en Israël, surtout les exactions contre les « territoires occupés ».

Mais ce petit livre écrit par un journaliste anglais (*Palestinians in Israël* a été publié en 2011) rassemble des informations dispersées, en partant de la création de l'Etat d'Israël en 1948 jusqu'à aujourd'hui et parle donc de la situation des « Arabes israéliens », ceux qui sont restés sur le territoire de l'Etat d'Israël en 1948 et ont de ce fait la nationalité israélienne.

Depuis sa création Israël s'est comporté en colonisateur (et déjà avant lui les Juifs « revenus » en Palestine depuis l'invention du sionisme), expulsant de leurs terres les Palestiniens qui y habitaient et rasant leurs villages.

Cette histoire nous renvoie à une autre, celle de la colonisation américaine détruisant les communautés indiennes. Tout cela au nom de la Démocratie.

Pourquoi Israël revêt-il une telle importance, toujours aujourd'hui ? « C'est qu'il y a là, au-delà des enjeux politico-stratégiques du contrôle du Moyen-Orient, un symbole de la "démocratie". Israël est décrit comme "la seule démocratie au Moyen-Orient", ce qui passe toujours pour une évidence en Occident. » Dès 1896, Herzl, père du sionisme politique, écrivait qu'un Etat juif en Palestine serait un « avant-poste de la civilisation contre la barbarie ».

Au-delà de la situation des Palestiniens, c'est la question de la naissance d'une nation qui peut se lire entre les lignes, de la naissance d'un Etat et de sa nature coloniale.

Un rappel dans l'introduction : les Arabes d'Israël, c'est environ 20 % de la population qui subissent une situation d'apartheid et sont des citoyens de seconde zone, dont les droits sont bafoués. Beaucoup vivent dans des conditions déplorables, sans eau, sans électricité, sans hygiène en Israël même, avec leurs maisons pouvant être détruites du jour au lendemain.

Ce qui fait la force de ce petit livre c'est son approche non idéologique, se basant essentiellement sur les faits, sur des extraits de discours d'hommes politiques ou religieux, sur des textes de lois, des décrets, de 1900 à aujourd'hui. Discours et textes qui sont tous plus parlants les uns que les autres et sont en eux-mêmes édifiants et se passent de commentaires.

Le chapitre 1 examine la situation juridique des Juifs et des Arabes en Israël.

Des textes de lois disent en quoi l'Etat

juif est un Etat d'exception, qui continue d'être sous l'état d'urgence instauré en 1948 et permettant toutes les exactions, est un Etat « qui a intégré des éléments théocratiques dans sa vie quotidienne (...) impliquant une discrimination gouvernementale et juridique à l'encontre des citoyens palestiniens comme des juifs non orthodoxes ». Le livre analyse le rôle des institutions sionistes, telles l'Agence juive ou l'Organisation sioniste mondiale, qui continuent d'être importantes dans le fonctionnement de l'Etat qui perpétue la ségrégation ethnique. Donnons un exemple parlant : en 2002 Ariel Sharon à la Knesset : « Les citoyens arabes ont "des droits dans le pays" mais "tous les droits sur la terre d'Israël sont ceux des juifs". »

Le chapitre 2 analyse les politiques officielles de ségrégation et le régime de privilèges ethno-religieux. « En Israël, le phénomène des "villages non reconnus" représente parfaitement la manière dont les citoyens palestiniens sont, de différentes manières, "rayés de la carte". A travers le pays, mais principalement dans le Néguev, environ 90 000 citoyens palestiniens vivent dans 40 villages non reconnus, que l'Etat refuse de légaliser et dont les habitants "manquent de sécurité foncière et de services publics" (p. 64). » Ce qui facilite ensuite la destruction de ces mêmes villages. Environ un citoyen arabe sur quatre est un « présent-absent » (ou déplacé interne) dont les biens et les terres ont été confisqués par l'Etat. Deux lois votées par la Knesset en 1950, la loi sur le retour et la loi sur les biens des absents sont fondatrices du fonctionnement pratique d'Israël. La loi sur le retour fut plus tard renforcée par la loi sur la citoyenneté de 1952 qui accorde la nationalité juive aux Juifs effectuant un « retour » (« Alya

») en Israël, mais constitua aussi en même temps une assise juridique du nettoyage ethnique de la Palestine en « dénationalisant » d'un seul coup des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui vivaient dans des camps au-delà de la frontière. Autrement dit, les plus de 700 000 Arabes expulsés par Israël puis empêchés par la violence de revenir étaient délibérément exclus.

Le chapitre 3 montre comment la peur d'une « menace démographique » guide la politique d'Israël de développement de nouvelles colonies pour la « judaïsation de la Galilée et du Néguev ». « Ainsi, Benjamin Netanyahou, alors ministre des Finances, a déclaré en 2003 que les citoyens palestiniens constituent le vrai "problème démographique". »

Le chapitre 4 aborde les différents aspects de la discrimination systématique vis-à-vis des Arabes, affectant tous les aspects de la vie ordinaire : pauvreté, chômage, discrimination à l'embauche, à l'éducation, en matière de santé et d'attribution d'allocations diverses.

Le chapitre 5 aborde la criminalisation de la contestation. Dès 1948 les Arabes d'Israël sont maintenus sous la loi martiale, héritage de la domination anglaise. Le régime de la loi martiale n'a été aboli officiellement qu'en 1966.

Un livre qui ne rend pas particulièrement optimiste, mais qui est indispensable pour la compréhension du problème.

A. S.
Octobre 2015

Livres ou argumentaires reçus (nous n'avons pas lu):

« *Les ouvriers ne seront plus des orang-outans*

◆ En 1831, trois semaines à peine avant l'insurrection des canuts à Lyon, *L'Echo de la fabrique*, le premier journal ouvrier pérenne en France, est créé. Il donne la parole aux canuts (tisseurs de soie), en cette période de revendications et de réflexions profondes sur leur métier et leur situation de prolétaires. Chaque semaine, de petites phrases satiriques épinglent les puissants : ce sont les « coups de navette ». Ecrites de manière à contourner la censure, riches, pleines de créativité et d'humour, elles expriment l'esprit de révolte des canuts et leur conscience aiguë des enjeux de leur temps. Le livre *Les ouvriers ne seront plus des orangs-outans...* reprend plus de 200 de ces « coups de navette », accompagnés d'un appareil critique établi par Raphaëlle Perret.
Les livres des éditions CNT-RP sont diffusés en librairies par Hobo Diffusion.
http://www.legrandsoir.info/les-ouvriers-ne-seront-plus-des-orangs-outans.html

« *Gracchus Babeuf pour le bonheur commun* »

◆ L'hiver de 1795-1796 a été extrêmement froid ; le pays est en guerre, le ravitaillement manque, les prix sont tels qu'une misère effroyable, faisant des morts par milliers, se répand parmi les ouvriers et les artisans. A la colère qui gronde, le régime - le Directoire - ne sait opposer que des restrictions aux libertés. Une conspiration se prépare, celle des Égaux, qui prendra aussi le nom de son principal inspirateur et animateur, François Noël Babeuf. Comment cet homme de 35 ans se trouva-t-il à la tête d'une véritable organisation insurrectionnelle, quelle était sa doctrine ? C'est tout l'objet de ce nouveau livre de Jean-Marc Schiappa.Editions Spartacus, 8 impasse Crozatier, 75012 Paris.

« *Il faut vivre contre son temps* »

◆ En dix ans, Pièces et main d'œuvre a donné une trentaine d'entretiens à la presse écrite, en ligne et à la radio. Un recueil de ces entretiens vient de paraître. Les lecteurs peuvent le commander le livre en envoyant un chèque de 9 € (7 € + 2 € de frais de port), à l'ordre de : Service compris, BP 27, 38172 Seyssinet Pariset cedex.

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte**, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande**, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons longtemps bénéficié d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org